



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS

Plan sectoriel militaire

Adaptation et mise à jour 2007

Procédure d'information et de participation

**Projet
mai 2007**

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction.....	4
1.1	Armée et aménagement du territoire	4
1.2	«Réforme Armée XXI»	4
1.3	Concept de stationnement de l'Armée et infrastructures militaires.....	5
1.4	Utilisation du territoire pour l'instruction militaire	5
1.5	Gestion des anciens immeubles militaires	6
2	Le Plan sectoriel militaire (PSM)	6
2.1	Raison de l'adaptation et de la mise à jour.....	6
2.2	But	7
2.3	Contenu et forme.....	7
2.3.1	Objet	7
2.3.2	Décisions et catégories de coordination	8
2.3.3	Fiches de coordination et cartes.....	9
2.4	Effets et relations à d'autres planifications	9
2.4.1	Plans d'aménagement de la Confédération, des cantons et des communes.....	9
2.4.2	Procédure d'approbation des plans de constructions militaires, étude d'impact sur l'environnement	10
2.5	Modifications.....	11
3	Principes régissant l'établissement du plan sectoriel	12
3.1	Projets relevant du plan sectoriel	12
3.2	Etudes de base du plan sectoriel	13
3.3	Modifications du plan sectoriel	13
3.3.1	Mise à jour	13
3.3.2	Adaptations.....	13
3.4	Consultation et participation publique.....	14
4	Principes régissant la collaboration.....	14
4.1	Coordination avec les services spécialisés	14
4.2	Entretiens relatifs à l'aménagement du territoire, à la protection de la nature et à l'environnement	15
4.3	Intégration des immeubles militaires dans les plans directeurs et les plans d'affectation	15
5	Principes relatives aux immeubles militaires	15
5.1	Principes stratégiques essentiels	16
5.1.1	Parc essentiel	16
5.1.2	Parc disponible	16
5.2	Principes communs pour la planification, construction, acquisition, utilisation et désinvestissement	17
5.2.1	Prescriptions et règles de comportement	17
5.2.2	Inventaires internes au DDPS	18
5.2.3	Ressources dans les domaines de l'organisation du territoire et de l'environnement	18
5.2.4	Système de management de l'environnement et de l'aménagement (SMEA) ...	18
5.2.5	Energie et mobilité	18

5.2.6	Bruit et vibrations	19
5.2.7	Sols et sites contaminés	19
5.2.8	Eaux.....	20
5.2.9	Protection de l'air	20
5.3	Principes spécifiques pour la planification, construction, acquisition, utilisation et désinvestissement	20
5.3.1	Planification et construction	20
5.3.2	Acquisition	20
5.3.3	Utilisation	21
5.3.3.1	Règlements d'utilisation.....	21
5.3.3.2	Règlements d'exploitation.....	21
5.3.3.3	Points de franchissement	21
5.3.3.4	Accidents majeurs	21
5.3.3.5	Protection contre les incendies de forêts et de prairies	21
5.3.3.6	Nature, paysage et agriculture.....	21
5.3.3.7	Déchets et sols pollués.....	22
5.3.3.8	Protection des eaux.....	23
5.3.3.9	Co-utilisation civile	23
5.3.3.10	Co-utilisation par l'aviation civile	24
5.3.4	Désinvestissement (vente, location, désaffectation, déconstruction)	24
5.3.4.1	Vente / location	24
5.3.4.2	Désaffectation / déconstruction	25
6	Conceptions spatiales	26
6.1	Conditions-cadre pour l'adaptation des conceptions spatiales.....	26
6.1.1	Infrastructure de l'instruction.....	26
6.1.2	Infrastructure de la logistique.....	27
6.2	Places d'armes	27
6.2.1	Situation initiale.....	27
6.2.2	Décisions	28
6.2.3	Explications.....	30
6.3	Places de tir et d'exercice.....	31
6.3.1	Situation initiale.....	31
6.3.2	Décisions	31
6.3.3	Explications.....	40
6.4	Aérodromes militaires	40
6.4.1	Situation initiale.....	40
6.4.2	Décisions	40
6.4.3	Explications.....	41
6.5	Centres logistiques et d'infrastructure	42
6.5.1	Situation initiale.....	42
6.5.2	Décisions	43
6.5.3	Explications.....	43
6.6	Centres de recrutement.....	44
6.6.1	Situation initiale.....	44
6.6.2	Décisions	44
6.6.3	Explications.....	44

6.7	Points de franchissement	44
6.7.1	Situation initiale.....	44
6.7.2	Décisions	45
6.7.3	Explications.....	47
6.8	Installations particulières	47
6.8.1	Situation initiale.....	47
6.8.2	Décisions	48
6.8.3	Explications.....	48
7	Objets	48
7.1	Situation initiale	48
7.2	Décisions	49

GÉNÉRALITÉS

1 Introduction

1.1 Armée et aménagement du territoire

Pour pouvoir accomplir ses tâches en matière de défense nationale, la Confédération utilise des terrains et influence l'organisation de l'espace. Cette affectation du sol est soumise à de constantes modifications en fonction de l'évolution de la politique de sécurité et du domaine militaire.

L'utilisation du sol à des fins militaires est confrontée aux affectations civiles publiques et privées, dont les besoins vont croissant. De ce fait, les cas dans lesquels les différents modes d'utilisation du sol sont susceptibles de s'entraver ou de s'exclure mutuellement, ou, par contre, de se compléter ou de se conditionner mutuellement, seront de plus en plus nombreux.

Etant donné que les nécessités militaires impliquent ordinairement une occupation du sol, des restrictions d'utilisation et des nuisances, elles ont souvent directement ou indirectement des répercussions sur les besoins civils d'utilisation. Les affectations militaires et civiles ne sont cependant pas forcément conflictuelles. L'utilisation militaire permet plutôt de nombreuses synergies. Que l'on songe, par exemple, aux effets économiques positifs qui résultent de la construction et de l'entretien des installations militaires ou de la présence de la troupe, à la préservation – souhaitée également du point de vue civil – d'objets naturels dignes de protection sur des terrains militaires, aux contributions financières de la partie militaire à l'investissement et à l'entretien d'infrastructures civiles, ou encore à la possibilité d'utilisation d'installations militaires par des organismes civils.

Dans le champ de tension entre les différents intérêts en jeu, il revient à l'aménagement du territoire d'harmoniser les activités à incidence spatiale avec les objectifs et les principes de l'aménagement du territoire et de mettre à disposition les instruments nécessaires à la collaboration des parties concernées.

L'instrument dont dispose la Confédération pour la collaboration dans le domaine de la planification nationale de l'armée est le plan sectoriel militaire.

1.2 «Réforme Armée XXI»

La raison principale de la réforme Armée XXI réside dans l'évolution de la situation en matière de politique de sécurité en Europe depuis la fin de la guerre froide. Cette évolution a nécessité une redéfinition de la mission de l'armée dans le cadre du plan directeur de l'armée XXI.

Basée sur le [plan directeur de l'armée XXI](#) (anciennement projet «Armée XXI») la nouvelle armée suisse est devenue effective le 1^{er} janvier 2004. Une des caractéristiques de la nouvelle armée suisse est la réduction significative de l'effectif en militaires par rapport à l'armée 95, qui passe de 360'000 militaires avec l'armée 95 à 140'000 actifs (y. c. environ 20'000 recrues en instruction et 80'000 réservistes) avec l'armée XXI, ainsi que celle des corps de troupe. Cela entraîne notamment une réduction des besoins en matière d'infrastructures pour l'instruction, la logistique et l'engagement. Avec l'étape de développement 2008/11 et dans le cadre du développement futur de l'armée, les moyens devront en premier lieu être consacrés à la sûreté sectorielle et être disponibles pour l'appui aux autorités civiles. L'instruction devra par conséquent être principalement conçue en

fonction des engagements probables. Il faut également tenir compte des exigences financières des programmes d'allègement 03/04 (réduction du plafond de dépenses Défense de 4,3 à 3,75 milliards de francs).

La réduction du cadre quantitatif, le déplacement des priorités du point de vue des missions et la diminution des moyens financiers ont des répercussions importantes sur l'utilisation et l'exploitation de l'infrastructure. Une adaptation de la planification des immeubles dans le domaine départemental Défense s'est par conséquent avérée nécessaire.

1.3 Concept de stationnement de l'Armée et infrastructures militaires

Le 6 décembre 2004, le chef de l'armée a présenté le nouveau concept de stationnement de l'armée aux directeurs cantonaux des affaires militaires et de la protection civile. Il s'agit d'une planification très générale des emplacements, comprenant une liste de toutes les infrastructures (infrastructures de l'instruction, de la logistique et de l'engagement) dont l'armée aura encore besoin à moyen terme des points de vue militaire et de l'exploitation (à savoir le parc essentiel). Après une consultation et des discussions approfondies avec les cantons, le domaine départemental Défense a arrêté le concept de stationnement, légèrement modifié, le 1^{er} juin 2005. Ce concept de stationnement représente la base de la présente adaptation du plan sectoriel militaire.

La planification sectorielle concerne les immeubles du concept de stationnement relevant du plan sectoriel. Il s'agit des places d'armes, de tir et d'exercice, ainsi que des aérodromes militaires, des centres logistiques et d'infrastructure, des centres de recrutement, des points de franchissement et de différentes installations particulières ([Concept de stationnement](#) sur Internet:

www.vtg.admin.ch/internet/groupgst/fr/home/generalstab/streitkr/stationierungskonzept.html).

1.4 Utilisation du territoire pour l'instruction militaire

L'instruction militaire se déroule en principe sur l'ensemble du territoire de la Suisse. Elle se caractérise par de nombreux cours et écoles dont la nature, la durée et l'importance varient considérablement. En raison de la rareté des surfaces adaptées et des différents besoins, l'occupation du territoire pour l'instruction militaire est organisée de manière centralisée par l'Etat-major de conduite de l'armée. Dans ce but, l'ensemble du territoire suisse est divisé en modules d'instruction. Chacun d'eux comprend des possibilités d'instruction et de logement suffisantes pour pouvoir répondre aux besoins réguliers de l'instruction spécifique d'un bataillon, d'une division ou d'une école (environ 500 à 1'000 militaires). Les modules d'instruction tiennent autant que possible compte des limites cantonales et communales. Selon l'infrastructure pour l'instruction et l'hébergement existante, les modules ont une étendue différente.

L'Etat-major de conduite coordonne l'occupation des modules. Les formations d'application et les régions territoriales l'appuient dans cette tâche. Ils mènent, aux niveaux régional et local, les pourparlers nécessaires avec les autorités civiles, les groupes de défense d'intérêts et les propriétaires fonciers. Les commandements de places d'armes et des places de tir sont subordonnés aux formations d'application et aux régions territoriales pour ce qui concerne l'occupation des places d'armes et de tir.

Dans ce contexte, la compétence des secteurs d'instruction des régions territoriales et des commandements de places d'armes et de tir des formations d'application en ce qui concerne la promulgation des ordres pour les places d'armes ou de tir revêt une importance significative. L'utilisation autorisée des modules y est détaillée et fixée de façon

contraignante pour la troupe. Hormis les exigences militaires, les bases y relatives sont constituées par les plans d'aménagement au sens de la [LAT](#) (conceptions et plans sectoriels de la Confédération, plans directeurs cantonaux, plans d'affectation des cantons ou des communes ainsi que mesures ayant une portée analogue à des plans d'affectation de la Confédération, des cantons et des communes), ainsi que par les résultats des concertations avec les autorités régionales et communales, les groupes de défense d'intérêts et les propriétaires fonciers.

Les Forces aériennes requièrent et utilisent, comme espace d'exercices, l'ensemble de l'espace aérien de la Suisse. Celui-ci est exigu et est en outre intensivement occupé par le trafic aérien civil. La gestion de l'espace aérien que cela exige est effectuée de manière centralisée par l'entreprise «Skyguide», regroupant les contrôles aériens militaire et civil.

1.5 Gestion des anciens immeubles militaires

Outre le parc essentiel (immeubles nécessaires à l'accomplissement des tâches du [DDPS](#)), le DDPS exploite également le parc disponible (portefeuille des immeubles qui ne sont plus nécessaires au DDPS et qui sont en possession de la Confédération). Le bien-fonds et les ouvrages spéciaux du parc disponible ne sont que partiellement idoines à être placés sur le marché. Les immeubles susceptibles d'être placés sur le marché sont entretenus, développés et vendus de manière à en dégager un revenu, les autres immeubles sont désaffectés de manière économique ou, lorsque cela est possible, vendus, ou encore déconstruits si nécessaire. A ce point de vue, le DDPS collabore suffisamment tôt avec les responsables de la planification cantonaux et communaux.

Les objets qui ne correspondent plus à un besoin militaire revêtent à nouveau un caractère nécessairement civil. Du point de vue de l'aménagement du territoire, cela pose la question de l'affectation future. L'aménagement du territoire incombe en premier lieu aux cantons et aux communes. C'est pourquoi le DDPS veut collaborer assez tôt et de manière étroite avec les autorités chargées de l'aménagement en ce qui concerne les immeubles dont l'incidence spatiale est significative. Le DDPS suit une démarche conforme aux instruments prévus par la planification directrice et la procédure d'établissement des plans d'affectation, communique ses intérêts propres en matière économique et environnementale de manière claire et les intègre activement dans le processus de planification concernant les cas importants. Comme toute stratégie, la stratégie du DDPS pour la gestion du parc disponible comporte des éléments qui peuvent partiellement être contradictoires. Il est par conséquent nécessaire de procéder à des pondérations des intérêts. Celles-ci doivent cependant se rapporter à des objets particuliers et contribuer à une bonne prise en compte des particularités locales et régionales ainsi que des désirs des populations.

2 Le Plan sectoriel militaire (PSM)

2.1 Raison de l'adaptation et de la mise à jour

Le [concept de stationnement de l'armée](#) a été élaboré dans le cadre de la planification militaire générale et se base sur le plan directeur de l'armée du 24 octobre 2001 tout en tenant compte du développement futur des forces armées. Il s'agit d'une planification générale des emplacements comprenant un inventaire de toutes les infrastructures (infrastructure de l'instruction, de la logistique et de l'engagement) dont l'armée a encore besoin à moyen terme du point de vue militaire et de celui de l'exploitation. Le concept de

stationnement de l'armée est la raison et la base de la présente adaptation et mise à jour du plan sectoriel militaire.

Le présent plan sectoriel militaire remplace celui du [28 février 2001](#) ainsi que le [plan sectoriel des places d'armes et de tir](#) (PSAT) du 19 août 1998, adapté le 15 novembre 1999 et le 31 mai 2000.

2.2 But

Le plan sectoriel militaire est un instrument de gestion, de planification et d'information de la Confédération. Il est le fruit d'un travail effectué en partenariat entre les organismes de la Confédération et des cantons dont les activités ont des effets sur l'organisation du territoire et en constitue le protocole décisionnel.

Le plan sectoriel militaire sert, d'une part, à la planification au niveau supérieur et à la coordination à l'échelon adéquat (coordination générale) des projets militaires qui ont des effets majeurs sur l'organisation du territoire et sur l'environnement (projets relevant du plan sectoriel) et, d'autre part, à l'optimisation de la coordination de l'ensemble des activités militaires à incidence spatiale. En outre, il établit les exigences d'utilisation de l'armée et garantit l'intégration à la planification des utilisations et des projets militaires les plus importants (sauvegarde des intérêts).

Le plan sectoriel favorise une coordination à un stade précoce entre les services de la Confédération elle-même ainsi qu'entre la Confédération et les cantons et communes. Il contribue par conséquent de manière significative à éviter des conflits d'affectation du territoire. Il sert à reconnaître suffisamment tôt les projets relevant du plan sectoriel qui ne sont pas réalisables («no-go's») et contribue ainsi à économiser des coûts de planification.

Le plan sectoriel militaire donne la possibilité aux autorités fédérales, cantonales et communales chargées de tâches à incidence spatiale de concevoir leurs propres mesures en fonction des besoins militaires, d'utiliser les synergies possibles (par exemple l'utilisation multiple des infrastructures et des surfaces) et de minimiser les effets négatifs.

En raison de la définition étendue de ses objectifs en vue d'une coordination générale des intérêts militaires, écologiques, économiques et sociaux, le plan sectoriel militaire contribue au développement durable de la Suisse.

2.3 Contenu et forme

2.3.1 Objet

Font l'objet du présent plan sectoriel:

- les principes nécessaires à la coordination des activités militaires à incidence spatiale et à la collaboration entre les organismes militaires et civils,
- les conceptions spatiales (répartitions) des [places d'armes](#), [de tir et d'exercice](#), ainsi que des [aérodromes militaires](#), des [centres logistiques et d'infrastructure](#), des [centres de recrutement](#), des [points de franchissement](#) et des [installations particulières](#) (à l'exception des installations militaires soumises à la loi fédérale du 23 juin 1950 concernant la protection d'ouvrages militaires, comme par exemple des ouvrages de combat et de commandement),

- les utilisations et les projets relevant du plan sectoriel ayant un impact significatif sur le territoire et l'environnement (places d'armes, places de tir et d'exercice, aérodromes militaires).

Les immeubles figurant dans le plan sectoriel militaire sont tous des installations déjà existantes qui sont propriété de la Confédération ou qui sont utilisées sur la base de contrats de droit privé.

Sur le plan du contenu, comme sur ceux de la procédure et de la forme, le plan sectoriel militaire s'inspire des dispositions applicables aux plans directeurs cantonaux. Il ne traite par conséquent que les affectations et les projets ayant des effets majeurs sur l'organisation du territoire et sur l'environnement sont considérables, en particulier ceux qui

- sont d'une importance capitale pour l'instruction et l'engagement de l'armée,
- requièrent de grandes surfaces,
- exercent une charge ou ont des retombées majeures sur l'utilisation du sol, l'occupation du territoire ou l'environnement,
- soulèvent des problèmes complexes de coordination ou
- sont caractérisés par une certaine intensité et régularité de l'utilisation militaire.

Le plan sectoriel lui-même, qui présente en principe le même degré de précision que les plans directeurs cantonaux, se limite aux mesures spatiales, temporelles et organisationnelles visant à assurer la coordination et à garantir l'infrastructure militaire.

2.3.2 Décisions et catégories de coordination

Les décisions sont tramées en gris dans le texte. Les raisons motivant les décisions sont présentées dans les explications correspondantes.

Les projets militaires qui doivent impérativement figurer dans el plan sectoriel en raison de leurs effets sur le territoire et l'environnement, peuvent se trouver à différents stades de coordination. C'est pourquoi, les décisions y relatives contenues dans le plan sectoriel sont subdivisées dans les catégories «situation initiale», «coordination réglée», «coordination en cours» et «informations préalables» ([art. 15 OAT](#)).

La catégorie «situation initiale» (A) comprend les immeubles qui sont déjà utilisés à des fins militaires et dont l'utilisation n'a pas subi de modification relevant du plan sectoriel en raison de la réforme Armée XXI ou pour lesquelles des modifications ont déjà été réalisées, et qui ont par conséquent déjà fait l'objet d'une coordination générale.

Sont classés en «coordination réglée» (F) les activités qui ont fait l'objet d'une coordination générale. Il s'agit ici des utilisations et des projets:

- dont les besoins sont avérés,
- dont l'emplacement est connu de manière générale et est justifié à l'échelon adéquat,
- dont les effets peuvent être évalués de façon générale,
- qui ont fait l'objet d'une collaboration suffisante entre les autorités concernées et
- dont la compatibilité avec les dispositions légales en vigueur ainsi qu'avec les plans et prescriptions en matière d'utilisation du sol paraît assurée.

Les autorités sont liées par un projet particulier classé en catégorie «coordination réglée» pour autant que les incidences sur le territoire et l'environnement aient pu être appréciées compte tenu des études de base du plan sectoriel (documents selon [l'art. 7 OAPCM](#), en particulier la justification des besoins et de l'emplacement ainsi que, pour les projets qui requièrent une [EIE](#), les résultats de l'enquête préliminaire, selon [l'art. 8 de l'OEIE](#)) et de l'état des planifications de la Confédération, des cantons et des communes au moment du classement dans ladite catégorie.

Sont classés en «coordination en cours» (Z) les projets qui n'ont pas encore fait l'objet d'une coordination générale. Il s'agit ici de projets relevant selon toute vraisemblance du plan sectoriel mais qui ne remplissent pas encore au moins l'un des critères mentionnés ci-dessus pour être classés en coordination réglée.

Sont classés en «informations préalables» (V) les projets qui pourraient relever du plan sectoriel mais dont la définition est encore insuffisante pour faire l'objet d'une coordination. Des indications plus précises sur de tels projets ne sont pas possibles en l'état, car

- il n'est pas certain qu'ils seront effectivement réalisés;
- l'emplacement de même que les modalités de leur réalisation ne sont pas établis ou
- leur réalisation n'aura pas lieu dans un avenir prévisible.

Les décisions concernant les principes nécessaires à la coordination des activités militaires à incidence spatiale ([chap. 3 ss.](#)) ne requièrent pas d'attribution à l'une des catégories de coordination. Elles sont intégrées au plan sectoriel militaire lorsqu'elles ont atteint par analogie le stade d'une coordination réglée.

2.3.3 Fiches de coordination et cartes

Les décisions concernant les conceptions spatiales, les utilisations et les projets prévus pour les immeubles sont reportées sur des fiches de coordination. Chacune d'entre elles est composée d'une partie textuelle et d'une partie cartographique se complétant mutuellement.

La partie textuelle des fiches de coordination contient la définition du cadre de l'utilisation (rubriques «Utilisation principale», «Durée d'occupation», «Période d'occupation»). Elle contient en outre une partie informative qui comprend les rubriques suivantes: «Objets protégés d'importance nationale», «Communes concernées», «Propriétaires», «No de carte» ainsi que «Documentation» et «Mouvements de vol militaires selon calcul du bruit des aéronefs» (seulement pour les aérodromes militaires). La partie cartographique fixe le périmètre et, pour les aérodromes militaires, l'aire de limitation d'obstacles (limitation des obstacles < 60 m au-dessus du sol) ainsi que la courbe de bruit résultant de l'utilisation prévue (valeur de planification du degré de sensibilité II).

Les autres immeubles d'un même genre (centres logistiques et d'infrastructure, centres de recrutement, points de franchissements et installations particulières) sont regroupés sur une fiche de coordination par canton. Les textes de ces fiches de coordination appartiennent à la partie informative du plan sectoriel.

Les fiches de coordination des conceptions spatiales sont complétées par des [cartes d'ensemble](#) à l'échelle 1:600'000 environ, accompagnée d'une [légende](#). Les cartes jointes aux fiches de coordination sont constituées d'extraits de la carte nationale 1:100'000 reproduits à l'échelle 1:50'000, accompagnés d'une [légende](#).

2.4 Effets et relations à d'autres planifications

2.4.1 Plans d'aménagement de la Confédération, des cantons et des communes

La Confédération, les cantons et les communes sont légalement tenus d'harmoniser entre eux la planification de leurs tâches respectives dont l'accomplissement a des effets sur l'organisation du territoire (cf. [art. 2 LAT](#)). Cela implique que les plans d'aménagement et activités à incidence spatiale de la Confédération – au nombre desquels figure également le plan sectoriel militaire –, des cantons et des communes ne doivent pas être en contradiction entre eux.

La concordance recherchée ne peut être obtenue que par une harmonisation et une coordination adéquates. Si une autorité constate que l'accomplissement d'une tâche à incidence spatiale, au sens de l'[art. 1 OAT](#), est susceptible de heurter des mesures du plan sectoriel militaire, elle est tenue de s'adresser au Domaine Territoire et environnement du Secrétariat général du [DDPS](#) si elle est une autorité de la Confédération, ou au service chargé de l'aménagement du territoire de son canton si elle est une autorité cantonale ou communale. Ces deux organes de contact et de coordination précisent conjointement la suite de la procédure.

Si des contradictions entre des mesures du plan sectoriel militaire et des projets relevant du plan directeur cantonal ne peuvent être éliminées dans le cadre de la collaboration, le canton ou le DDPS peuvent demander l'ouverture d'une procédure de conciliation au sens de l'[art. 12 LAT](#).

Les conflits d'intérêt surgissant entre des dispositions du plan sectoriel et des plans d'affectation ou des plans approuvés ainsi que des permis de construire, qui ne peuvent être résolus dans le cadre de la collaboration, sont traités par les voies de recours instituées.

Les dispositions arrêtées dans le plan sectoriel militaire concernant la réalisation de projets concrets ont force obligatoire pour les cantons lorsque la Confédération dispose des compétences requises dans le domaine en question en vertu de la Constitution et des législations spécifiques.

2.4.2 Procédure d'approbation des plans de constructions militaires, étude d'impact sur l'environnement

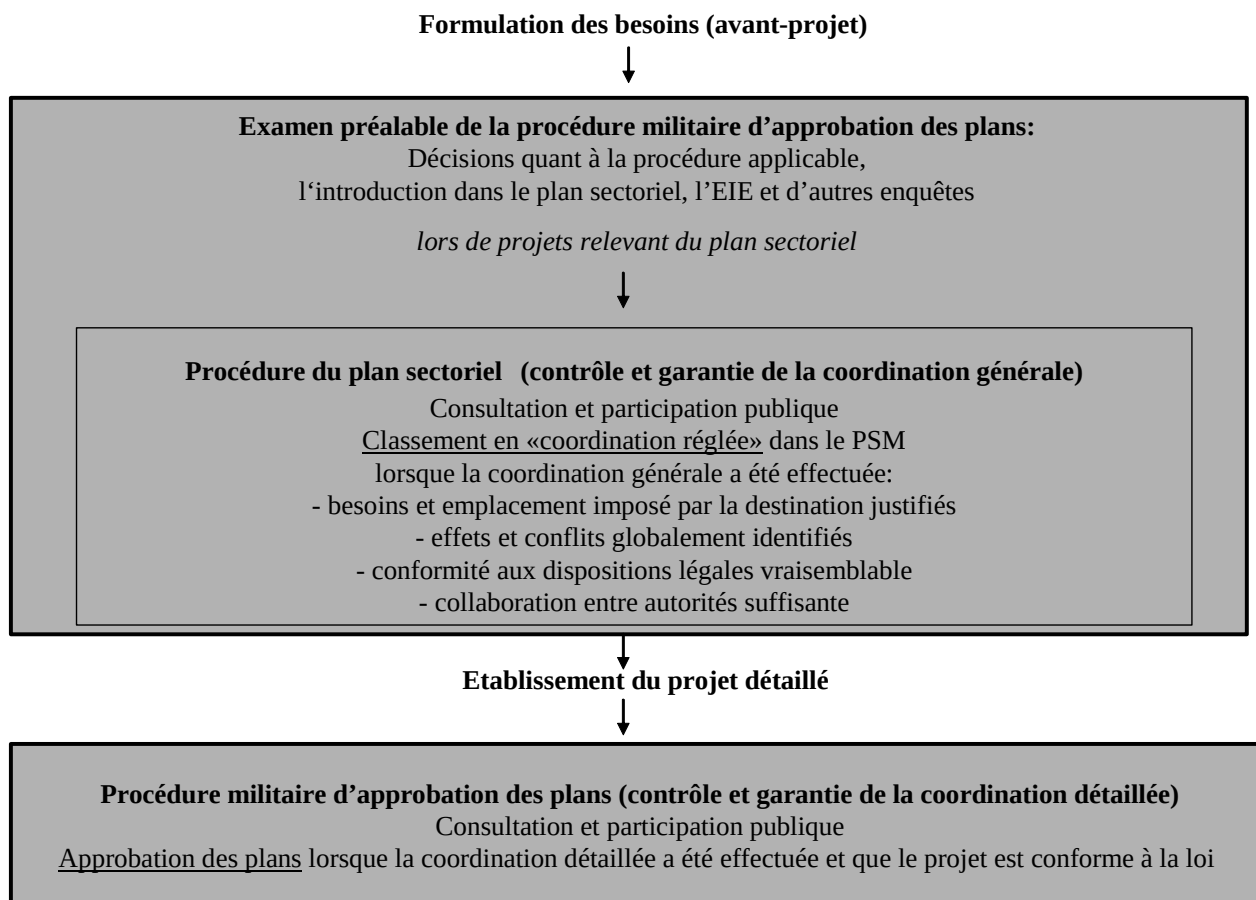
Le plan sectoriel militaire assure la planification au niveau supérieur et la coordination générale des projets militaires qui ont des effets majeurs sur l'organisation du territoire et sur l'environnement. Il constitue en principe la condition préalable à l'ouverture de la procédure militaire d'approbation des plans pour tout projet militaire de construction, d'affectation et de démolition relevant du plan sectoriel; il concourt de ce fait à décharger et à accélérer cette procédure.

La planification locale et la coordination détaillée des projets militaires ne font pas l'objet du plan sectoriel. Elles ont lieu lors de l'établissement des projets de détails dans le cadre de la procédure d'approbation des plans.

Il convient de souligner que le plan sectoriel militaire en soi ne permet pas de décider si un projet sera réalisé ou non. Il indique uniquement quelle est le cadre à respecter en matière d'aménagement du territoire lors de la réalisation d'un projet. L'examen final de la conformité légale des projets et les clarifications approfondies quant à leurs répercussions sur l'organisation du territoire et l'environnement ne sont pas anticipés par le plan sectoriel militaire; ces mesures demeurent réservées à la procédure militaire subséquente d'approbation des plans (cf. tableau ci-après).

Conformément à l'[art. 6 OAPCM](#), le classement d'un projet dans le plan sectoriel militaire en catégorie «coordination réglée» doit, en principe, avoir lieu avant le dépôt de la demande d'approbation des plans (cf. figure ci-après). L'approbation des plans d'un projet relevant du plan sectoriel présuppose son classement préalable en «coordination réglée» dans le plan sectoriel militaire. L'autorité d'approbation veille à la coordination entre les procédures du plan sectoriel et de l'approbation des plans.

Procédure du plan sectoriel et procédure militaire d'approbation des plans



En raison de ses répercussions spatiales, tout projet qui requiert une [EIE](#) relève du plan sectoriel et est en principe soumis à la procédure qui lui est liée. Selon l'[art. 6, al. 4, OAPCM](#), la procédure du plan sectoriel ne peut en principe être ouverte qu'après présentation des résultats de l'enquête préliminaire, conformément à l'[art. 8 OEIE](#), car ils constituent une base essentielle d'appréciation de leur classement éventuel en catégorie «coordination réglée» dans le plan sectoriel.

2.5 Modifications

Le plan sectoriel militaire représente une situation momentanée. Il doit être adapté si nécessaire, car seuls des plans dont les mesures sont valides et actuelles sont à même de remplir une fonction de gestion, de planification et d'information.

Les parties concernées sont invitées à donner leur avis sur les adaptations envisagées dans le cadre de la consultation et de la participation publique. Les adaptations décidées du plan sectoriel militaire sont publiquement communiquées.

En ce qui concerne l'infrastructure militaire, la construction de nouvelles places n'aura plus la priorité. Il s'agira en premier lieu d'assurer l'utilisation des places existantes et d'adapter celles-ci aux nouveaux besoins, en visant une utilisation souple et multifonctionnelle des installations.

CONTENU DU PLAN SECTORIEL

3 Principes régissant l'établissement du plan sectoriel

3.1 Projets relevant du plan sectoriel

Conformément à l'[art. 6 OAPCM](#), le [DDPS](#) assure, au moyen du plan sectoriel militaire, la planification et la définition générale des projets militaires ayant des effets majeurs sur l'organisation du territoire et l'environnement. Cette règle ne s'applique pas aux projets soumis à la [loi fédérale du 23 juin 1950 concernant la protection des ouvrages militaires](#).

Les projets de construction, d'utilisation et de désinvestissement relèvent du plan sectoriel lorsqu'ils ont des effets majeurs sur l'organisation du territoire et l'environnement. Cela peut notamment être le cas s'ils:

- entraînent une modification de la conception spatiale (utilisation principale) des places d'armes, de tir et d'exercice ou des aérodromes militaires;
- entraînent une modification de la conception spatiale des centres logistiques et d'infrastructure, de centres de recrutement ou des points de franchissement;
- provoquent la modification durable de la durée et de l'intensité d'occupation des places d'armes, de tir et d'exercice ou des aérodromes militaires;
- entraînent une adaptation de la période d'occupation militaire ou du périmètre des places d'armes, de tir et d'exercice ou des aérodromes militaires;
- ont pour conséquence une modification des surfaces à maintenir libres de tout obstacle;
- touchent des projets relevant des plans sectoriels d'autres services fédéraux ou des projets figurant dans les plans directeurs cantonaux;
- figurent déjà dans le PSM en catégories «informations préalables» ou «coordination en cours»;
- occupent plus de 3 ha de surfaces d'assolement (SDA);
- requièrent une surface de plus de 1 ha de territoire urbanisé ou plus de 3 ha de zone agricole selon le plan directeur cantonal;
- sont soumis à une [EIE](#);
- touchent des zones et des objets protégés d'importance nationale ou mentionnés dans un plan directeur cantonal;
- touchent des zones de protection des eaux souterraines;
- exigent le déboisement de surfaces dépassant 5000 m²;
- occasionnent, pour des raisons militaires, une modification des nuisances dues au bruit d'un aérodrome militaire;
- dépassent la valeur d'appréciation provisoire fixée pour le bruit de tir.

La pertinence de l'inscription d'un projet dans le plan sectoriel militaire est examinée de manière définitive uniquement lors de son classement en catégorie «coordination réglée». Par conséquent, si une telle pertinence n'est pas confirmée au cours de l'examen, un projet qui a été intégré au plan sectoriel sous «informations préalables» ou «coordination en cours» peut être retiré du [PSM](#).

Plusieurs projets de construction et d'utilisation qui présentent une forte relation matérielle et spatiale, sont considérés comme un projet global.

3.2 Etudes de base du plan sectoriel

Des bases appropriées (études de base du plan sectoriel) sont indispensables à l'évaluation finale des projets relevant du plan sectoriel. Elles comportent, au moins:

- les documents selon l'[art. 7 OAPCM](#), en particulier la justification des besoins et de l'emplacement, ainsi que des indications sur les intérêts qui pourraient être touchés par le projet;
- pour les projets qui requièrent une [EIE](#), les résultats de l'enquête préliminaire, selon l'[art. 8 de l'OEIE](#).

La justification d'un emplacement imposé par la destination comprend également des indications sur la conception spatiale des affectations et projets de même nature dans l'ensemble de la Suisse, sous réserve des prescriptions militaires relatives à la protection des informations.

3.3 Modifications du plan sectoriel

3.3.1 Mise à jour

Les mises à jour sont effectuées par le Secrétariat général du [DDPS](#) en accord avec l'Office fédéral du développement territorial. Sont considérées comme mises à jour:

- le transfert, dans la situation initiale, de mesures arrêtées dans la catégorie «coordination réglée» après la réalisation de celles-ci;
- la radiation d'un projet qui ne sera pas réalisé ou qui n'est plus considéré comme relevant du plan sectoriel;
- la modification d'une décision en «coordination réglée» ou d'un principe ayant une portée spatiale et matérielle de peu d'importance;
- l'actualisation de la partie informative des feuilles de coordination ([chap. 2.3.3](#)).

3.3.2 Adaptations

Les adaptations du plan sectoriel sont effectuées en fonction des besoins militaires, sur la base de propositions des services fédéraux ou des cantons ou de suggestions émanant de tiers lorsque cela s'impose (planification en continu).

Elles sont absolument nécessaires lorsque des projets relevant du plan sectoriel doivent faire l'objet d'un classement en «coordination réglée» ou que des principes doivent être arrêtés ou modifiés.

Les adaptations sont approuvées par le Conseil fédéral après collaboration préalable avec les services cantonaux chargés de l'aménagement du territoire concernés par le projet, après consultation des autorités fédérales et cantonales intéressées et compte tenu des résultats de la participation de la population (procédure du plan sectoriel).

Il peut être renoncé à une participation de la population si, lors du classement d'un projet en «coordination réglée», celui-ci est déjà intégré sous «coordination en cours» dans le PSM et qu'une procédure de participation de la population a déjà été menée à cet effet.

Les adaptations sont approuvées par le [DDPS](#), en accord avec l'Office fédéral du développement territorial, pour autant qu'elles n'aient pas été contestées de la part des autorités fédérales et cantonales au cours de la procédure du plan sectoriel.

Des «informations préalables» et des «coordinations en cours» peuvent être introduites dans le plan sectoriel par le [SG](#) DDPS en accord avec l'Office fédéral du développement territorial. La consultation préalable des cantons et des services de la Confédération concernés est toutefois exigée.

3.4 Consultation et participation publique

En vue de classer des projets dans la catégorie «coordination réglée» ou de fixer des principes dans le plan sectoriel militaire, les services cantonaux chargés de l'aménagement du territoire mènent une procédure de consultation et de participation du public dans un délai de trois mois, de manière analogue à celle relative à une adaptation de leur plan directeur. Ils coordonnent également les prises de position du canton. Les documents sont à mettre à la disposition du public durant 20 jours en principe ([art. 19 OAT](#)).

Pour des adaptations du plan sectoriel qui ne concernent qu'un nombre restreint de fiches de coordination, la durée de la consultation est raccourcie de façon appropriée.

Lors de la mise à l'enquête publique, il est tenu compte des fêtes judiciaires selon l'[art. 22a PA](#) (sept jours avant et après Pâques, du 15 juillet au 15 août, ainsi que du 18 décembre au 1^{er} janvier).

4 Principes régissant la collaboration

4.1 Coordination avec les services spécialisés

Les organismes chargés de la coordination des activités militaires et civiles à incidence spatiale sont, pour la Confédération, le Domaine Territoire et environnement du Secrétariat général du [DDPS](#) et, pour les cantons, les services chargés de l'aménagement du territoire. Dans le domaine des immeubles militaires, ces organes spécialisés assurent en particulier la coordination des planifications sectorielles et les approbations de plans de la Confédération régies par le droit spécial ainsi que des planifications directrices cantonales.

Pour autant que, dans le cadre de la coopération, les autorités militaires ou civiles locales et les organismes de coordination le jugent nécessaire, ces derniers assurent, pour ce qui est des immeubles militaires, la coordination:

- des approbations de plans régies par le droit spécial et des autorisations de construire hors de la zone à bâtir des cantons;
- des approbations de plans communaux régies par le droit spécial et des plans d'affectation;
- de l'application de la législation par les organismes militaires et la troupe dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

L'Office fédéral du développement territorial est le service de la Confédération chargé du domaine de l'aménagement du territoire. Il assiste le DDPS pour toutes questions relatives à l'aménagement du territoire – en particulier pour l'établissement des plans sectoriels – et assure la coordination entre le DDPS et d'autres services fédéraux ou cantonaux en cas de conflits d'ordre spatial.

4.2 Entretien relatifs à l'aménagement du territoire, à la protection de la nature et à l'environnement

A l'occasion des entretiens sur l'aménagement du territoire, la protection de la nature et de l'environnement, les organismes de coordination s'informent en temps utile et régulièrement de leurs activités à incidence spatiale en y associant les autorités militaires cantonales et les services cantonaux chargés de la protection de la nature et de l'environnement. Un échange d'informations a lieu au besoin, en règle générale une fois par année pour les cantons dans lesquels la présence militaire est importante. Les services impliqués déterminent la suite de la procédure cas par cas.

4.3 Intégration des immeubles militaires dans les plans directeurs et les plans d'affectation

La coordination des activités et projets militaires ayant des incidences sur l'organisation du territoire est assurée au moyen du plan sectoriel militaire et de la procédure d'approbation des plans militaires. Compte tenu de l'importance de la fonction des plans directeurs cantonaux et des plans d'affectation communaux dans la constitution d'une vue d'ensemble de toutes les activités à incidence spatiale, les utilisations militaires doivent s'intégrer de façon adéquate dans l'instrumentaire de planification cantonal et communal.

Pour que les synergies entre activités militaires et civiles puissent être mises à profit (par ex. l'utilisation multiple de l'infrastructure et des surfaces), les cantons et les communes doivent créer, dans le cadre des plans directeurs et des plans d'affectation, les conditions juridiques en matière de planification nécessaires à cet effet.

Il est recommandé aux cantons et aux communes de traiter comme suit les immeubles militaires dans les plans directeurs et les plans d'affectation:

- représenter sous forme cartographique, dans la situation initiale, les périmètres des places d'armes, de tir et d'exercice, ainsi que des aérodromes militaires, des centres logistiques et d'infrastructure, des centres de recrutement et des points de franchissement conformément au plan sectoriel militaire et renvoyer au plan sectoriel dans la partie textuelle.
- déterminer, en accord avec les services compétents du [DDPS](#), l'utilisation civile de terrains et de sites militaires dont la superposition à l'utilisation militaire est recevable.
- en connaissance de leur utilisation militaire, traiter les installations soumises à la [loi du 23 juin 1950 concernant la protection des ouvrages militaires](#) dans le texte et la carte de telle manière qu'aucune déduction relative à ces installations ne puisse être faite. La représentation cartographique des périmètres de ces installations doit être semblable à celle des zones avoisinantes (plan négatif).

5 Principes relatives aux immeubles militaires

Le présent chapitre contient les principes nécessaires à la coordination des activités et projets militaires qui ont des effets sur l'organisation du territoire. Ces principes indiquent, du point de vue des instances impliquées dans l'élaboration du Plan sectoriel militaire, dans quels domaines et de quelle manière la coordination des activités militaires à incidence spatiale peut être optimisée. Les contenus de lois et d'ordonnances ne font en règle

générale pas l'objet de ces principes. Les activités militaires à incidence spatiale sont différenciées ci-après par processus séquentiels (planification, construction, acquisition, utilisation et désinvestissement) et les principes correspondants articulés en principes stratégiques essentiels ([chap. 5.1](#)), principes communs à tous les processus ([chap. 5.2](#)) et principes spécifiques aux processus particuliers ([chap. 5.3](#))

5.1 Principes stratégiques essentiels

5.1.1 Parc essentiel

Le but principal des immeubles militaires est leur utilisation par l'armée. Une utilisation par des tiers ne peut être que d'un ordre secondaire.

L'utilisation militaire doit être en premier lieu concentrée sur les immeubles militaires existants de la Confédération et des cantons.

Les investissements en matière de construction doivent concerner prioritairement les immeubles existants d'une certaine importance et formant un ensemble continu. Les investissements permettant d'établir une utilisation souple et multifonctionnelle des installations seront privilégiés.

Les besoins militaires nouveaux doivent d'abord être couverts par le potentiel de reconversion et de synergie des infrastructures militaires ou civiles existantes.

Les effets favorables des immeubles et des projets de construction sur l'organisation du territoire, l'environnement et la société doivent être renforcés en tenant compte des ressources à disposition, les effets défavorables minimisés.

L'harmonisation de détail des intérêts militaires avec les autres intérêts présents au plan de l'aménagement du territoire est assurée par les règlements de zone, les règlements d'exploitation et la procédure d'approbation des plans militaires.

5.1.2 Parc disponible

Les immeubles militaires appartenant à la Confédération qui ne sont plus nécessaires à l'exploitation poursuivie jusqu'à présent et ne peuvent pas non plus être affectées à un autre but militaire (parc disponible du [DDPS](#)), sont, sous réserve d'autres obligations contractuelles:

- vendus (détachement à un service fédéral, cession, vente);
- mis en location (éventuellement affermées);
- cédés en droit de superficie;
- désaffectés ou
- déconstruits, après octroi d'une autorisation de démolir et exécution d'une analyse coûts-utilité.

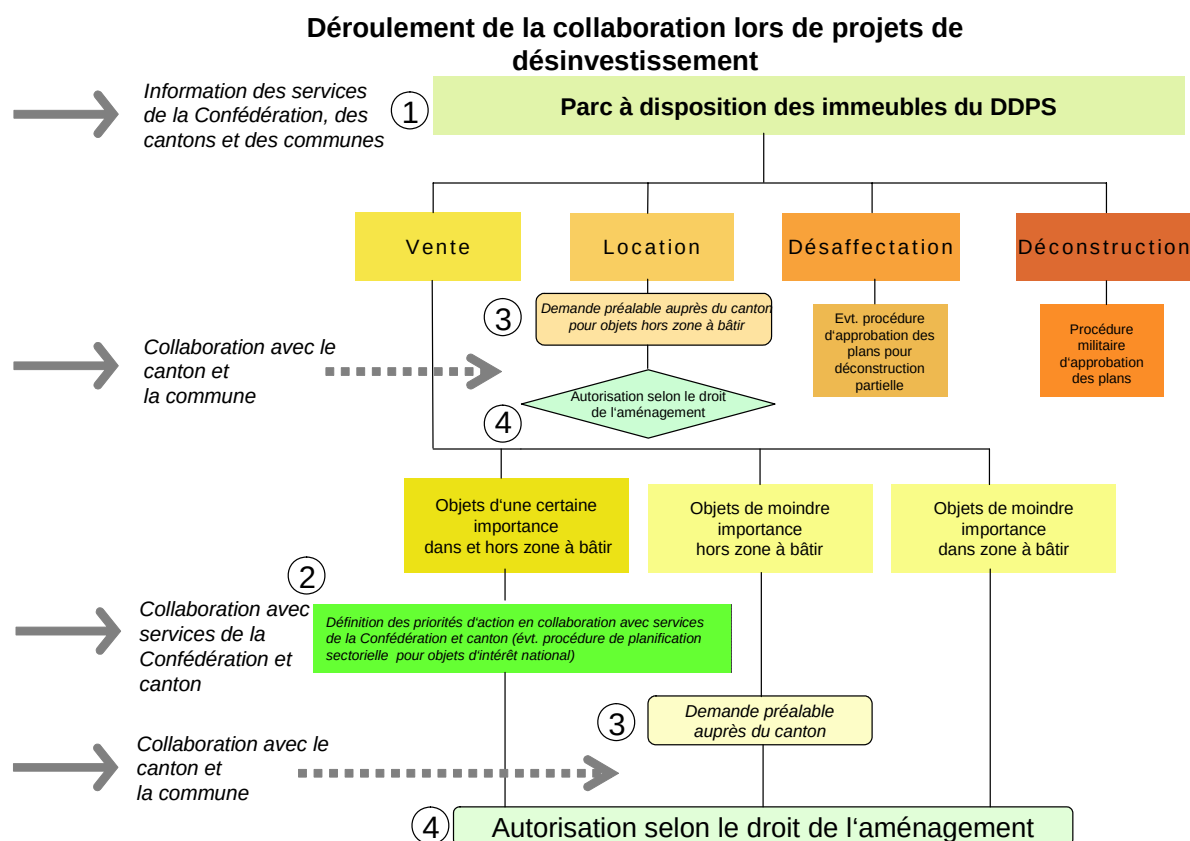
Lors de la vente d'objets importants (p. ex. aérodrome militaire), les options prioritaires, établies en fonction des exigences du développement territorial, sont définies en collaboration avec les services de la Confédération intéressés et le canton dans lequel est situé l'objet (cf. no 2 de la figure ci-après).

Les immeubles du DDPS ne peuvent être vendus ou loués, ou ne peuvent faire l'objet d'un droit de construction qu'après l'obtention de l'autorisation requise par le droit de l'aménagement du territoire et, le cas échéant, par le droit spécial pour la réaffectation

prévue (selon l'objet, par une procédure relative au plan directeur, de zonage ou de dézonage, d'autorisation ou d'approbation des plans).

Les services cantonaux concernés sont informés périodiquement de l'état du parc en disponibilité du DDPS. Les autorités peuvent obtenir, sur demande, un état complet du parc disponible d'un canton, d'une région ou d'une commune. L'information aux particuliers est fournie par objet (cf. no 1 de la figure ci-après).

Les objets situés en-dehors de la zone constructible font l'objet d'une recherche de solution concertée pour la poursuite de l'utilisation des immeubles menée avec les autorités cantonales compétentes dans le cadre d'une consultation préliminaire (cf. no 3 de la figure ci-après).



5.2 Principes communs pour la planification, construction, acquisition, utilisation et désinvestissement

5.2.1 Prescriptions et règles de comportement

Dans l'exercice de ses activités à incidence spatiale, le [DDPS](#) s'appuie sur les principes suivants: durabilité ([art. 73 Cst.](#)), principe de causalité ([art. 2 LPE](#)), principe de prévention ([art. 11, al. 2, LPE](#)) et responsabilité propre.

Les prescriptions du droit fédéral sont à respecter impérativement pour tous projets et utilisations. Le droit cantonal est pris en compte pour autant qu'il n'entrave pas de manière disproportionnée l'accomplissement des tâches de la défense nationale ([art. 126, al. 3, LAAM](#)).

La planification de projets de construction, d'acquisition, d'utilisation et de désinvestissement doit s'inscrire dans une perspective globale et portant sur l'ensemble du territoire suisse.

La pesée des intérêts entre les exigences de l'instruction militaire et de la disponibilité opérationnelle de l'armée, et celles de la nature et de l'environnement, tiendra compte de l'évolution de la situation dans le domaine de la politique de sécurité.

Sous réserve des prescriptions relatives à la protection des informations, tous les projets de construction, d'utilisation et de désinvestissement font l'objet d'une information ouverte.

Le DDPS se réserve d'édicter des normes fédérales unifiées et répondant aux intérêts de la défense nationale pour certains domaines techniques (p. ex. lutte anti-incendie). Il consulte les services spécialisés de la Confédération avant d'édicter de telles normes.

5.2.2 Inventaires internes au DDPS

Comme étude de base pour ses activités à incidence spatiale, le [DDPS](#) tient des inventaires indicatifs dans le domaine de la protection de la nature et des sites. Ces inventaires contiennent les immeubles auxquels, pour des raisons écologiques ou de protection des sites et monuments, il convient d'accorder une attention particulière dans le cadre des activités du DDPS. Ils seront portés à la connaissance des services cantonaux responsables. Les prescriptions relatives à la protection des informations restent réservées.

5.2.3 Ressources dans les domaines de l'organisation du territoire et de l'environnement

Dans les domaines de l'organisation du territoire et de l'environnement, les ressources humaines et financières sont à investir principalement là où les effets seront les meilleurs ainsi que là où la conformité au droit doit être satisfaite de manière urgente. Cela demande une vision d'ensemble transparente des besoins d'intervention, des ressources disponibles et de celles qui sont requises ainsi qu'une planification coordonnée.

Les moyens financiers prévus pour des mesures écologiques sont à porter au budget.

Les ressources en personnel nécessaires à la mise en œuvre des mesures ainsi que la formation adéquate des collaborateurs doivent être prévues dans le cadre de la gestion des emplois du [DDPS](#).

5.2.4 Système de management de l'environnement et de l'aménagement (SMEA)

Le [DDPS](#) contrôle les aspects de l'organisation du territoire et de l'environnement au moyen d'un système de gestion approprié. Un tel système permet de garantir l'observation du droit de l'organisation du territoire et de l'environnement et de réduire les atteintes portées au milieu naturel.

5.2.5 Energie et mobilité

Le [DDPS](#), en tant que gros utilisateur, a élaboré un concept énergétique destiné à mettre en œuvre les objectifs du programme EnergieSuisse dans son domaine.

Le DDPS s'applique à réaliser les potentiels d'économies mis en évidence par le concept énergétique du DDPS et à atteindre d'ici à 2010 les valeurs cible concrètes attribuées aux domaines des départements par le programme EnergieSuisse du Conseil fédéral. Une gestion de l'énergie ménageant l'environnement et les ressources est mise en œuvre dans tout le département afin de les préserver.

Les effets énergétiques, dans les domaines des immeubles et de la mobilité, des projets de construction et d'assainissements font l'objet d'un examen et les projets sont mis en conformité avec les objectifs du concept énergétique du DDPS.

Dans le domaine des véhicules, le concept énergétique du DDPS est mis en œuvre au moyen d'un concept de gestion de la mobilité qui porte sur des mesures organisationnelles (utilisation des véhicules, mode de conduite, etc.) ainsi que sur une gestion optimisée du parc de véhicules du point de vue écologique et économique. Les véhicules âgés utilisant d'importantes quantités de carburant (et ayant un kilométrage élevé) doivent être désaffectés en priorité. Lors du renouvellement du parc, l'efficacité énergétique des véhicules doit être prise en compte et d'autres modes de propulsion, alternatifs et économiquement adéquats, examinés.

5.2.6 Bruit et vibrations

Afin de réduire les nuisances dues au bruit et aux vibrations, il y a lieu d'installer des simulateurs là où cela est approprié du point de vue de l'instruction.

Jusqu'à l'entrée en vigueur la méthode d'évaluation et des valeurs limites des nuisances dues au bruit des tirs militaires, la base d'appréciation demeure celle de la «Recommandation concernant l'évaluation du bruit des places de tir et d'exercice militaire», publiée par le [SG DMF](#) (aujourd'hui [SG DDPS](#)) et l'[OFEFP](#) (aujourd'hui [OFEV](#)) en 1993.

Les zones d'inventaire dans le domaine de la nature et du paysage qui exigent une protection particulière en ce qui concerne les nuisances dues au bruit du service de vol militaire sont indiquées dans la carte des obstacles à la navigation aérienne des Forces aériennes afin qu'elles soient respectées de manière adéquate.

Les vols supersoniques en Suisse ne sont pas effectués en dessous d'une altitude de vol de 10 000 m.

Jusqu'à la détermination de valeurs limites des nuisances dues aux vibrations dans une ordonnance y relative, on se référera, pour l'évaluation des vibrations, à la norme [DIN 4150](#) «Vibrations dans la construction, Partie 2: Atteintes portées à l'homme dans les bâtiments», édition de juin 1999.

Les nuisances dues au bruit des aéroports militaires doivent être coordonnées, au moyen du plan sectoriel, avec les autres activités à incidence spatiale de la Confédération, des cantons et des communes.

5.2.7 Sols et sites contaminés

Conformément à l'[art. 32c LPE](#), le DDPS tient [un cadastre des sites potentiellement contaminés \(CSPC DDPS\)](#) et en garantit l'accès public. Les sites enregistrés dans le CSPC DDPS font l'objet d'une investigation et sont, le cas échéant, surveillés ou assainis. Lors de projets de construction, d'utilisation ou de désinvestissements du DDPS, il est tenu compte des nuisances connues ou potentielles.

Le DDPS assume les tâches qui lui sont attribuées en tant qu'autorité d'exécution selon l'ordonnance sur les sites contaminés aussi longtemps que le site contaminé a une fonction militaire. En cas d'abandon de celle-ci, il transfère la compétence d'exécution au moment opportun à l'autorité civile compétente et veille à régler le transfert des dossiers et des inscriptions au cadastre.

Le DDPS assume ses obligations en tant que responsable de la contamination d'un site ([art. 32d LPE](#)) indépendamment de la fonction militaire actuelle de celui-ci. Il pourvoit aux crédits nécessaires à cet effet.

5.2.8 Eaux

Le [DDPS](#) poursuit les buts de la protection intégrale des eaux. Celle-ci comprend toutes les mesures qui garantissent la protection des eaux durant l'intégralité de leur cycle.

Afin d'exploiter les systèmes d'évacuation des eaux de manière conforme à la législation, le DDPS élabore des plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) pour les immeubles concernées. Le cadastre souterrain, contenant les données relatives à toutes les conduites souterraines, forme la base des PGEE. Selon les caractéristiques locales et sous réserve des prescriptions militaires de protection des informations, les PGEE sont élaborées conjointement et de manière coordonnée avec les communes.

Le DDPS veille à une consommation d'eau de ses immeubles économe. Lorsque cela est indiqué, il est procédé à l'installation de systèmes en circuit fermé.

5.2.9 Protection de l'air

L'application de son concept énergétique permet au [DDPS](#) de contribuer activement à la réduction des substances nuisibles à l'air.

Lors de la planification, de la construction, de l'acquisition et de l'utilisation d'immeubles (y compris des infrastructures de la mobilité qui leur sont liées), il est tenu compte de l'[ordonnance sur la protection de l'air](#), de la stratégie de lutte du Conseil fédéral contre la pollution de l'air et des plans de mesures cantonaux.

Le DDPS surveille les émissions de ses installations stationnaires et tient un cadastre à ce sujet. Il prend les mesures nécessaires en cas de dépassement des normes.

5.3 Principes spécifiques pour la planification, construction, acquisition, utilisation et désinvestissement

5.3.1 Planification et construction

Lors du choix d'un site d'implantation pour des projets de construction et d'utilisation, il convient de tenir compte des effets sur l'organisation du territoire et sur l'environnement.

Le bilan énergétique des immeubles doit être constamment amélioré. Les mesures de technique énergétique doivent se conformer au concept énergétique du [DDPS](#) et à ses directives d'application. Le DDPS promeut les technologies nouvelles, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

Une consultation préalable du service cantonal de la protection de la nature sera réalisée lors de la définition de nouveaux points de franchissement.

Au besoin, le DDPS informe également les organisations de protection de l'environnement et la population et, si cela est opportun, les associe au projet.

5.3.2 Acquisition

Lors de l'acquisition d'un produit, il convient d'examiner ses répercussions sur l'environnement durant tout son cycle de vie dans l'armée, y compris son élimination (bilan écologique). Les résultats de cet examen sont à prendre en considération au moment de la décision d'achat.

5.3.3 Utilisation

5.3.3.1 Règlements d'utilisation

Les intérêts du [DDPS](#) et leur coordination détaillée avec les autres intérêts en présence dans le cadre de l'aménagement du territoire sont à assurer, sur les places d'armes, les places de tir, les aérodromes militaires (aspects terrestres) et les points de franchissement au moyen de règlements d'utilisation (= ordres pour les places d'armes et les places de tir, documentation relative au passage des cours d'eau). Ces règlements doivent être réexaminés et adaptés en continu. Les communes et les cantons concernés ainsi que les services de la Confédération intéressés doivent être consultés au moment de l'élaboration ou de la modification des règlements d'utilisation, dans la mesure où ceux-ci produisent des effets majeurs sur l'organisation du territoire et l'environnement.

5.3.3.2 Règlements d'exploitation

Afin de garantir la coordination détaillée entre les intérêts militaires aviatiques et les autres intérêts dans le cadre de l'aménagement du territoire, des règlements d'exploitation d'un contenu similaire à ceux des aérodromes civils seront établis pour les aérodromes militaires.

5.3.3.3 Points de franchissement

L'entretien et l'exploitation des points de franchissement sont assurés conformément aux directives spécifiques de la «documentation relative au passage des cours d'eau».

Cette documentation doit contenir les prescriptions correspondantes du programme «Nature, paysage et armée» ou après entente selon l'[art. 4 OPATE](#).

5.3.3.4 Accidents majeurs

Le [DDPS](#) assure pour les installations faisant partie du champ d'application de l'[OPAM](#), qu'une stratégie unitaire soit adoptée lors de l'établissement des mesures de sécurité préventives selon l'[art. 3 OPAM](#) (y compris les préparatifs en cas d'urgence ou d'accident majeur). Les services spécialisés des cantons y seront associés, pour autant que les prescriptions en matière de protection des informations le permettent. Les services d'intervention locaux sont associés à la planification de l'engagement.

5.3.3.5 Protection contre les incendies de forêts et de prairies

Les exercices de tir effectués sur les places d'armes et de tir peuvent provoquer des incendies.

Pour les places d'armes et de tir, le [DDPS](#) prend des mesures de protection là où un tel danger existe. Ces mesures doivent être vérifiées et être adaptées de manière continue, de manière proportionnée aux techniques actuelles.

5.3.3.6 Nature, paysage et agriculture

Les régions d'interdiction conformément à l'[art. 4 OPATE](#) ne peuvent pas être utilisées par la troupe. Font partie de ces zones, outre le Parc national suisse, les hauts-marais et les bas-marais, ainsi que les zones alluviales d'importance nationale et les districts francs fédéraux. D'entente avec l'[OFEV](#), le [DDPS](#) peut désigner ces zones d'interdiction comme des zones dont l'utilisation militaire est limitée.

La liste des zones d'exercice militaires pour lesquelles un accord selon l'[art. 4 OPATE](#) est nécessaire, doit être périodiquement revue et actualisée.

Les restrictions d'utilisation fixées selon l'accord doivent figurer dans les règlements d'utilisation (ordres pour les places d'armes et les places de tir, documentation relative au passage des cours d'eau).

Les zones d'interdiction et les zones dont l'utilisation est limitée sont définies jusqu'en 2008 au plus tard. L'élaboration, l'application et l'actualisation des règlements de zones qui les concernent sont effectuées de manière continue, toutefois dans un délai de deux ans au plus après la définition en tant que région dont l'utilisation est limitée.

Du fait d'une utilisation souvent extensive des sols, des zones présentant un intérêt naturel ont pu être conservées sur les périmètres militaires. Les places d'armes et de tir sont aujourd'hui souvent des refuges de plantes et d'animaux rares. Dans un paysage, l'utilisation militaire peut par ailleurs déclencher la dynamique nécessaire à l'émergence de zones présentant un intérêt naturel (par exemple des zones rudérales). Dans le cadre de la [Conception du paysage suisse](#) (CPS; objectifs sectoriels 4A et 4B et mesure 4.02), le DDPS a par conséquent été chargé d'établir une vue d'ensemble des zones présentant un intérêt naturel existant dans son domaine de compétence et de s'employer, dans le cadre de ses activités, à les conserver et les compléter.

La vue d'ensemble des zones présentant un intérêt naturel sur les places d'armes et de tir et sur les aérodromes militaires doit être élaborée. Il s'agit de mettre en place simultanément des mesures visant à maintenir ces zones présentant un intérêt naturel et, si possible, à accroître l'interconnexion des biotopes. L'établissement de la vue d'ensemble et la mise en œuvre des mesures s'effectuent sur la base des «Instructions pratiques concernant la nature, le paysage et l'armée» du DDPS. Les mesures doivent être actualisées, concrétisées et appliquées de manière continue.

Les prescriptions relatives aux zones de protection cantonales et régionales doivent être observées, pour autant que cela soit nécessaire, et possible du point de vue militaire.

Les mesures figurant dans le programme «Nature, paysage et armée» concernant l'utilisation militaire doivent être appliquées au moyen des règlements de zones.

Dans les régions utilisées intensivement par l'armée, il convient d'envisager et de mettre en œuvre des mesures possibles de compensation écologique, en collaboration avec les services cantonaux compétents ainsi que les exploitants et fermiers, ainsi que le prévoit la loi sur la protection de la nature et du paysage par une indemnisation financière des exploitants.

Le DDPS possède ses propres fermes agricoles pour exploiter les terres dont la Confédération est propriétaire sur les places d'armes et de tir. Conformément à la Conception du paysage suisse (objectif sectoriel 4E et mesure 4.03), le DDPS défend une exploitation agricole axée sur les principes de la durabilité.

Le DDPS encourage l'exploitation des surfaces agricoles utiles en accord avec les principes des programmes agricoles écologiques de la Confédération, comme le prévoit la loi sur l'agriculture, par des indemnités financières versées aux fermiers de surfaces agricoles faisant l'objet d'une co-utilisation militaire pour les pertes de revenu pour raisons d'ordre écologique.

Le DDPS doit veiller à préserver les terres cultivables, notamment les surfaces d'assolement. Ceci est valable également dans le cadre de mesures de remplacement et de compensation écologiques ou de reboisements de compensation.

En cas d'exploitation agricole, le DDPS doit tenir compte de la contamination des sols.

5.3.3.7 Déchets et sols pollués

Le [DDPS](#) veille à ce que les places d'armes et de tir soient débarrassées des déchets de projectiles et des détritiques et que la charge en polluants existante soit prise en considération lors de projets de construction et d'utilisation sur ces terrains. Les activités d'exploitation et les exercices militaires sont menés de telle façon qu'ils soient aussi neutres que possible du

point de vue des nuisances. Lors de la construction ou du renouvellement de buttes pare-balles, il convient de développer et d'utiliser autant que possible des systèmes qui ne génèrent pas de nouvelles nuisances pour le sol naturel ou les eaux souterraines utilisables.

5.3.3.8 Protection des eaux

Les mesures de protection des eaux accompagnant les exercices de terrain (utilisation d'explosifs, manipulation de combustibles, de carburants et de lubrifiants, construction de ponts, prélèvement et déversement d'eau en grande quantité, entretien des véhicules et du matériel) sont à réexaminer de manière continue et à adapter aux conditions locales ainsi qu'aux dangers potentiels. Les mêmes restrictions s'imposent que lors d'utilisations civiles analogues.

5.3.3.9 Co-utilisation civile

Les installations militaires peuvent être mises à disposition pour des usages civils pour autant que les activités militaires n'en soient pas entravées et que de telles affectations soient conformes aux dispositions du droit de l'aménagement du territoire ou du droit spécial qui s'appliquent.

Avant que le [DDPS](#) ne conclue une convention de droit privé avec un utilisateur civil, ce dernier doit obtenir des autorités compétentes les décisions préliminaires relatives aux autorisations civiles nécessaires.

La Confédération recommande aux cantons d'exempter de toute autorisation les co-utilisations civiles suivantes de constructions et d'installations militaires à l'intérieur des zones à bâtir et de créer, le cas échéant, les bases légales nécessaires à cet effet:

Co-utilisations civiles conformes à l'affectation de la zone:

- n'engendrant pas d'effets supplémentaires sur l'organisation du territoire, l'équipement et l'environnement;
- ne nécessitant pas de travaux de construction;
- ne dépassant pas la durée de six mois au total par année ou – dans le cas de locations à l'année – représentant moins de 50% de la surface brute au plancher ou de la surface de dépôt extérieure.

Co-utilisations civiles non conformes à l'affectation de la zone;

- n'engendrant pas d'effets supplémentaires sur l'organisation du territoire, l'équipement et l'environnement;
- ne nécessitant pas de travaux de construction;
- ne faisant pas concurrence à l'économie privée de manière significative;
- ne dépassant pas la durée de trois mois au total par année ou – dans le cas de locations à l'année – se situant au-dessous des seuils limites suivants: 25% de la surface brute au plancher, au maximum 200 m², ou 25% de la surface de dépôt extérieure, au maximum 400 m².

Les services chargés de l'aménagement du territoire des cantons dans lesquels les co-utilisations civiles de constructions et d'installations militaires mentionnées ci-dessus sont déjà exemptées de toute autorisation, seront informés sur la mise en location prévue avant la conclusion du contrat.

Les utilisations agricoles et sylvicoles servant à garantir les activités militaires ne sont pas considérées comme co-utilisations civiles.

Les grandes manifestations civiles sur les places d'armes et de tir et sur les aérodromes militaires nécessitent dans tous les cas une coordination avec les autorités civiles communales et, le cas échéant, cantonales. Sont considérées comme grandes

manifestations celles auxquelles participeront selon toute probabilité plus de 500 personnes civiles.

5.3.3.10 Co-utilisation par l'aviation civile

Dans la mesure où les intérêts militaires le permettent, les aérodromes appartenant à la Confédération sont également mis à la disposition de l'aviation civile ([art. 38 LA](#)). L'utilisation conjointe fréquente d'un aérodrome militaire par l'aviation civile exige une convention d'utilisation avec le service du [DDPS](#) concerné ([art. 30, al. 1, OSIA](#)).

L'utilisation conjointe d'un aérodrome militaire par l'aviation civile est régie par la législation sur la navigation aérienne et par le [PSIA](#). Sur les aérodromes militaires auxquels le DDPS renonce, la co-utilisation civile peut être poursuivie dans la mesure préexistante jusqu'à ce que les procédures d'autorisation exigées par la législation sur la navigation aérienne soient closes.

Le DDPS met les bases du programme «Nature, paysage et armée» à la disposition des exploitants civils des aérodromes, afin que ces derniers puissent définir les mesures de compensation écologiques exigées par le [PSIA](#) pour une co-utilisation civile d'une manière coordonnée.

Les co-utilisations par l'aviation civile de constructions particulières sur des aérodromes militaires qui sont du domaine de compétence de la Confédération sont exemptées de toute autorisation pour autant qu'elles:

- ne relèvent pas du plan sectoriel;
- n'engendrent pas d'effets supplémentaires sur l'organisation du territoire, l'équipement et l'environnement;
- ne nécessitent pas de travaux de construction.

L'[OFAC](#) décide à chaque fois si un projet de co-utilisation par l'aviation civile relève du plan sectoriel et s'il exige un règlement d'exploitation et, le cas échéant, une approbation de plan.

5.3.4 Désinvestissement (vente, location, désaffectation, déconstruction)

5.3.4.1 Vente / location

Les immeubles qui, jusqu'à présent, étaient soumis à la [loi fédérale du 23 juin 1950 concernant la protection des ouvrages militaires](#), doivent être libérés de son assujettissement avant que leur utilisation ne soit poursuivie.

Les immeubles qui ne peuvent être réaffectés à des utilisations civiles (par exemple, des biens-fonds, des barrages antichars, des ouvrages clos) ne requièrent pas d'autorisation préalable. La vente de constructions et d'installations aux cantons et aux communes n'est également pas soumise à une autorisation préalable (cf. no 4 de la figure au [chapitre 5.1.2](#)).

Lorsque les objets sont de peu d'importance, que leur coût d'exploitation est peu élevé et qu'ils ne sont pas inclus dans une zone d'aménagement, ils ne font pas l'objet de démarches actives de recherche d'acquéreurs. Afin d'éviter aux autorités cantonales d'avoir à faire face à un nombre important de demandes de réaffectation, le [DDPS](#) renonce à la remise d'une liste exhaustive d'objets non conformes au marché à des particuliers.

Les immeubles du parc en disponibilité susceptibles d'être vendus sont entretenus et développés de manière à dégager un revenu. Ils sont mis sur le marché et cédés au plus offrant. En cas de propositions sensiblement similaires et sous réserve d'autres engagements contractuels, les offres doivent être prises en considération dans l'ordre suivant: services de la Confédération, cantons, communes, acteurs privés.

Les objets conformes au marché font en principe l'objet d'une offre publique. Afin d'optimiser les résultats de la vente, l'offre peut être suivie d'une ou plusieurs invitations subséquentes.

En général, celles-ci sont adressées à toutes les parties intéressées ayant soumis une offre écrite.

Après l'offre publique, les cantons et les communes ayant soumis une offre écrite obtiennent la possibilité d'acquérir l'immeuble au prix le plus haut offert par un acteur privé (droit de préemption effectif des collectivités publiques à la suite des services de la Confédération).

Les prix de vente doivent être fixés sur la base d'estimations établies par des spécialistes de la Confédération et/ou de l'économie privée. Les prix de la vente d'immeubles destinés à une utilisation publique (zone d'utilité publique) à des collectivités publiques doivent être fixés sur la base d'estimations effectuées par la commission d'estimation cantonale. La cession gratuite d'objets est exclue. La vente d'un immeuble n'est en principe effectuée que si le DDPS dispose d'une offre acceptable.

Pour la détermination des prix, des restrictions d'utilisation pour des raisons écologiques ainsi que de protection des monuments et des sites sont à prendre en considération. Les frais que l'acheteur aura nécessairement à supporter en vue de l'utilisation future (transformations et déconstruction, assainissement, etc.) peuvent être pris en compte lors de la détermination du prix.

Les acquéreurs potentiels sont à informer en temps utile et de manière claire de l'état de l'objet. Cela concerne notamment, le cas échéant, les indications sur une contamination de la substance construite ou du site (selon le [CSPC DDPS](#)), les devoirs d'annonce imposés par la loi (armes, téléphériques, contrôle des installations de chauffage, etc.) ainsi que les restrictions d'utilisation d'ordre écologique et celles liées à la protection des monuments et des sites.

Les acheteurs potentiels doivent être informés à temps des charges qui grèvent des objets du fait de leur localisation dans une zone d'inventaire de protection de la nature ou des monuments.

L'OFEV doit être consulté sur les charges avant la vente d'objets d'inventaire concernés par l'[art. 4 OPATE](#) (Parc national suisse, les hauts-marais et les bas-marais, ainsi que les zones alluviales d'importance nationale et les districts francs fédéraux). Si d'autres inventaires de la Confédération sont touchés, l'[OFEV](#) et l'[OFC](#) doivent préalablement être consultés lorsqu'une atteinte notable au but de la protection ne peut être exclue.

Les bâtiments, installations et terrains qui ne sont plus utilisés à des fins militaires et qui figurent comme objets d'importance nationale dans un inventaire du DDPS ou de la Confédération ne peuvent être vendus que grevés des charges correspondant au but de la protection. La vente suppose l'inscription préalable de ces charges au registre foncier.

La vente de bâtiments, d'installations et de terrains dignes de protection est communiquée aux services spécialisés cantonaux.

En cas de vente, il faut garantir que

- la compétence pour l'exécution du droit des sites contaminés du DDPS soit transférée à l'autorité civile concernée (canton ou service fédéral),
- le site soit supprimé dans le [CSPC DDPS](#) et inscrit dans le CSPC cantonal,
- la question des coûts qui pourraient résulter d'examens techniques ou de mesures de surveillance et d'assainissement soit réglée par contrat.

5.3.4.2 Désaffectation / déconstruction

Les constructions et les installations qui ne peuvent être réaffectés dans un délai prévisible sont désaffectés et gardés au moindre coût possible.

Une déconstruction doit être précédée d'une analyse comparative des coûts et de l'utilité dans le cadre d'une pesée globale des intérêts et, en règle générale, d'une décision de l'autorité militaire d'approbation des plans. Si, lors d'une déconstruction, l'ordonnance sur les

sites contaminés requiert des mesures d'assainissement ou de surveillance, une procédure militaire d'approbation des plans est exigée dans tous les cas.

Si une déconstruction est susceptible de porter gravement atteinte à des valeurs écologiques essentielles ou que le bâtiment a été jugé digne d'être conservé pour des raisons de protection des monuments et des sites, il convient en principe de renoncer à la déconstruction.

Les déchets provenant de la déconstruction doivent être réutilisés ou éliminés de manière respectueuse de l'environnement. Le [DDPS](#) élabore des conceptions d'élimination et de gestion des matériaux y relatives.

6 Conceptions spatiales

6.1 Conditions-cadre pour l'adaptation des conceptions spatiales

6.1.1 Infrastructure de l'instruction

L'infrastructure de l'instruction concernée par le plan sectoriel militaire comprend les places d'armes, de tir et d'exercice, les centres de recrutement ainsi que les points de franchissement.

Les conditions générales qui, outre les données générales mentionnées dans les chapitres [1.2](#) et [1.3](#), ont déterminé le cadre quantitatif et le choix des sites de l'infrastructure de l'instruction sont les suivantes:

- En raison du modèle de service militaire, l'effectif des militaires à instruire chaque année demeure inchangé (environ 20'000 recrues par année).
- Les écoles de recrues du gros des armes (deux à trois par année) se déroulent de manière échelonnée et leurs effectifs sont si possible équilibrés.
- L'instruction des différentes armes doit être concentrée sur un nombre de places d'armes et de tir le plus restreint possible.
- L'instruction pour la disponibilité de base a lieu sur des places de tir déjà aménagées.
- les services de perfectionnement de la troupe se déroulent autant que possible sur les places d'armes, les grandes places de tir et en ayant recours à des cantonnements appartenant à la Confédération ou aux cantons.

Ces exigences ont les conséquences suivantes pour les conceptions spatiales de l'infrastructure de l'instruction:

- la marge de réduction possible du nombre de places d'armes est faible, dans la mesure où le nombre de militaires à instruire chaque année reste à peu près constant.
- le déplacement des priorités de la défense vers les engagements de sûreté entraîne plusieurs modifications du point de vue de l'utilisation des places d'armes:
 - augmentation: infanterie, troupes d'aide au commandement et troupes de transmission
 - niveau environ constant: troupes du génie et de sauvetage
 - réduction: troupes blindées et artillerie, troupes de logistique
- la réduction massive des cantonnements de troupe n'appartenant pas à la Confédération (cantonnements communaux) et des places de tir sous contrat.

6.1.2 Infrastructure de la logistique

Les principes qui, outre les conditions générales mentionnées dans les chapitres [1.2](#) et [1.3](#), ont déterminé les modifications et la conception des sites de l'infrastructure de la logistique sont les suivants:

- la réorganisation du renouvellement du matériel en fonction des engagements probables (promotion de la paix, appui subsidiaire aux autorités civiles, sûreté sectorielle).
- la renonciation à l'équipement exhaustif de toutes les formations.
- la concentration sur un seul emplacement de l'entreposage et de la maintenance de chaque système principal.
- pas de renonciation à des acquisitions servant dans le cadre des noyaux de montée en puissance de la compétence essentielle Défense.
- le passage des prestations d'approvisionnement du principe « aller chercher » (la troupe va chercher les biens d'approvisionnement sur des lieux d'entreposage attribués) au principe « apporter » (la Base logistique de l'armée apporte les biens d'approvisionnement des lieux d'entreposage à la troupe).
- le regroupement sur des infrastructures appartenant à la Confédération existantes, pas de nouveaux emplacements.

Par conséquent, les prestations de la logistique se composeront, à l'avenir, de:

- cinq centres logistiques (Grolley, Hinwil, Monte Ceneri, Othmarsingen, Thun), dont l'un combiné avec l'entrepôt central (Thun). Les centres logistiques continueront à disposer de lieux d'entreposage extérieurs de surface ou souterrains, qui ne sont toutefois pas représentés dans le présent plan sectoriel.
- 25 magasins de rétablissement pour l'adaptation, le remplacement et l'échange de l'équipement personnel des militaires.
- six centres d'infrastructure avec lieux d'entreposage extérieurs (Andermatt, Grolley, Mels, Othmarsingen, St-Maurice, Thun). Ceux-ci fourniront des prestations pour l'exploitation des infrastructures militaires.

6.2 Places d'armes

6.2.1 Situation initiale

Le [plan sectoriel militaire du 28 février 2001](#) concerne l'ensemble des 39 places d'armes existantes selon la liste ci-dessous (PSM 2001). Sur certaines places d'armes, l'utilisation principale a déjà été modifiée dans le cadre de la réforme Armée XXI et des investissements architecturaux y relatifs effectués. Compte tenu de leur état de coordination, ces modifications de l'utilisation principale sont traitées comme faisant partie de la situation initiale.

Une place d'armes comprend en principe une zone de casernes ainsi que les places d'exercice qui lui sont rattachées (excepté les places de tir).

Dans le plan sectoriel du 28 février 2001, chaque place d'armes et les places de tir qui en dépendaient faisaient l'objet d'une même fiche de coordination. Comme les places d'armes et les places de tir sont traitées séparément dans le concept de stationnement de l'armée, les places d'armes sont traitées sans leurs places de tir dans la présente adaptation du plan sectoriel.

6.2.2 Décisions

Conception spatiale des places d'armes selon la situation initiale, [carte d'ensemble B](#) et fiches de coordination avec extraits de carte dans l'annexe I avec les modifications suivantes (A = situation initiale, Z = coordination en cours, F = décisions en grisé):

Cat.	Place d'armes	Utilisation principale PSM 2001	Utilisation principale future	Fiche de coord. n°	Ct.
A	Dübendorf	Troupes d'aviation	Troupes d'aviation	01.11	ZH
A	Kloten und Bülach	Troupes de transmission/aide au commandement / place d'exercice des troupes mécanisées	Troupes de transmission/aide au commandement / place d'exercice des troupes mécanisées	01.12	ZH
A	Reppischtal	Infanterie / Troupes du génie (EO uniquement)	Infanterie / Académie militaire (MILAK)	01.13	ZH
A	Bern	Troupes de soutien	Musique militaire / Ecoles centrales (EO , SFC) / Centre de formation pour l'information et la communication de l'armée (CICA)	02.11	BE
A	Jassbach	Troupes de transmission/aide au commandement	Troupes de transmission/aide au commandement	02.12	BE
Z	Lyss	Troupes du matériel	Troupes de logistique / réexamen de l'utilisation	02.13	BE
A	Sand - Schönbühl	Troupes vétérinaires / place d'exercice régionale	Troupes de logistique (Service vétérinaire et animaux de l'armée)	02.14	BE
A	Thun	Troupes mécanisées / Troupes du matériel	Troupes blindés / Troupes de logistique (maintenance, ravitaillement et évacuation, circulation et transports) / Troupes de transmission/aide au commandement / Centre de compétence de déminage et d'élimination de munitions non explosées (DEMUNEX)	02.15	BE
A	Wangen a.A. - Wiedlisbach	Troupes de sauvetage / Troupes de transport	Troupes de sauvetage	02.16	BE

A	Emmen	Troupes d'aviation et de défense contre avions	Troupes d'aviation et de défense contre avions	03.11	LU
A	Luzern	Centre de l'instruction de l'armée (CIAL)	Abandon de l'utilisation comme place d'armes effectué (nouveau: utilisation comme centre de l'instruction de l'armée (CIAL), cf. chap. 6.8)	03.12 (nouveau 03.91)	LU
A	Andermatt	Infanterie / Place de tir d'artillerie / Centre d'instruction de sport pour l'armée	Infanterie / Centre de compétence pour l'instruction de montagne / Centre d'instruction de sport pour l'armée	04.11	UR
A	Wil b. Stans / Oberdorf	Infanterie	Centre de compétences SWISSINT (engagements de promotion de la paix de l'armée suisse à l'étranger)	07.11	NW
A	Drognens	Troupes légères / troupes sanitaires	Troupes de logistique (circulation et transport)	10.11	FR
A	Fribourg	Infanterie	Troupes de logistique (ravitaillement et évacuation)	10.12	FR
A	Liestal	Infanterie	Infanterie	13.11	BL
A	Herisau - Gossau	Infanterie / Ecole des sous-officiers de carrière de l'armée (ESCA)	Infanterie / Ecole des sous-officiers de carrière de l'armée (ESCA)	17.11	SG
A	Mels	Troupes de forteresse	Abandon de l'utilisation comme place d'armes effectué (nouveau: utilisation comme centre de recrutement, cf. chap. 6.6)	17.12 (nouveau 17.51)	SG
A	Walenstadt	Infanterie / Centre d'instruction de l'infanterie	Infanterie / Centre d'instruction des Forces terrestres	17.13	SG
A	Chur	Infanterie	Infanterie	18.11	GR
A	St. Luzisteig	Infanterie / Centre d'instruction de l'infanterie	Infanterie / Centre d'instruction des Forces terrestres	18.12	GR
A	Aarau	Infanterie	Infanterie	19.11	AG
A	Bremgarten	Troupes de génie	Troupes de génie	19.12	AG

A	Brugg	Troupes de génie	Troupes de génie	19.13	AG
F	Frauenfeld	Artillerie	Troupes de transmission/aide au commandement	20.11	TG
A	Airolo	Infanterie	Troupes de logistique (sanitaires, circulation et transport)	21.11	TI
A	Isonne	Infanterie	Infanterie	21.12	TI
F	Losone	Troupes sanitaires	Abandon de l'utilisation militaire effectué en 2007	21.13	TI
A	Monte Ceneri	Troupes sanitaires	Troupes de logistique (sanitaires, circulation et transport)	21.14	TI
A	Bière	Artillerie / Infanterie	Artillerie / Infanterie	22.11	VD
A	Chamblon	Infanterie	Infanterie	22.12	VD
A	Moudon	Troupes sanitaires	Troupes de logistique (sanitaires)	22.13	VD
A	Payerne	Troupes d'aviation et de défense contre avions	Troupes d'aviation et de défense contre avions	22.14	VD
A	Sion	Troupes de fortification	Troupes de logistique (SE sof sup / EO forces d'appui)	23.11	VS
A	Saint-Maurice - Lavey	Infanterie / Troupes de fortification	Artillerie (Troupes de fortification)	23.12	VS
A	Colombier	Infanterie	Infanterie	24.11	NE
A	Genève	Troupes de sauvetage	Troupes de sauvetage	25.11	GE
A	Bure	Troupes mécanisées	Troupes mécanisées / artillerie / infanterie	26.11	JU

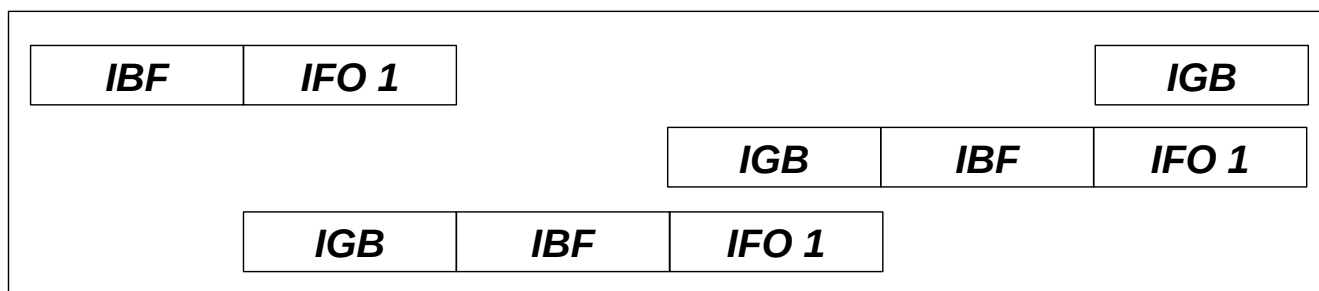
6.2.3 Explications

La réforme Armée XXI a entraîné un certain nombre de modifications dans le domaine de la conception spatiale (répartition et utilisation principale) des places d'armes. La place d'armes de Losone est abandonnée et son utilisation militaire a pris fin au début de 2007. Depuis 2004, la place d'armes de Mels est utilisée comme emplacement du centre de recrutement. La place d'armes de Lyss fait l'objet d'une analyse approfondie de son utilisation d'ici à fin 2007. Il s'agira d'établir si l'utilisation militaire actuelle doit être poursuivie, si une réaffectation militaire est judicieuse ou si l'utilisation militaire doit être abandonnée. Comme les effectifs de certaines armes ont subi des modifications en raison de la modification des priorités dans les tâches de l'armée, certaines places d'armes seront également occupées par d'autres armes.

La décision relative à la répartition des différentes armes sur les places d'armes pour leur instruction a essentiellement tenu compte de leurs effectifs respectifs, de la nécessité de minimiser les coûts d'investissement et d'optimiser l'utilisation de l'infrastructure existante.

Comme cela était déjà le cas pour l'armée 95, environ 20 000 militaires sont instruits chaque année. L'école de recrues se déroule en trois phases: l'instruction générale de base (IGB), l'instruction spécifique à la fonction (IBF) et l'instruction en formation (IFO 1). A la différence de l'armée 95, l'école de recrues débute jusqu'à trois fois par année (modèle des trois débuts). Elle ne dure plus 15 semaines, mais 18 ou 21 selon les armes. Cela a pour conséquence que l'IGB et l'IFO 1 peuvent se chevaucher à trois reprises (durant quatre semaines au plus - voir tableau ci-dessous). Par conséquent, l'occupation de la plupart des places d'armes est égale ou supérieure à celle de l'armée 95.

Tableau: Chevauchements avec trois débuts d'école de recrues



6.3 Places de tir et d'exercice

6.3.1 Situation initiale

Sont concernées par le [plan sectoriel militaire du 28 février 2001](#) (PSM 2001) les places de tir et d'exercice figurant dans la liste ci-après. Pour un nombre important de places d'armes et de tir qui ne figuraient pas dans le PSM 2001, la réforme Armée XXI n'a pas entraîné de modifications d'utilisation relevant du plan sectoriel, ou ces modifications sont déjà réalisées. Compte tenu de leur état de coordination, ces places d'armes et de tir sont traitées comme faisant partie de la situation initiale. Ont également été inscrites en situation initiale des places de tir qui faisaient partie du PSM 2001 et dont l'utilisation militaire a déjà été abandonnée.

Dans le plan sectoriel du 28 février 2001, les places de tir dépendant d'une place d'armes étaient traitées dans la fiche de coordination de la place d'armes en question. Comme les places d'armes et les places de tir sont traitées séparément dans le [concept de stationnement de l'armée](#), les places de tir sont également traitées séparément dans la présente adaptation du plan sectoriel.

Les places d'exercice figurant ci-après sont des places qui ne sont pas rattachées à une place d'armes.

6.3.2 Décisions

Conception spatiale des places de tir et d'exercice selon la situation initiale, [carte d'ensemble C](#) et fiches de coordination avec extraits de carte dans l'annexe I avec les modifications suivantes (A = situation initiale, F = décisions en grisé):

Cat.	Place de tir / Place d'exercice	PSM 2001	à l'avenir	Fiche de coord. n°	Ct.
A	Place d'exercice Haselbach		X	01.21	ZH
A	Place d'exercice Hinwil		X	01.22	ZH

A	Place de tir Kloten	X	X	01.23	ZH
A	Place de tir Marthalen Schränne		X	01.24	ZH
A	Place de tir Reppischtal	X	X	01.25	ZH
A	Place d'exercice Schmidrüti		X	01.26	ZH
A	Place de tir Abländschen	X	X	02.201	BE
A	Place de tir Axalp	X	X	02.202	BE
A	Place d'exercice Balmholz		X	02.203	BE
A	Place de tir Blumenstein	X	X	02.204	BE
A	Place de tir Boltigen		X	02.205	BE
A	Place de tir Brünig		X	02.206	BE
F	Place de tir Buechighus	X	X	02.207	BE
A	Place de tir Reconvilier	X		02.208	BE
F	Place de tir Chirel	X	X	02.208	BE
A	Place de tir Chrummeney/Wilderswil		X	02.209	BE
A	Place de tir Corgémont		X	02.210	BE
A	Place de tir Talberg	X		02.211	BE
A	Place de tir Eggiwil		X	02.211	BE
A	Place de tir Engstlenalp		X	02.212	BE
A	Place d'exercice Eriswil	X	X	02.213	BE
A	Place de tir Färmelberg		X	02.214	BE
A	Place de tir Gadmen		X	02.215	BE
A	Place de tir Gantrisch	X	X	02.216	BE
A	Place de tir Gasterntal		X	02.217	BE
A	Place de tir Guttannen		X	02.218	BE
A	Place de tir Hohgant		X	02.219	BE
A	Place de tir Lenk i. S. (ancienne place de tir Ritzli-Stiegelberg)	X	X	02.220	BE
F	Place de tir Rouchgrat	X	X	02.221	BE
A	Place de tir Sand	X	X	02.222	BE
A	Place de tir Saxeten		X	02.223	BE
A	Place de tir Sensegraben	X	X	02.224	BE
A	Place de tir Sustenpass		X	02.225	BE
A	Place de tir Thun	X	X	02.226	BE
A	Place de tir Trubschachen		X	02.227	BE
A	Place de tir Walkringen/Geissrüggen		X	02.228	BE

A	Place de tir Wangen a. A. - Wiedlisbach	X	X	02.229	BE
A	Place d'exercice Dagmersellen		X	03.21	LU
A	Place de tir Escholz matt	X		03.22	LU
A	Place de tir Eigenthal	X	X	03.22	LU
A	Place de tir Emmen	X	X	03.23	LU
A	Place d'exercice Homberg		X	03.24	LU
A	Place de tir Sörenberg	X		03.25	LU
A	Place de tir Langnau b. Reiden	X	X	03.25	LU
F	Place de tir Luthern - Bodenänzi	X	X	03.26	LU
A	Place de tir Trockenmatt (Eigenthal)	X	X	03.27	LU
A	Place d'exercice Vitznau		X	03.28	LU
A	Place de tir Andermatt	X	X	04.201	UR
A	Place de tir Balm		X	04.202	UR
A	Place de tir Chärschelen		X	04.203	UR
A	Place de tir Chäseren		X	04.204	UR
A	Place de tir Chalchtal		X	04.205	UR
A	Place de tir Chli alp		X	04.206	UR
A	Place de tir Chli Sustli		X	04.207	UR
A	Place de tir Gamsboden		X	04.208	UR
A	Place de tir Goretzmattlen		X	04.209	UR
A	Place de tir Hinterfeld		X	04.210	UR
A	Place de tir Hunds-Chopf		X	04.211	UR
A	Place de tir Jäntelboden	X	X	04.212	UR
A	Place de tir Mätteli		X	04.213	UR
A	Place de tir Piz Alv/Unteralp	X	X	04.214	UR
A	Place de tir Pizzo Centrale	X	X	04.215	UR
A	Place de tir Pizzo Lucendro	X	X	04.216	UR
A	Place de tir Riental	X	X	04.217	UR
A	Place de tir Ruosalp		X	04.218	UR
A	Place de tir Schweig/Ebnen		X	04.219	UR
A	Place de tir Sunnsbiel	X	X	04.220	UR
A	Place de tir Sunnsbiel/Zingelfurtflue	X	X	04.221	UR
F	Place de tir Altmatt - Rothenthurm	X	X	05.201	SZ
A	Place de tir Chäseren/Drüesberg		X	05.202	SZ

A	Place de tir Gwalpeten		X	05.203	SZ
A	Place de tir Halsegg		X	05.204	SZ
A	Place d'exercice Muotathal		X	05.205	SZ
A	Place de tir Rickental		X	05.206	SZ
A	Place de tir Seebodenalp		X	05.207	SZ
A	Place de tir Chalchern/Sarnen		X	06.21	OW
A	Place de tir Alpnachersee	X		06.22	OW
A	Place de tir Glaubenberg	X	X	06.22	OW
A	Place d'exercice Ennetmoos		X	07.21	NW
A	Place de tir Gnappiried	X	X	07.22	NW
A	Place de tir Steinbruch Obermatt		X	07.23	NW
A	Place de tir Obererbs	X	X	08.21	GL
A	Place de tir Saggberg		X	08.22	GL
A	Place de tir Walenberg	X	X	08.23	GL
A	Place de tir Wichlen	X	X	08.24	GL
A	Place d'exercice Gubel		X	09.21	ZG
A	Place de tir Ramenegg		X	09.22	ZG
A	Place de tir Schmalholz		X	09.23	ZG
A	Place de tir Sebliboden		X	09.24	ZG
A	Place de tir Chésopelloz	X	X	10.201	FR
A	Place de tir Les Cressets	X	X	10.202	FR
F	Place de tir / Sea Survival Training Center Forel	X	X	10.203	FR
F	Place de tir Geissalp	X	X	10.204	FR
A	Place d'exercice Grandvillard (DCA)	X	X	10.205	FR
A	Place de tir La Cua	X	X	10.206	FR
A	Place de tir Haute-Veveyse		X	10.207	FR
A	Place de tir Jaun	X	X	10.208	FR
A	Place d'exercice Moncor	X	X	10.209	FR
A	Place de tir Montagne de Lussy	X	X	10.210	FR
A	Place de tir Le Radzy		X	10.211	FR
A	Place de tir Schiffenen	X	X	10.212	FR
A	Place de tir Schwarzsee	X	X	10.213	FR
A	Place de tir Semsales		X	10.214	FR
A	Place d'exercice Torny		X	10.215	FR

A	Place de tir Vanil des Artses		X	10.216	FR
A	Place de tir Guldental	X	X	11.21	SO
A	Place d'exercice Hellchöpfli		X	11.22	SO
A	Place d'exercice Oristal	X	X	11.23	SO
A	Place de tir Schmidenmatt		X	11.24	SO
F	Place de tir Spittelberg	X	X	11.25	SO
A	Place de tir Seltisberg	X	X	13.21	BL
A	Place de tir Sichtern	X	X	13.22	BL
A	Place de tir Hintere Au	X	X	15.21	AR
A	Place de tir Urnäsch		X	15.22	AR
F	Place de tir Bernhardzell	X	X	17.201	SG
A	Place de tir Brögstein		X	17.202	SG
A	Place de tir Brunnadern		X	17.203	SG
A	Place de tir Fittingen - Geren - Ritteren	X	X	17.204	SG
A	Place de tir Ganterschwil		X	17.205	SG
A	Place de tir Herisau - Gossau	X	X	17.206	SG
A	Place d'exercice Hohwand		X	17.207	SG
A	Place de tir Kirchberg - Gähwil		X	17.208	SG
A	Place d'exercice Linthebene	X	X	17.209	SG
A	Place de tir Luggazun	X	X	17.210	SG
A	Place de tir Magletsch	X	X	17.211	SG
A	Place de tir Mels	X	X	17.212	SG
A	Place de tir Nesslerau		X	17.213	SG
A	Place de tir Obertoggenburg Nord		X	17.214	SG
A	Place de tir Obertoggenburg Süd		X	17.215	SG
A	Place de tir Ricken - Cholloch	X	X	17.216	SG
A	Place d'exercice Sabrens	X	X	17.217	SG
A	Place de tir Säntisalpen	X	X	17.218	SG
A	Place de tir Schollberg 3	X	X	17.219	SG
A	Place d'exercice Tiergarten/Mels	X	X	17.220	SG
A	Place de tir Walenstadt	X	X	17.221	SG
A	Place de tir Weisstannental	X	X	17.222	SG
A	Place de tir Albula Alpen E		X	18.201	GR
A	Place de tir Arlas		X	18.202	GR

A	Place de tir Bivio/Septimer/Julier		X	18.203	GR
F	Place de tir Breil/Brigels	X	X	18.204	GR
A	Place de tir Crestawald		X	18.205	GR
A	Place de tir Degen/Ganastga		X	18.206	GR
A	Place de tir Flüela		X	18.207	GR
A	Place de tir Grialetsch		X	18.208	GR
F	Place de tir Grono	X	X	18.209	GR
A	Place de tir Hinterrhein-Rheinwald	X	X	18.210	GR
A	Place de tir Maighels Gletscher		X	18.211	GR
A	Place de tir Medel - Val Rondadura		X	18.212	GR
A	Place de tir Morissen		X	18.213	GR
A	Place de tir Mundaun/Sezner/Nova		X	18.214	GR
A	Place de tir Piz d'Emmat		X	18.215	GR
A	Place de tir Piz Kesch		X	18.216	GR
A	Place de tir Piz Radönt		X	18.217	GR
A	Place de tir Prasûra		X	18.218	GR
A	Place de tir Rossboden/Rheinsand	X	X	18.219	GR
A	Place de tir San Bernardino	X	X	18.220	GR
A	Place de tir St. Luzisteig	X	X	18.221	GR
A	Place de tir S-chanf	X	X	18.222	GR
A	Place de tir Suretta	X	X	18.223	GR
A	Place de tir Val Cristallina	X	X	18.224	GR
A	Place de tir Val Curtegn		X	18.225	GR
A	Place de tir Val Fedoz		X	18.226	GR
A	Place de tir Val Giuv		X	18.227	GR
A	Place de tir Val Maroz		X	18.228	GR
A	Place de tir Val Nalps		X	18.229	GR
A	Place de tir Val Russein-Disentis		X	18.230	GR
A	Place de tir Val Susauna	X	X	18.231	GR
A	Place de tir Val Val/Giuv		X	18.232	GR
A	Place de tir Vorderalp/Titschal		X	18.233	GR
A	Place d'exercice Bettwil		X	19.201	AG
A	Place d'exercice Böttstein	X	X	19.202	AG
A	Place de tir Bremgarten	X	X	19.203	AG
A	Place de tir Buchs	X	X	19.204	AG

A	Place de tir Eichwald/Zeihen	X	X	19.205	AG
A	Place d'exercice Eiken	X	X	19.206	AG
A	Place de tir Gehren	X	X	19.207	AG
A	Place de tir Krähtal/Riniken	X	X	19.208	AG
A	Place de tir Linn/Leumli	X	X	19.209	AG
A	Place d'exercice Nesselmbach	X	X	19.210	AG
A	Place d'exercice Stäglerhau	X	X	19.211	AG
A	Place de tir Bernrain		X	20.21	TG
A	Place de tir Frauenfeld	X	X	20.22	TG
A	Place de tir Liebburgtobel		X	20.23	TG
A	Place de tir Airolo	X	X	21.201	TI
A	Place de tir Alpe della Sella		X	21.202	TI
A	Place de tir Alpe di Cruina		X	21.203	TI
A	Place de tir Alpe di Fortünei		X	21.204	TI
A	Place de tir Alpe Sta. Maria		X	21.205	TI
A	Place de tir Alpe Valleggia		X	21.206	TI
A	Place de tir Alpe Valletta		X	21.207	TI
A	Place de tir Alpe Vinei e Rosso		X	21.208	TI
A	Place de tir Alpe Zalto	X	X	21.209	TI
A	Place d'exercice Ambrì	X	X	21.210	TI
A	Place d'exercice Biasca		X	21.211	TI
A	Place d'exercice Camignolo	X	X	21.212	TI
A	Place d'exercice Faido		X	21.213	TI
A	Place de tir Fieud		X	21.214	TI
A	Place de tir Fontana	X	X	21.215	TI
A	Place de tir Garzonera		X	21.216	TI
A	Place d'exercice Giornico		X	21.217	TI
A	Place d'exercice Golena al Ticino		X	21.218	TI
A	Place de tir Isona	X	X	21.219	TI
A	Place de tir Losone	X	X	21.220	TI
A	Place de tir Lucomagno		X	21.221	TI
A	Place d'exercice Lugano		X	21.222	TI
A	Place de tir Maniò di sopra		X	21.223	TI
A	Place d'exercice Mendrisio		X	21.224	TI
A	Place de tir Monte Bar	X	X	21.225	TI

A	Place de tir Monte Ceneri	X	X	21.226	TI
A	Place de tir Ovi di Sorescia		X	21.227	TI
A	Place de tir Passo della Novena		X	21.228	TI
A	Place de tir Pizzo Nero		X	21.229	TI
A	Place d'exercice Pollegio		X	21.230	TI
A	Place de tir Predelp		X	21.231	TI
A	Place d'exercice Saleggina		X	21.232	TI
A	Place d'exercice Stalvedro	X	X	21.233	TI
A	Place de tir Val di Campo		X	21.234	TI
A	Place de tir Valle della Prosa		X	21.235	TI
A	Place de tir Val Piana/Cavagnolo		X	21.236	TI
A	Place de tir Val Ruinò		X	21.237	TI
A	Place de tir Valletta S.Gottardo		X	21.238	TI
A	Place de tir Val Torta - Posmeda		X	21.239	TI
A	Place de tir Les Amburnex		X	22.201	VD
A	Place de tir Bière	X	X	22.202	VD
A	Place de tir Le Brassus		X	22.203	VD
A	Place de tir Bretonnières		X	22.204	VD
A	Place de tir Chamblon	X	X	22.205	VD
A	Place de tir Le Courset		X	22.206	VD
A	Place d'exercice Le Day	X	X	22.207	VD
A	Place de tir Euzanne		X	22.208	VD
A	Place de tir Genolière - Haut-Mont		X	22.209	VD
A	Place de tir Grandes Illes d'Amonte		X	22.210	VD
A	Place de tir Grangeneuve		X	22.211	VD
A	Place de tir Javerne		X	22.212	VD
A	Place de tir Mont Tendre	X	X	22.213	VD
A	Place de tir Noirmont		X	22.214	VD
A	Place de tir Payerne (Les Avanturies)	X	X	22.215	VD
A	Place de tir Petit Hongrin	X	X	22.216	VD
A	Place de tir Pré de Blonay	X	X	22.217	VD
A	Place de tir Les RoCHAT	X	X	22.218	VD
A	Place de tir La Rosseline	X	X	22.219	VD
A	Place de tir Rossinière		X	22.220	VD

A	Place de tir Savatan	X	X	22.221	VD
A	Place de tir Vaulion		X	22.222	VD
A	Place de tir Villeneuve La Barmaz		X	22.223	VD
A	Place de tir Vugelles	X	X	22.224	VD
A	Place de tir Bergalpe	X	X	23.201	VS
A	Place de tir Dorénaz pigeons B		X	23.202	VS
A	Place de tir Dorénaz pigeons C		X	23.203	VS
A	Place de tir Ferpècle		X	23.204	VS
A	Place de tir Gluringen	X	X	23.205	VS
A	Place d'exercice LEV	X	X	23.206	VS
A	Place de tir Mäderalp	X	X	23.207	VS
A	Place de tir Mandelon		X	23.208	VS
A	Place de tir Merdenson		X	23.209	VS
A	Place de tir Nideralp	X	X	23.210	VS
A	Place de tir Orchéra - Métail		X	23.211	VS
A	Place de tir Les Outannes	X	X	23.212	VS
A	Place de tir Pointe d'Hérémence		X	23.213	VS
A	Place de tir Pra Bardy/Sion	X	X	23.214	VS
A	Place d'exercice Raron		X	23.215	VS
A	Place de tir Rossboden	X	X	23.216	VS
A	Place de tir Schwarze Tschugge		X	23.217	VS
A	Place de tir Simplon	X	X	23.218	VS
A	Place d'exercice Turtmann	X	X	23.219	VS
A	Place de tir Ulrichen		X	23.220	VS
A	Place de tir VERNAYAZ		X	23.221	VS
A	Place de tir Vérolliey	X	X	23.222	VS
A	Place de tir Wolfeye		X	23.223	VS
A	Place de tir Bevaix	X	X	24.21	NE
A	Place de tir Bôle	X	X	24.22	NE
A	Place de tir Plan du Bois	X	X	24.23	NE
A	Place de tir Les Pradières	X	X	24.24	NE
A	Place de tir Vue des Alpes		X	24.25	NE
A	Place de tir Bernex	X	X	25.21	GE
A	Place d'exercice Epeisses	X	X	25.22	GE
A	Place de tir Les Raclerets/Chancy	X	X	25.23	GE

A	Place de tir Bure	X	X	26.21	JU
A	Place de tir Recolaine		X	26.22	JU

6.3.3 Explications

La réforme Armée XXI entraînera, en ce qui concerne la conception spatiale (répartition) des places de tir et d'exercice, une réduction de leur nombre d'environ 600 actuellement à 275. Elle sera suivie par une seconde phase de réduction s'étendant dans le cadre d'une prochaine étape de planification. 126 des 275 places de tir et d'exercice maintenues figurent déjà dans le [plan sectoriel militaire du 28 février 2001](#). 149 places de tir et d'exercice existantes sont intégrées en situation initiale au plan sectoriel par la présente adaptation. 5 places de tir principales figurant dans le plan sectoriel militaire du 28 février 2001 ne sont plus utilisées.

Comme l'instruction se déroulera principalement sur les places d'armes, les utilisations intensives concerneront en premier lieu les places de tir les mieux aménagées et les mieux équipées situées à la périphérie des places d'armes. En outre, la mobilité dans la nouvelle armée suisse devrait encore augmenter à l'avenir; l'infanterie, par exemple, sera équipée de moyens mobiles supplémentaires. Il en résultera une diminution partielle de l'occupation des places de tir qui ne sont pas aménagées pour des exercices impliquant des véhicules à roues et à chenilles.

6.4 Aérodrômes militaires

6.4.1 Situation initiale

Le plan [sectoriel militaire du 28 février 2001](#) concerne 13 aérodrômes militaires avec utilisation principale selon indiqué dans la liste ci-après (PSM 2001). L'abandon de l'utilisation en tant qu'aérodrôme militaire déjà effectué sur certains emplacements est, compte tenu de l'état de coordination, traité comme faisant partie de la situation initiale.

6.4.2 Décisions

Conception spatiale des aérodrômes militaires selon la situation initiale, [carte d'ensemble B](#) et fiches de coordination avec extraits de carte dans l'annexe I avec les modifications suivantes (A = situation initiale, F = décisions en grisé):

Cat.	Aérodrôme militaire	Utilisation principale PSM 2001	Utilisation principale future	Fiche de coord. n°	Ct.
F	Dübendorf	Jets, avions à hélices et hélicoptères	Abandon de l'utilisation comme aérodrôme militaire jusqu'à fin 2010 (option jusqu'à fin 2014)	01.31	ZH
A	Interlaken	Avions à hélices et hélicoptères	Abandon de l'utilisation comme aérodrôme militaire effectué (fin 2003)	02.31	BE
F	Meiringen	Jets, avions à hélices et hélicoptères	Jets, avions à hélices et hélicoptères	02.32	BE

A	Emmen	Jets, avions à hélices et hélicoptères	Jets, avions à hélices et hélicoptères	03.31	LU
A	Alpnach	Avions à hélices et hélicoptères	Avions à hélices et hélicoptères	06.31	OW
F	Buochs	Jets, avions à hélices et hélicoptères	Sleeping Base (en principe utilisation de l'aviation militaire dans des cas particuliers uniquement)	07.31	NW
F	Mollis	Avions à hélices et hélicoptères	Abandon de l'utilisation comme aérodrome militaire jusqu'à fin 2007	08.31	GL
A	San Vittore	Avions à hélices et hélicoptères	Abandon de l'utilisation comme aérodrome militaire effectué (fin 2003)	18.31	GR
A	Locarno	Avions à hélices et hélicoptères	Avions à hélices et hélicoptères	21.31	TI
A	Lodrino	Avions à hélices et hélicoptères	Abandon de l'utilisation comme aérodrome militaire effectué (fin 2003)	21.32	TI
F	Payerne	Jets, avions à hélices et hélicoptères	Jets, avions à hélices et hélicoptères	22.31	VD
F	Sion	Jets, avions à hélices et hélicoptères	Jets, avions à hélices et hélicoptères	23.31	VS
A	Turtmann	Jets, avions à hélices et hélicoptères	Abandon de l'utilisation comme aérodrome militaire effectué (fin 2003)	23.32	VS

6.4.3 Explications

La nouvelle orientation générale de l'armée entraînera des changements considérables dans le domaine de la conception spatiale (répartition et utilisation principale) des aérodromes militaires d'ici à 2010. Six aérodromes militaires seront désaffectés. Interlaken, Lodrino, San Vittore et Turtmann ont déjà été abandonnés en tant qu'aérodromes militaires à la fin de 2003. Lodrino continuera cependant à être co-utilisé militairement pour l'instruction au vol de patrouille des écoles de pilotes stationnées à Locarno, dans la mesure où la largeur de la piste de Locarno est insuffisante. Il sera mis fin au service de vol à Mollis à la fin de 2007. C'est pourquoi il n'a pas été établi de fiche de coordination pour cet objet. L'exploitation d'avions à réaction à Dübendorf a été abandonnée à la fin de 2005; cet aérodrome sera encore utilisé comme service rattaché à Emmen pour les avions à hélice, les hélicoptères et les avions du Service de transports aériens de la Confédération jusqu'à la fin de 2010. L'aérodrome de Buochs sera encore exploité comme «Sleeping Base» ne faisant l'objet que d'un entretien minimum, mais ne sera en principe utilisé par les Forces aériennes que dans des occasions particulières.

Les bases des Forces aériennes qui subsisteront seront les aérodromes d'Emmen, de Meiringen, de Payerne et de Sion ainsi que l'aérodrome de Locarno, réservé à l'instruction, et celui d'Alpnach, en tant que service rattaché à Emmen pour les hélicoptères. La décision pour l'aérodrome d'Emmen a été prise en raison de l'infrastructure existante. Il servira de

base de transport aérien, tant pour les hélicoptères que pour les avions de transport. En outre, elle permet également de couvrir les besoins en transport aérien du centre de compétence [SWISSINT](#). Emmen sera également utilisé comme emplacement de dégagement pour avions de combat. L'aérodrome de Belp restera la base du Service de transport aérien de la Confédération. Comme cet aérodrome est surtout utilisé à des fins civiles, il ne figure que dans le [PSIA](#), comme c'est le cas actuellement.

Le regroupement des flottes d'avions à réaction, d'avions à hélice et d'hélicoptères sur des sites communs doit permettre d'utiliser entièrement les ressources nécessaires à l'exploitation générale d'un aérodrome.

Outre les conditions générales énumérées aux chapitres [1.2](#) et [1.3](#), les conditions cadres ci-après ont déterminé le cadre quantitatif et le choix des sites des aérodromes militaires:

- garantie des prestations opérationnelles et d'exploitation des Forces aériennes
- respect des conditions en matière de personnel jusqu'en 2010
- concentration maximum possible des moyens et des ressources
- souplesse maximum possible du commandement et de l'engagement
- prise en compte des évolutions possibles de la structure de l'espace aérien de la Suisse
- sites autant que possible identiques dans toutes les situations (ordinaire, particulières et exceptionnelles)
- prise en compte du nombre de mouvements maximum compte tenu des particularités régionales (nuisances dues au bruit)
- économies maximales possibles
- mesures de restructuration aussi supportables que possible sur le plan social

A l'exception de Meiringen, tous les aérodromes militaires restants font l'objet d'une co-utilisation civile. Il est prévu de renforcer cette co-utilisation à Emmen et à Payerne. La réaffectation des aérodromes militaires en surnombre en aérodromes civils a déjà été réalisée à Interlaken et est prévue pour Lodrino, Mollis et San Vittore.

6.5 Centres logistiques et d'infrastructure

6.5.1 Situation initiale

Les arsenaux et les parcs automobiles de l'armée (PAA) ne sont pas concernés par le plan sectoriel militaire du 28 février 2001.

L'armée suisse a réagi à la modification de la situation de la menace en adoptant une structure plus petite, plus moderne et plus souple. La logistique en est sensiblement affectée (voir [chap. 6.1.2](#)) et les nombreux arsenaux et PAA pourront être regroupés en quelques centres dits logistiques. On dénombrait jusqu'à présent 30 exploitations avec 15 filiales et 20 dépôts en moyenne, soit plus de 600 bâtiments de la logistique. Des centres dits d'infrastructure seront nouvellement créés pour l'exploitation de l'infrastructure militaire.

Compte tenu de leur incidence spatiale, les centres logistiques et d'infrastructure figureront désormais dans le plan sectoriel.

6.5.2 Décisions

Conception spatiale des centres logistiques et d'infrastructure selon la liste suivante ainsi que la [carte d'ensemble B](#) et extraits de carte dans l'annexe I (F = décisions en grisé):

Cat.	Centre d'infrastructure / centre logistique / dépôt central	PSM 2001	à l'avenir	Fiche de coord. n°	Ct.
F	Centre logistique Hinwil		X	01.41	ZH
F	Centre d'infrastructure, centre logistique, dépôt central Thun		X	02.41	BE
F	Centre d'infrastructure Andermatt		X	04.41	UR
F	Centre d'infrastructure, centre logistique Grolley		X	10.41	FR
F	Centre d'infrastructure Mels		X	17.41	SG
F	Centre d'infrastructure, centre logistique Othmarsingen		X	19.41	AG
F	Centre logistique Monte Ceneri		X	21.41	TI
F	Centre d'infrastructure Saint-Maurice		X	23.41	VS

6.5.3 Explications

La réforme Armée XXI entraînera des changements considérables dans le domaine de la conception spatiale (répartition) de l'infrastructure de la logistique jusqu'en 2010. Les emplacements les plus appropriés pour les centres logistiques et d'infrastructure ainsi que les besoins auxquels ils doivent répondre ont fait l'objet d'une analyse de leur valeur d'utilisation et d'une comparaison avec l'infrastructure existante. Une méthode « Operations-Research » a permis de déterminer le nombre optimal ainsi que les emplacements des centres logistiques et d'infrastructure d'un point de vue militaire et d'exploitation. La solution retenue comprend cinq centres logistiques, Thoun abritant également le dépôt central. L'exploitation de l'infrastructure militaire est assurée par six centres d'infrastructure.

Outre les conditions générales et les principes énumérées au [chapitre 6.1.2](#), les conditions-cadre ci-après ont déterminé le cadre quantitatif et le choix des sites de l'infrastructure de la logistique:

- L'instruction et les opérations de défense ne disposeront pas de réserves (pas d'entreposage).
- Les engagements subsidiaires seront approvisionnés dans le cadre de la disponibilité.
- Le nombre des installations souterraines sera réduit. L'exploitation, menée selon des critères de politique de sécurité et de gestion d'entreprise ne sera assurée que pour le minimum absolu.
- Une dotation de réserve encore à définir sera nécessaire pour garantir la sécurité de crise (capacité à durer).
- L'équipement de base est établi en fonction des besoins des formations actives.
- Les systèmes principaux en surnombre et qui ne sont plus utilisés pour l'armée sont désaffectés (liquidés) aussitôt que possible.

6.6 Centres de recrutement

6.6.1 Situation initiale

Depuis 2003, l'armée procède au recrutement dans sept centres de recrutement. En raison de leur impact spatial, les centres de recrutement existants sont désormais intégrés au plan sectoriel. Une réduction des centres de Suisse alémanique est actuellement étudiée dans le cadre de l'application des décisions du Conseil fédéral du 8 avril 2004.

6.6.2 Décisions

Conception spatiale des centres de recrutement selon la liste ci-après, la [carte d'ensemble B](#) ainsi que les extraits de carte dans l'annexe I (A = situation initiale, F = décisions en grisé):

Cat.	Centre de recrutement	PSM 2001	à l'avenir	Fiche de coord. n°	Ct.
A	Rüti		X	01.51	ZH
A	Sumiswald		X	02.51	BE
F	Nottwil		Abandon de l'utilisation comme centre de recrutement jusqu'à fin 2007	03.51	LU
A	Mels		X	17.51	SG
A	Windisch		X	19.51	AG
A	Monte Ceneri		X	21.51	TI
A	Lausanne		X	22.51	VD

6.6.3 Explications

Les centres de recrutement, initialement au nombre de sept, seront ramenés à six d'ici à la fin de 2010. Les centres initialement prévus à Steinen et Losone sont abandonnés. Par contre, le centre de recrutement provisoire existant du Monte Ceneri y sera définitivement installé. Le centre de recrutement souterrain de Nottwil sera également abandonné d'ici à la fin de 2007.

Le recrutement se déroule en trois jours dans des centres de recrutement spécialement établis à cet effet. Le besoin en centres de recrutement est déterminé par les zones de recrutement et par l'accessibilité par les moyens de transport publics. Comme les places d'armes, excepté celles de Mels et du Monte Ceneri, ne disposent pas de capacités libres, des emplacements supplémentaires pour les centres de recrutement ont dû être définis.

6.7 Points de franchissement

6.7.1 Situation initiale

Est concernée par le [plan sectoriel militaire du 28 février 2001](#) la conception spatiale des points de franchissement (places de montage pour ponts) figurant dans la liste ci-après (PSM 2001). Les points de franchissement qui ne figuraient pas dans le PSM 2001, et pour

lesquels la réforme Armée XXI n'a pas entraîné de modifications relevant du plan sectoriel ou pour lesquels ces modifications sont déjà réalisées, sont traités comme faisant partie de la situation initiale. Ont également été inscrites en situation initiale des points de franchissement qui faisaient partie du PSM 2001 et dont l'utilisation militaire a déjà été abandonnée.

6.7.2 Décisions

Conception spatiale des points de franchissement selon la liste ci-après, la [carte d'ensemble D](#) et les extraits de carte dans l'annexe I (A = situation initiale):

Cat.	Point de franchissement	PSM 2001	à l'avenir	Module n°	Fiche de coord. n°	Ct.
A	Gütighausen	X	X R	4101.400	01.6	ZH
A	Oetwil a. d. L.	X	X	2112.450	01.6	ZH
A	Pfungen	X	X	4102.400	01.6	ZH
A	Bannwil I	X	X	1310.430	02.6	BE
A	Bannwil II	X	X	1310.440	02.6	BE
A	Bätterkinden	X	X	1301.470	02.6	BE
A	Berken	X	X	1310.450	02.6	BE
A	Berken-Walliswil	X	X	1310.420	02.6	BE
A	Neuenegg/Flamatt	X	X	1301.400	02.6	BE
A	Gampelen	X	X R	1301.410	02.6	BE
A	Hagneck	X	X	1301.435	02.6	BE
A	Jaberg	X	X	1302.420	02.6	BE
A	Kirchberg	X	X	1301.480	02.6	BE
A	Mühleberg/KKW	X	X	1301.425	02.6	BE
A	Münsingen	X		1324.42 1324.42	02.6	BE
A	Safnern		X	1301.450	02.6	BE
A	Schalunen	X	X	1301.475	02.6	BE
A	Walperswil	X	X	1301.430	02.6	BE
A	Wislisau	X	X	1302.410	02.6	BE
A	Malters	X	X	2106.400	03.6	LU
A	Perlen	X	X	2112.455	03.6	LU
A	Root	X	X	2112.460	03.6	LU
A	Rothenburg	X	X	2112.465	03.6	LU
A	Wettingen	X	X	3103.410	04.6	UR
A	Sattel	X	X R	3102.400	05.6	SZ
A	Alpnach	X	X	2107.400	06.6	OW

A	Frauental	X	X	2112.445	09.6	ZG
A	Neuhof	X	X R	1104.430	10.6	FR
A	Sugiez	X	X R	1104.440	10.6	FR
A	Brädelen		X	1104.420	10.6	FR
A	Boningen I	X	X	2104.400	11.6	SO
A	Boningen II	X	X	2104.401	11.6	SO
A	Flumenthal I	X	X	2102.400	11.6	SO
A	Flumenthal II	X	X	2102.401	11.6	SO
A	Schönenwerd	X		2114.41	11.6	SO
A	Rüdlingen	X	X R	4102.422	14.6	SH
A	Weieren	X	X	4201.420	17.6	SG
A	Walenstadt I	X		3440.41	17.6	SG
A	Walenstadt II	X		3440.42	17.6	SG
A	Grüsch	X	X	3203.410	18.6	GR
A	Landquart	X	X	3202.400	18.6	GR
A	Brittnau	X	X R	2104.410	19.6	AG
A	Anglikon/ARA	X	X	2112.425	19.6	AG
A	Dottikon/Ems	X	X	2112.420	19.6	AG
A	Obfelden	X	X	2112.440	19.6	AG
A	Rottenschwil	X	X	2112.430	19.6	AG
A	Wildeggen	X	X	2112.415	19.6	AG
A	Werd	X	X	2112.435	19.6	AG
A	Göslikon	X	X	2112.405	19.6	AG
A	Eggenwil	X	X	2112.410	19.6	AG
A	Brugg	X	X	2112.400	19.6	AG
A	Amlikon	X	X	4110.420	20.6	TG
A	Bürglen	X	X R	4201.440	20.6	TG
A	Istighofen	X	X R	4201.430	20.6	TG
A	Weinfelden	X	X	4201.400	20.6	TG
A	Frauenfeld Waffenplatz	X	X	4110.400	20.6	TG
A	Frauenfeld/ARA	X	X	4110.410	20.6	TG
A	Bodio I	X	X	3105.410	21.6	TI
A	Bodio II	X	X R	3105.420	21.6	TI
A	Cadepezzo (Quartino)	X	X R	3107.400	21.6	TI
A	Cadepezzo		X R	3107.401	21.6	TI

A	Giubiasco I	X		3321.42	21.6	TI
A	Loderio	X	X R	3106.400	21.6	TI
A	Olivone	X	X R	3106.430	21.6	TI
A	Torre	X	X R	3106.420	21.6	TI
A	Dongio		X	3106.410	21.6	TI
A	Collonges	X	X R	1210.420	23.6	VS
A	Illarsaz	X	X	1210.400	23.6	VS
A	Vernayaz	X	X	1210.410	23.6	VS

6.7.3 Explications

La nouvelle orientation de l'armée n'entraînera que peu de changements dans le domaine de la conception spatiale (répartition) des points de franchissement, le besoin total en points de franchissement s'élèvera, comme jusqu'à présent, à 64 points (dont 16 en tant que réserve, désignés par la lettre R). Cinq points de franchissement figurant dans le [plan sectoriel militaire du 28 février 2001](#) ont abandonnés. La présente adaptation fait également figurer quatre points de franchissement existants dans le plan sectoriel.

En cas de crise ou de guerre, les points de franchissement prévus doivent servir, en tant que préparatifs permanents, à la construction rapide de ponts militaires standards. En temps de paix, la construction de tels ponts ne peut être instruite que sur ces points.

Le plan sectoriel ne comprend que la conception spatiale des points de franchissement préparés. Ces points de franchissement se distinguent par le fait qu'ils sont utilisés régulièrement, qu'ils sont situés dans des zones d'instruction appropriées aux troupes du génie et/ou qu'ils sont bien aménagés (culées de pont, places pour la préparation du matériel, accès).

Le fait que la conception spatiale des points de franchissement existants relève du plan sectoriel est essentiellement due à deux raisons: d'une part, l'utilisation militaire d'installations existantes a été, dans plusieurs cas, fortement entravée voire empêchée par de nouvelles utilisations civiles. D'autre part, il est inévitable que ces installations se situent dans des zones spécialement dignes d'intérêt du point de vue de la nature. Lorsque les points de franchissement se trouvent dans des zones humides d'importance nationale ou des districts francs fédéraux, des accords ont été conclus avec l'[OFEV](#) conformément à l'[art. 4 OPATE](#).

Les points de franchissement préparés font l'objet d'une coordination générale avec les autres intérêts spatiaux. Chacune de ces installations est dotée d'une documentation qui règle son utilisation.

6.8 Installations particulières

6.8.1 Situation initiale

Le Centre ABC de Spiez ainsi que les centres d'instruction pour la Sécurité militaire de Kreuzlingen, de St-Maurice-Lavey et de Seewen seront traités comme faisant partie de la situation initiale dans le plan sectoriel en raison de leur impact spatial.

Le Centre d'instruction de l'armée de Lucerne (CIAL), déjà inscrit dans le [plan sectoriel du 28 février 2001](#), y figurera désormais comme place d'armes sous les installations particulières.

Le Centre d'entraînement tactique (CET) de Kriens, qui figurait sous la place d'armes de Lucerne dans le [plan sectoriel des places d'armes et de tir du 19 août 1998](#), apparaîtra désormais lui aussi sous les installations particulières.

6.8.2 Décisions

Conception spatiale (répartition) des installations selon liste ci-après, la [carte d'ensemble B](#) et les extraits de carte dans l'annexe I (A = situation initiale):

Cat.	Installation	PSM 2001	à l'avenir	Fiche de coord. n°	Ct.
A	Centre ABC Spiez		X	02.91	BE
A	Centre de l'instruction de l'armée (CIAL)	X	X	03.91	LU
A	Centre d'entraînement tactique Kriens (CET)	X	X	03.92	LU
A	Centre d'instruction de la Sécurité militaire Kreuzlingen		X	20.91	TG
A	Centre d'instruction de la Sécurité militaire St-Maurice-Lavey		X	23.91	VS
A	Centre d'instruction de la Sécurité militaire Seewen		X	05.91	SZ

6.8.3 Explications

Le Centre ABC de Spiez comprend le Laboratoire de Spiez et le Centre de compétences ABC de l'Etat-major de conduite de l'armée. Le Laboratoire de Spiez étudie les effets des menaces et des risques atomiques, biologiques et chimiques ainsi que les mesures de protections y relatives. Il appuie les activités de la Suisse dans le domaine du contrôle des armements et des mesures de maintien de la paix par ses connaissances spécialisées. Le Centre de compétences ABC (atomique, biologique, chimique) de l'armée garantit, avec les unités d'organisation Ecole de défense ABC, Doctrine/engagement, Instruction de l'armée sur la protection de l'environnement, la disponibilité opérationnelle des moyens de défense ABC de l'armée.

Les écoles et les cours de la Sécurité militaire se déroulent dans les centres d'instruction de Kreuzlingen, de St-Maurice-Lavey et de Seewen Wintersried (y compris un emplacement d'instruction à Sarnen).

7 Objets

7.1 Situation initiale

Le [plan sectoriel militaire du 28 février 2001](#) portait sur les places d'armes, de tir et d'exercice les plus importantes ainsi que sur les aérodromes militaires.

Pour une grande partie de ces objets, la réforme de l'armée et le concept de stationnement de l'armée du 1^{er} juin 2005 n'entraînent pas de modifications relevant du plan sectoriel (cf. [chap. 6.2 à 6.4](#)). Ces objets ne nécessitent pas de décision.

Les places de tir et d'exercice qui ne figuraient pas dans le [PSM](#) et qui n'ont pas subi de modifications relevant du plan sectoriel dues à la réforme Armée XXI ou pour lesquelles ces modifications ont déjà été réalisées, sont également inscrites en situation initiale. Cela est également le cas pour les places de tir et les aérodromes militaires qui figuraient dans le PSM 2001 et dont l'utilisation militaire a été abandonnée depuis.

A la suite de la réforme de l'armée, différentes places d'armes, de tir et d'exercice ainsi que différentes aérodromes militaires ont subi des modifications. La présente mise à jour doit inclure ces modifications (cf. [chap. 6.2 à 6.4](#)) dans le plan sectoriel.

7.2 Décisions

Utilisation militaire des places d'armes, de tir et d'exercice ainsi que des aérodromes militaires conformément aux fiches de coordination avec extraits de carte dans l'annexe I.

L'utilisation future du périmètre de l'aérodrome de Dübendorf ([01.31](#)), qui ne sera plus utilisé par l'armée, devra être définie dans le cadre d'un plan directeur.

Le [DDPS](#) examine la faisabilité d'une prolongation de la piste visant à réduire les décollages F/A-18 avec postcombustion à Meiringen et à Sion (information préalable).

Fiches de coordination avec modifications:

Fiche de co-ord. n°	Désignation	Augmentation notable de la durée d'occupation	Modification notable du bruit dû aux vols
02.207	Place de tir Buechighus	X	
02.208	Place de tir Chirel	X	
02.221	Place de tir Rouchgrat	X	
02.32	Aérodrome militaire Meiringen		X
03.26	Place de tir Luthern - Bodenänzi	X	
05.201	Place de tir Altmatt - Rothenthurm	X	
10.203	Place de tir / Sea Survival Training Center Forel	X	
10.204	Place de tir Geissalp	X	
11.25	Place de tir Spittelberg	X	
17.201	Place de tir Bernhardzell	X	
18.204	Place de tir Breil/Brigels	X	
18.209	Place de tir Grono	X	
20.11	Place d'armes de Frauenfeld		
22.31	Aérodrome militaire Payerne		X
23.31	Aérodrome militaire Sion		X

Les explications concernant les changements se trouvent dans les fiches de coordination.

INHALTSVERZEICHNIS DER ANHÄNGE / TABLE DES MATIÈRES DES ANNEXES / INDICE DEGLI ALLEGATI

I	Objektblätter / Fiches de coordination / Schede di coordinamento	59
II	Grundlagen / Bases / Fondamenti	
III	Abkürzungsverzeichnis / Liste des abréviations / Abbreviazioni	
IV	Lesehilfe / Guide de lecture / Guida alla lettura	

Verzeichnis der Objektblätter / Liste des fiches de coordination / Lista delle schede di coordinazione

01	Kanton Zürich	59
01.11	Eidgenössischer Waffenplatz Dübendorf	59
01.12	Eidgenössische Waffenplätze Kloten und Bülach	59
01.13	Kantonaler Waffenplatz Reppischtal	60
01.21	Übungsplatz Haselbach	60
01.22	Übungsplatz Hinwil	60
01.23	Schiessplatz Kloten	61
01.24	Schiessplatz Marthalen Schränne	61
01.25	Schiessplatz Reppischtal	61
01.26	Übungsplatz Schmidrüti	62
01.31	Militärflugplatz Dübendorf	62
01.41	Logistikcenter Hinwil	63
01.51	Rekrutierungszentrum Rüti	63
01.6	Übersetzstellen	63
02	Kanton Bern / Canton de Berne	64
02.11	Kantonaler Waffenplatz Bern	64
02.12	Eidgenössischer Waffenplatz Jassbach	64
02.13	Eidgenössischer Waffenplatz Lyss	65
02.14	Eidgenössischer Waffenplatz Sand - Schönbühl	65
02.15	Eidgenössischer Waffenplatz Thun	66
02.16	Eidgenössischer Waffenplatz Wangen a.A. - Wiedlisbach	66
02.201	Schiessplatz Abländschen	67
02.202	Schiessplatz Axalp	67
02.203	Übungsplatz Balmholz	68
02.204	Schiessplatz Blumenstein	68
02.205	Schiessplatz Boltigen	68
02.206	Schiessplatz Brünig	69
02.207	Schiessplatz Buechighus	69
02.208	Schiessplatz Chirel	69
02.209	Schiessplatz Chrummeney/Wilderswil	70
02.210	Place de tir Corgément	70

02.211	Schiessplatz Eggiwil	70
02.212	Übungsplatz Engstlenalp	71
02.213	Schiessplatz Eriswil	71
02.214	Schiessplatz Färnelberg	72
02.215	Schiessplatz Gadmen	72
02.216	Schiessplatz Gantrisch	73
02.217	Schiessplatz Gasterntal	73
02.218	Schiessplatz Guttannen	74
02.219	Schiessplatz Hohgant	74
02.220	Schiessplatz Lenk i.S.	75
02.221	Schiessplatz Rouchgrat	75
02.222	Schiessplatz Sand	75
02.223	Schiessplatz Saxeten	76
02.224	Schiessplatz Sensegraben	76
02.225	Schiessplatz Sustenpass	77
02.226	Schiessplatz Thun	77
02.227	Schiessplatz Trubschachen	78
02.228	Schiessplatz Walkringen/Geissrüggen	78
02.229	Schiessplatz Wangen a.A. - Wiedlisbach	78
02.32	Militärflugplatz Meiringen	79
02.41	Infrastrukturcenter / Logistikcenter / Zentrallager Thun	80
02.51	Rekrutierungszentrum Sumiswald	80
02.6	Übersetzstellen	80
02.91	ABC Zentrum Spiez	81
03	<u>Kanton Luzern</u>	82
03.11	Eidgenössischer Waffenplatz Emmen	82
03.21	Übungsplatz Dagmersellen	82
03.22	Schiessplatz Eigenthal	83
03.23	Schiessplatz Emmen	83
03.24	Übungsplatz Homberg	84
03.25	Schiessplatz Langnau b. Reiden	84
03.26	Schiessplatz Luthern - Bodenänzi	84
03.27	Schiessplatz Trockenmatt (Eigenthal)	85
03.28	Übungsplatz Vitznau	85
03.31	Militärflugplatz Emmen	86
03.6	Übersetzstellen	86
03.91	Armeeausbildungszentrum Luzern (AAL)	87
03.92	Taktisches Trainingszentrum Kriens (TTZ)	87
04	<u>Kanton Uri</u>	88
04.11	Eidgenössischer Waffenplatz Andermatt	88
04.201	Schiessplatz Andermatt	88
04.202	Schiessplatz Balm	89
04.203	Schiessplatz Chärschelen	89
04.204	Schiessplatz Chäseren	89
04.205	Schiessplatz Chalchtal	90

04.206	Schiessplatz Chlialp	90
04.207	Schiessplatz Chli Sustli	90
04.208	Schiessplatz Gamsboden	91
04.209	Schiessplatz Goretzmettlen	91
04.210	Schiessplatz Hinterfeld	91
04.211	Schiessplatz Hunds-Chopf	92
04.212	Schiessplatz Jäntelboden	92
04.213	Schiessplatz Mätteli	92
04.214	Schiessplatz Piz Alv/Unteralp	93
04.215	Schiessplatz Pizzo Centrale	93
04.216	Schiessplatz Pizzo Lucendro	94
04.217	Schiessplatz Riental	94
04.218	Schiessplatz Ruosalp	94
04.219	Schiessplatz Schweig/Ebnen	95
04.220	Schiessplatz Sunnsbiel	95
04.221	Schiessplatz Sunnsbiel/Zingelfurtflue	95
04.41	Infrastrukturcenter Andermatt	96
04.6	Übersetzstellen	96
01	<u>Kanton Schwyz</u>	97
04.222	Schiessplatz Altmatt - Rothenthurm	97
04.223	Schiessplatz Chäseren/Drüesberg	97
04.224	Schiessplatz Gwalpeten	98
04.225	Schiessplatz Halsegg	98
04.226	Übungsplatz Muotathal	98
04.227	Schiessplatz Rickental	99
04.228	Schiessplatz Seebodenalp	99
05.6	Übersetzstellen	99
05.91	Ausbildungszentrum Militärische Sicherheit Seewen	99
06	<u>Kanton Obwalden</u>	100
06.21	Schiessplatz Chalchern/Sarnen	100
06.22	Schiessplatz Glaubenberg	100
06.31	Militärflugplatz Alpnach	101
06.6	Übersetzstellen	101
07	<u>Kanton Nidwalden</u>	102
07.11	Kantonaler Waffenplatz Wil b. Stans/Oberdorf	102
07.21	Übungsplatz Ennetmoos	102
07.22	Schiessplatz Gnappiried	103
07.23	Schiessplatz Steinbruch Obermatt	103
07.31	Militärflugplatz Buochs	104
08	<u>Kanton Glarus</u>	105
08.21	Schiessplatz Obererbs	105
08.22	Schiessplatz Saggberg	105
08.23	Schiessplatz Walenberg	105
08.24	Schiessplatz Wichlen	106

09	<u>Kanton Zug</u>	107
09.21	Schiessplatz Gubel	107
09.22	Schiessplatz Ramenegg	107
09.23	Schiessplatz Schmalholz	107
09.24	Schiessplatz Sebliboden	108
09.6	Übersetzstellen	108
10	<u>Canton de Fribourg / Kanton Freiburg</u>	109
10.11	Place d'armes fédérale de Drogne	109
10.12	Place d'armes cantonale de Fribourg / Kantonaler Waffenplatz Freiburg	109
10.201	Place de tir Chésopelloz	110
10.202	Place de tir Les Cressets	110
10.203	Place de tir / Sea Survival Training Center Forel	110
10.204	Schiessplatz Geissalp	111
10.205	Place d'exercice Grandvillard (DCA)	111
10.206	Place de tir la Cua	112
10.207	Place de tir Haute-Veveyse	112
10.208	Schiessplatz Jaun	113
10.209	Place d'exercice Moncor	113
10.210	Place de tir Montagne de Lussy	113
10.211	Place de tir le Radzy	114
10.212	Schiessplatz Schiffenen	114
10.213	Schiessplatz Schwarzsee	114
10.214	Place de tir Semsales	115
10.215	Place d'exercice Torny	115
10.216	Place de tir Vanil des Artses	115
22.31	Aérodrome militaire de Payerne	116
10.41	Centre d'infrastructure / Centre logistique Grolley	117
10.6	Points de franchissement / Übersetzstellen	117
11	<u>Kanton Solothurn</u>	118
11.21	Schiessplatz Guldental	118
11.22	Übungsplatz Hellchöpfli	118
11.23	Übungsplatz Oristal	118
11.24	Schiessplatz Schmidenmatt	119
11.25	Schiessplatz Spittelberg	119
11.6	Übersetzstellen	119
12	<u>Kanton Basel-Stadt</u>	121
Keine Waffen-, Schiess-, Übungs- und Militärflugplätze		
13	<u>Kanton Basel-Landschaft</u>	122
13.11	Kantonaler Waffenplatz Liestal	122
13.21	Schiessplatz Seltisberg	122
13.22	Schiessplatz Sichten	123
14	<u>Kanton Schaffhausen</u>	124
14.06	Übersetzstellen	124
15	<u>Kanton Appenzell-Ausser rhoden</u>	125
15.21	Schiessplatz Hintere Au	125

15.22	Schiessplatz Urnäsch	125
16	<u>Kanton Appenzell-Innerrhoden</u>	126
Keine Waffen-, Schiess-, Übungs- und Militärflugplätze		
17	<u>Kanton St. Gallen</u>	127
17.11	Eidgenössischer Waffenplatz Herisau - Gossau	127
17.13	Eidgenössischer Waffenplatz Walenstadt	127
17.201	Schiessplatz Bernhardzell	128
17.202	Schiessplatz Brögstein	128
17.203	Schiessplatz Brunnadern	128
17.204	Schiessplatz Fittlingen - Geren - Ritteren	129
17.205	Schiessplatz Gantereschwil	129
17.206	Schiessplatz Herisau - Gossau	129
17.207	Übungsplatz Hohwand	130
17.208	Schiessplatz Kirchberg - Gähwil	130
17.209	Übungsplatz Linthebene	130
17.210	Schiessplatz Luggazun	131
17.211	Schiessplatz Magletsch	131
17.212	Schiessplatz Mels	131
17.213	Schiessplatz Nesslau	132
17.214	Schiessplatz Obertoggenburg Nord	132
17.215	Schiessplatz Obertoggenburg Süd	132
17.216	Schiessplatz Ricken - Cholloch	133
17.217	Übungsplatz Sabrens	133
17.218	Schiessplatz Säntisalpen	134
17.219	Schiessplatz Schollberg 3	134
17.220	Übungsplatz Tiergarten/Mels	134
17.221	Schiessplatz Walenstadt	135
17.222	Schiessplatz Weisstannental	135
17.41	Infrastrukturcenter Mels	135
17.51	Rekrutierungszentrum Mels	136
17.6	Übersetzstellen	136
18	<u>Kanton Graubünden / Cantone dei Grigioni</u>	137
18.11	Eidgenössischer Waffenplatz Chur	137
18.12	Eidgenössischer Waffenplatz St. Luzisteig	137
18.201	Schiessplatz Albula Alpen E	138
18.202	Schiessplatz Arlas / Piazza di tiro Arlas	138
18.203	Schiessplatz Bivio/Septimer/Julier / Piazza di tiro Bivio/Septimer/Julier	139
18.204	Schiessplatz Breil/Brigels	139
18.205	Schiessplatz Crestawald	140
18.206	Schiessplatz Degen/Canastga	140
18.207	Schiessplatz Flüela	140
18.208	Schiessplatz Grialetsch	141
18.209	Piazza di tiro Grono	141
18.210	Schiessplatz Hinterrhein - Rheinwald / Piazza di tiro Hinterrhein - Rheinwald	142
18.211	Schiessplatz Maighels Gletscher	142

18.212	Schiessplatz Medel - Val Rondadura	143
18.213	Schiessplatz Morissen	143
18.214	Schiessplatz Mundaun/Sezner/Nova	143
18.215	Piazza di tiro Piz d'Emmat	144
18.216	Schiessplatz Piz Kesch	144
18.217	Schiessplatz Piz Radönt	144
18.218	Schiessplatz Prasūra	145
18.219	Schiessplatz Rossboden/Rheinsand	145
18.220	Schiessplatz San Bernardino / Piazza di tiro San Bernardino	146
18.221	Schiessplatz St. Luzisteig	146
18.222	Schiessplatz S-chanf	147
18.223	Schiessplatz Suretta	147
18.224	Schiessplatz Val Cristallina	147
18.225	Schiessplatz Val Curtegn	148
18.226	Piazza di tiro Val Fedoz	148
18.227	Schiessplatz Val Giuv	148
18.228	Piazza di tiro Val Maroz	149
18.229	Schiessplatz Val Nalps	149
18.230	Schiessplatz Val Russein - Disentis	149
18.231	Schiessplatz Val Susauna	150
18.232	Schiessplatz Val Val/Giuv	150
18.233	Schiessplatz Voralp/Titschtal	150
18.6	Übersetzstellen	151
19	<u>Kanton Aargau</u>	152
19.11	Kantonaler Waffenplatz Aarau	152
19.12	Eidgenössischer Waffenplatz Bremgarten	152
19.13	Eidgenössischer Waffenplatz Brugg	153
19.201	Übungsplatz Bettwil	153
19.202	Übungsplatz Böttstein	153
19.203	Schiessplatz Bremgarten	154
19.204	Schiessplatz Buchs	154
19.205	Schiessplatz Eichwald/Zeihen	155
19.206	Übungsplatz Eiken	155
19.207	Schiessplatz Gehren	155
19.208	Schiessplatz Krähtal/Riniken	156
19.209	Schiessplatz Linn/Leumli	156
19.210	Übungsplatz Nesselbach	156
19.211	Übungsplatz Stäglersau	157
19.41	Infrastrukturcenter / Logistikcenter Othmarsingen	157
19.51	Rekrutierungszentrum Windisch	157
19.6	Übersetzstellen	157
20	<u>Kanton Thurgau</u>	159
20.11	Eidgenössischer Waffenplatz Frauenfeld	159
20.21	Schiessplatz Bernrain	159
20.22	Schiessplatz Frauenfeld	160

20.23	Schiessplatz Liebburgtobel	160
20.6	Übersetzstellen	160
20.91	Ausbildungszentrum Militärische Sicherheit Kreuzlingen	161
21	<u>Cantone del Ticino</u>	162
21.11	Piazza d'armi federale di Airolo	162
21.12	Piazza d'armi federale di Isonne	162
21.14	Piazza d'armi federale di Monte Ceneri	163
21.201	Piazza di tiro Airolo	163
21.202	Piazza di tiro Alpe della Sella	163
21.203	Piazza di tiro Alpe di Cruina	164
21.204	Piazza di tiro Alpe di Fortünei	164
21.205	Piazza di tiro Alpe Sta. Maria	164
21.206	Piazza di tiro Alpe Valleggia	165
21.207	Piazza di tiro Alpe Valletta	165
21.208	Piazza di tiro Alpe Vinei e Rosso	166
21.209	Piazza di tiro Alpe Zalto	166
21.210	Piazza d'esercizio Ambri	166
21.211	Piazza d'esercizio Biasca	167
21.212	Piazza d'esercizio Comignolo	167
21.213	Piazza d'esercizio Faido	167
21.214	Piazza di tiro Fieud	168
21.215	Piazza di tiro Fontana	168
21.216	Piazza di tiro Garzonera	169
21.217	Piazza d'esercizio Giornico	169
21.218	Piazza d'esercizio Golena al Ticino	169
21.219	Piazza di tiro Isonne	170
21.220	Piazza di tiro Losone	170
21.221	Piazza di tiro Lucomagno	171
21.222	Piazza d'esercizio Lugano	171
21.223	Piazza di tiro Maniò di sopra	171
21.224	Piazza d'esercizio Mendrisio	172
21.225	Piazza di tiro Monte Bar	172
21.226	Piazza di tiro Monte Ceneri	172
21.227	Piazza di tiro Ovi di Sorescia	173
21.228	Piazza di tiro Passo della Novena	173
21.229	Piazza di tiro Pizzo Nero	173
21.230	Piazza d'esercizio Pollegio	174
21.231	Piazza di tiro Predelp	174
21.232	Piazza d'esercizio Saleggina	174
21.233	Piazza d'esercizio Stalvedro	175
21.234	Piazza di tiro Val di Campo	175
21.235	Piazza di tiro Valle della Prosa	175
21.236	Piazza di tiro Val Piana/Cavagnolo	176
21.237	Piazza di tiro Val Ruinò	176
21.238	Piazza di tiro Valletta S. Gottardo	176

21.239	Piazza di tiro Val Torta - Posmeda	177
21.31	Aerodromo militare Locarno	177
21.41	Centro Logistico Monte Ceneri	178
21.51	Centro di reclutamento Monte Ceneri	178
21.6	Posti di attraversamento	178
22	<u>Canton de Vaud</u>	179
22.11	Place d'armes fédérale de Bière	179
22.12	Place d'armes fédérale de Chamblon	179
22.13	Place d'armes fédérale de Moudon	180
22.14	Place d'armes fédérale de Payerne	180
22.201	Place de tir Les Amburnex	180
22.202	Place de tir Bière	181
22.203	Place de tir Le Brassus	181
22.204	Place de tir Bretonnières	182
22.205	Place de tir Chamblon	182
22.206	Place de tir Le Courset	182
22.207	Place d'exercice Le Day	183
22.208	Place de tir Euzanne	183
22.209	Place de tir Genolière - Haut-Mont	183
22.210	Place de tir Grandes Illes d'Amont	184
22.211	Place de tir Grangeneuve	184
22.212	Place de tir Javerne	184
22.213	Place de tir Mont Tendre	185
22.214	Place de tir Noirmont	185
22.215	Place de tir Payerne (Les Avanturies)	185
22.216	Place de tir Petit Hongrin	186
22.217	Place de tir Pré de Blonay	186
22.218	Place de tir Les RoCHAT	187
22.219	Place de tir La Rosseline	187
22.220	Place de tir Rossinière	187
22.221	Place de tir Savatan	188
22.222	Place de tir Vaulion	188
22.223	Place de tir Villeneuve La Barmaz	188
22.224	Place de tir Vugelles	189
22.31	Aérodrome militaire de Payerne	189
22.51	Centre de recrutement Lausanne	190
23	<u>Canton du Valais / Kanton Wallis</u>	191
23.11	Place d'armes cantonale de Sion / Kantonaler Waffenplatz Sitten	191
23.12	Place d'armes fédérale de Saint-Maurice	191
23.201	Schiessplatz Bergalpe	192
23.202	Place de tir Dorénaz pigeons B	192
23.203	Place de tir Dorénaz pigeons C	192
23.204	Place de tir Ferpècle	193
23.205	Schiessplatz Gluringen	193
23.206	Place d'exercice LEV	194

23.207	Schiessplatz Mäderalp	194
23.208	Place de tir Mandelon	194
23.209	Place de tir Merdenson	195
23.210	Schiessplatz Niederalp	195
23.211	Place de tir Orchéra - Métail	195
23.212	Place de tir Les Outannes	196
23.213	Place de tir Pointe d'Hérémente	196
23.214	Place de tir Pra Bardy/Sion	196
23.215	Übungsplatz Raron	197
23.216	Schiessplatz Rossboden	197
23.217	Schiessplatz Schwarze Tschugge	197
23.218	Schiessplatz Simplon	198
23.219	Übungsplatz Turtmann	198
23.220	Schiessplatz Ulrichen	198
23.221	Place de tir Vernayaz	199
23.222	Place de tir Vérolliey	199
23.223	Schiessplatz Wolfeye	199
23.31	Aérodrome militaire de Sion/Militärflugplatz Sitten	200
23.41	Centre d'infrastructures Saint-Maurice	202
23.6	Points de franchissement	202
23.91	Centre d'instruction Sécurité militaire St-Maurice-Lavey	202
24	<u>Canton de Neuchâtel</u>	203
24.11	Place d'armes cantonale de Colombier	203
24.21	Place de tir Bevaix	203
24.22	Place de tir Bôle	203
24.23	Place de tir Plan-du-Bois	204
24.24	Place de tir Les Pradières	204
24.25	Place de tir Vue des Alpes	205
25	<u>Canton de Genève</u>	206
25.11	Place d'armes cantonale de Genève	206
25.21	Place de tir de Bernex	206
25.22	Place d'exercice Epeisses	207
25.23	Place de tir Les Raclerets/Chancy	207
26	<u>Canton du Jura</u>	208
26.11	Place d'armes fédérale de Bure	208
26.21	Place de tir Bure	208
26.22	Place de tir Recolaine	209

Anhang I Objektblätter

01 Kanton Zürich

01.11 Eidgenössischer Waffenplatz Dübendorf

Hauptzweck: Fliegertruppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Dübendorf, Volketswil, Wangen-Brüttisellen		Karten-Nr.: 86

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Dübendorf wird von der Armee unabhängig von der stufenweisen Aufgabe des Militärflugplatzes weiterhin benötigt. Er ist Standort der Rekruten-, Kader- und Durchdienerschulen des [LVb](#) Führungsunterstützung der Luftwaffe.

01.12 Eidgenössische Waffenplätze Kloten und Bülach

Hauptzweck: – Führungsunterstützungs- und Übermittlungstruppen – Übungsplatz der Mechanisierten Truppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoore Goldenes Tor/Rüti Allmend (845), Winkler Allmend (846)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Bachenbülach, Bülach, Höri, Kloten, Oberglatt, Winkel		Karten-Nr.: 80

Erläuterungen:

Die Waffenplätze Kloten und Bülach werden hauptsächlich von den Führungsunterstützungs- und Übermittlungstruppen für die Ausbildungsphasen [AGA](#) und [FGA](#) in der Rekrutenschule sowie für Kaderschulen genutzt. Daneben dient das Übungsgelände auch Mechanisierten Verbänden, die ihre Wiederholungskurse im Raum Ostschweiz leisten.

Der Waffenplatz wird von der Bevölkerung als Naherholungsgebiet genutzt.

Im Rahmen des [SIL](#)-Prozesses zum Landesflughafen Zürich-Kloten werden Abklärungen zur künftigen Flughafenentwicklung durchgeführt. Dabei ist nicht ausgeschlossen, dass durch den Ausbau der Flughafenanlagen ein Teil des Areals der Waffenplätze Kloten und Bülach beansprucht wird. Die notwendige Abstimmung zwischen den verschiedenen Bundesinteressen erfolgt im Rahmen des Koordinationsprozesses zum [SIL](#)-Objektblatt Zürich-Kloten. Je nach Ergebnis muss das Objektblatt zu den Waffenplätzen Kloten und Bülach angepasst werden.

01.13 Kantonaler Waffenplatz Reppischtal

Hauptzweck: – Infanterie – Militärakademie (MILAK)	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Kanton Zürich
Betroffene Gemeinden: Berikon (AG), Birmensdorf (ZH), Rudolfstetten-Friedlisberg (AG)		Karten-Nr.: 65

Erläuterungen:

Auf dem Waffenplatz Reppischtal sind Schulen der Infanterie sowie die Militärakademie stationiert.

01.21 Übungsplatz Haselbach

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Rümlang		Karten-Nr.: 80

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Haselbach war zunächst Standort für die Herstellung von Sprengstoffen und Munition, anschliessend nach dem Erwerb durch den Bund Lagerort für die Ausrüstung und Fahrzeuge des Flughafenregiments. Seit 2002 dient das Areal als Ausbildungsstandort des Kommandos der Schulen für die Kader- und Systemausbildung der Übermittlungs- und Führungsunterstützungstruppen. Neben der Ausbildung der Übermittlungsspezialisten werden auch Übermittlungssysteme getestet und bewirtschaftet.

01.22 Übungsplatz Hinwil

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Drumlinlandschaft Zürcher Oberland (1401) Flachmoor Wetziker Riet/Oberhöflier Riet/Schwändi/Hiwiler Riet (58) Moorlandschaft Wetzikon/Hinwil (106)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Hinwil		Karten-Nr.: 94

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Hinwil wird für Repetitorien von Motorfahrern genutzt. Daneben dient er auch [WK](#)-Truppen, die im Raum Hinwil stationiert sind, für die allgemeine Ausbildung.

01.23 Schiessplatz Kloten

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Kloten, Winkel		Karten-Nr.: 80

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Kloten besteht aus der Kurzdistanzanlage Tegital und der Handgranaten-Wurfanlage Langer Zinggen. Er wird hauptsächlich vom [LVb](#) Übermittlung/Führungsunterstützung für die Grundausbildung der Rekruten- und Kaderschulen genutzt. Die Kurzdistanzanlage Tegital wird daneben noch durch andere Truppen für die Schiessausbildung belegt.

01.24 Schiessplatz Marthalen Schränne

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 28 - 32 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Untersee-Hochrhein (1411)		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Marthalen		Karten-Nr.: 81

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Marthalen Schränne umfasst eine Kurzdistanzanlage für Sturmgewehr und Pistole. Grundeigentümerin ist die Gemeinde Marthalen.

01.25 Schiessplatz Reppischtal

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Amphibienlaichgebiet Kiesgrube Egghau (ZH 101)		Grundeigentümer: Kanton Zürich
Betroffene Gemeinden: Bergdietikon (AG), Berikon (AG), Birmensdorf, Rudolfstetten-Friedlisberg (AG), Urdorf		Karten-Nr.: 65

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Reppischtal wird hauptsächlich durch die auf dem Waffenplatz Reppischtal stationierten Truppen der Infanterie genutzt.

Teile des Schiessplatzes werden auch von verschiedenen Polizeikörpern mitbenutzt. Für die Kantonspolizei Zürich ist ein separater Ausbildungsplatz ausgeschieden.

01.26 Übungsplatz Schmidrüti

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 28 - 32 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Hörnli-Bergland (Quellgebiete der Töss und der Murg) (1420)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Turbenthal		Karten-Nr.: 87

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Schmidrüti umfasst das Areal der ehemaligen Lenkwaffenstellung und wird als multifunktionaler Ausbildungsplatz genutzt. Die Anlage dient u. a. für die Sanitätsausbildung verschiedener Schulen und Kurse, für Kurse der Führungsunterstützung und für Fahrtrainings.

Der Platz wird auch für die Ausbildung von Polizeikörpern (z. B. Hundeführerausbildung der Kantonspolizei Zürich) und für praktische Kurse von Medizinstudenten zivil mitgenutzt.

01.31 Militärflugplatz Dübendorf

Hauptzweck: Propellerflugzeuge und Helikopter	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer (Perimeter): Bund
Standortgemeinden: Dübendorf, Volketswil, Wangen-Brüttisellen Gemeinden mit Lärmbelastung > 60 dB(A): Dübendorf, Volketswil, Wangen-Brüttisellen Gemeinden mit Hindernisbegrenzung: Dübendorf, Dietlikon, Schwerzenbach, Volketswil, Wallisellen, Wangen-Brüttisellen	Karten-Nr.: 86	
Dokumentation: Fluglärmrechnung Prognose 2010 vom 19.09.2005 Hindernisbegrenzungskataster (April 2007)		Militärische Flugbewegungen gemäss Fluglärmrechnung Jet - Prop 2200 Heli 4000 Tot 6200

Erläuterungen:

Der Militärflugplatz Dübendorf wird von der Luftwaffe mittelfristig nicht mehr benötigt. Bereits auf Ende 2005 ist der Jetflugbetrieb eingestellt worden. Bis Ende 2010 wird der Flugplatz noch als Dienststelle von Emmen für Propellerflugzeuge, Helikopter und Flugzeuge des Lufttransportdienstes des Bundes weiterbetrieben. Die Übergangsfrist hat das [VBS](#) dem Kanton Zürich zugestanden, damit genügend Zeit bleibt für die raumplanerische Festlegung der weiteren Verwendung des Areals, das nicht vom Waffenplatz Dübendorf benötigt wird.

Vom 1. Oktober bis 31. März werden weiterhin jeweils dienstags oder donnerstags von 17.00 bis 22.00 Uhr Nachtflüge mit Helikoptern durchgeführt.

Der Militärflugplatz wird durch die [REGA](#) und das Fliegermuseum (JU-Air) zivil mitbenutzt. In den Fluglärmrechnungen sind für die JU-Air 995 und für die REGA 2000 Flugbewegungen berücksichtigt worden. Diese zivilaviatische Nutzung ist nicht SIL-relevant. Es besteht keine Betriebsbewilligung und kein Betriebsreglement nach Luftfahrtgesetz. Eine längerfristige Weiterführung dieses Betriebs nach dem Rückzug der Armee würde eine Umnutzungsverfahren erfordern.

01.41 Logistikcenter Hinwil

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Hinwil	94

01.51 Rekrutierungszentrum Rüti

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Dritte (Kanton)	Rüti (ZH)	94

01.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
4101.400	Gütighausen	697400/272300	BLN Glaziallandschaft zwischen Thur und Rhein mit Nussbaumer Seen und Andelfinger Seenplatte (1403)	Ossingen, Thalheim an der Thur	82
2112.450	Oetwil a. d. L.	671760/253430		Dietikon, Oetwil an der Limmat	65
4102.400	Pfungen	690700/264160		Neftenbach, Pfungen	81

Anhang I Objektblätter

02 Kanton Bern / Canton de Berne

02.11 Kantonaler Waffenplatz Bern

Hauptzweck: – Militär-Musik – Zentral-Schulen (Of LG , FLG) – Zentrum für Information und Kommunikation der Armee (ZIKA)	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Kulturgut Kaserne (112)		Grundeigentümer: Bund, Dritte (Kanton und Stadt Bern)
Betroffene Gemeinden: Bern		Karten-Nr.: 52

Erläuterungen:

Auf dem Waffenplatz Bern finden Schulen, Kurse und Lehrgänge der Führungsschule Einheit (Of LG, FLG), des Kompetenzzentrums Militär-Musik sowie des Zentrums für Informations- und Kommunikationsausbildung der Armee (ZIKA) statt.

02.12 Eidgenössischer Waffenplatz Jassbach

Hauptzweck: Führungsunterstützungs- und Übermittlungstruppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Linden		Karten-Nr.: 55

Erläuterungen:

Auf dem Waffenplatz Jassbach sind die Rekruten- und Kaderschulen für Spezialisten der Übermittlungstruppen stationiert (EKF S). Daneben finden auch Wiederholungskurse statt.

02.13 Eidgenössischer Waffenplatz Lyss

Hauptzweck: – Logistiktruppen (Materialtruppen) – Nutzungsüberprüfung	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Alte Aare, Alte Zihl (1302) Auengebiet Alte Aare: Aarberg-Lyss (49)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Lyss		Karten-Nr.: 27

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Lyss wird vorderhand weiter durch die Logistiktruppen (Rekrutenschule der Elektronikmechaniker) und die Militärische Sicherheit für verschiedene Ausbildungen genutzt. Der Standort wird jedoch einer vertieften Nutzungsüberprüfung unterzogen. Dabei wird abgeklärt, ob weiterhin Bedarf für eine militärische Nutzung besteht.

Für die militärische Nutzung im Auengebiet besteht ein Einvernehmen nach [Artikel 4 VWS](#) mit dem [BAFU](#).

02.14 Eidgenössischer Waffenplatz Sand - Schönbühl

Hauptzweck: Logistiktruppen (Veterinärdienste und Armeetiere)	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: ISOS Im Sand		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Moosseedorf, Urtenen-Schönbühl		Karten-Nr.: 52

Erläuterungen:

Auf dem Waffenplatz Sand finden die Rekruten- und Kaderschulen sowie Kurse des Veterinärdienstes der Armee statt. Er ist auch Standort des Kompetenzzentrums Armeetiere.

02.15 Eidgenössischer Waffenplatz Thun

Hauptzweck: – Panzertruppen – Logistiktruppen (Instandhaltung, Nachschub/Rückschub, Verkehr und Transport) – Führungsunterstützungs- und Übermittlungstruppen – Kompetenzzentrum Kampfmittelbeseitigung und Minenräumung (KOKAMIR)	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Amsoldinger und Uebeschiee (1315) Auengebiet Augand (71) Flachmoore Lerchmatt/Schmittmoos (3046), Uebeschiee (326) Moorlandschaft Amsoldingen (336) Amphibienlaichgebiete Schintere Lerchenfeld (BE 1063), Thuner Allmend (BE 1065) Kulturgut römischer Tempelbezirk Bischofsmatt (226)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Amsoldigen, Höfen, Reutigen, Steffisburg, Thierachern, Thun, Uebeschi, Uetendorf		Karten-Nr.: 57

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Thun ist der Standort für die Grund- und Kaderausbildung sämtlicher Panzertruppen. Daneben finden auch Schulen, Kurse und Lehrgänge der Logistiktruppen statt (u. a. Instandhaltungsschulen, Küchenchef-[LG](#)). Auf dem Waffenplatz Thun werden zudem die notwendigen Infrastrukturen für den Aufbau eines Führungsinformationssystems Heer erstellt, mit dem über alle Ebenen führungsrelevante Informationen und Daten ausgetauscht werden können.

Das Waffenplatzgelände wird von der Bevölkerung auch als Freizeit- und Erholungsgebiet genutzt. Es umfasst zudem das zivile Flugfeld Allmend.

Für die militärische Nutzung im Auengebiet besteht ein Einvernehmen nach [Artikel 4 VWS](#) mit dem [BAFU](#).

02.16 Eidgenössischer Waffenplatz Wangen a.A. - Wiedlisbach

Hauptzweck: Rettungstruppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Walliswil b. Niederbipp, Walliswil b. Wangen, Wangen a.A., Wiedlisbach		Karten-Nr.: 47

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Wangen a.A. - Wiedlisbach wird durch Schulen und Kurse der Rettungstruppen belegt. Die Rekrutenschule führt hier insbesondere die Ausbildungsphasen [AGA](#) und [FGA](#) durch. Die Übungsanlagen werden auch durch zivile Rettungsorgane mitbenutzt.

02.201 Schiessplatz Abländschen

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 15.03. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Vanil Noir (1504)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Boltigen, Saanen		Karten-Nr.: 35

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Abländschen besteht aus einem Schiessplatz für Infanteriewaffen und einem Zielraum für Artillerieschiessen. Er wird hauptsächlich durch [WK](#)-Truppen genutzt.

02.202 Schiessplatz Axalp

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 12 -16 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Giessbach (1511) Jagdbanngebiet Schwarzhorn (4)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Brienz (BE), Brienzwiler		Karten-Nr.: 77

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Axalp dient der Luftwaffe als Schiessplatz für Kampfflugzeuge (F/A-18 und F-5). Er ist mit einer Seilbahn ab Brienz erschlossen.

Für die militärische Nutzung im Jagdbanngebiet Schwarzhorn besteht ein Einvernehmen nach [Artikel 4 VWS](#) mit dem [BAFU](#).

02.203 Übungsplatz Balmholz

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 20 - 24 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Beatenberg		Karten-Nr.: 58

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Balmholz dient dem [LVb](#) Führungsunterstützung der Luftwaffe als Ausbildungsstandort für die Brandbekämpfung. Daneben führt das Infrastrukturbataillon Atemschutzübungen und die Militärische Sicherheit verschiedene Ausbildungen durch.

02.204 Schiessplatz Blumenstein

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Blumenstein		Karten-Nr.: 34

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Blumenstein ermöglicht Schiessen mit Panzerabwehr- und Infanteriewaffen und verfügt über eine Tankbahn. Er wird vorwiegend von den auf dem Waffenplatz Thun stationierten Schulen und Kursen belegt.

02.205 Schiessplatz Boltigen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Boltigen		Karten-Nr.: 36

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Boltigen verfügt über automatische Trefferanzeigeanlagen und kann für Zugs- und Kompaniegefechtsschiessen genutzt werden. Zudem gibt es einen Stellungsraum für die Artillerie. Der Schiessplatz wird durch [WK](#)-Truppen und durch auf dem Waffenplatz Thun stationierte Schulen und Kurse belegt.

02.206 Schiessplatz Brünig

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Brienzwiler, Lungern (OW), Meiringen		Karten-Nr.: 77

Erläuterungen:

Auf dem Schiessplatz Brünig werden Zugsgefechtsschiessen durchgeführt. An zwei Orten können auch Handgranaten geworfen werden. Der Platz wird von [WK](#)-Truppen genutzt.

02.207 Schiessplatz Buechighus

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 20 - 30 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Napfbergland (1311)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Luthern (LU), Sumiswald		Karten-Nr.: 54

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Buechighus verfügt über Trefferanzeigeanlagen und kann für Infanterieschiessen ohne Bogenschusswaffen genutzt werden. Er umfasst auch einen Handgranaten-Wurfplatz. Der Schiessplatz wird von [WK](#)-Truppen und von verschiedenen Schulen, die auf dem Waffenplatz Thun stationiert sind, genutzt. Das 3-Startmodell der [RS](#) und die starke Belegung des Waffenplatzes Thun machen ein Ausweichen auf Schiessplätze ausserhalb der Umgebung des Waffenplatzes Thun nötig. Dies führt dazu, dass der Schiessplatz Buechighus gegenüber früher stärker belegt wird.

02.208 Schiessplatz Chirel

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 20 - 25 Wochen	Belegungsperiode: 15.04. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund/Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Diemtigen, Frutigen		Karten-Nr.: 37

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chirel verfügt über Schiessmöglichkeiten mit Infanteriewaffen und über ein Artilleriezielgebiet. Er wird vom [LVb](#) Panzer/Artillerie für die [FGA](#) und teilweise auch die [VBA](#) der Mechanisierten Truppen genutzt. Das 3-Startmodell der [RS](#) und die starke Belegung des Waffenplatzes Thun machen ein Ausweichen auf Schiessplätze ausserhalb der Umgebung des

Waffenplatzes Thun nötig. Dies führt dazu, dass der Schiessplatz Chirel gegenüber früher stärker belegt wird.

02.209 Schiessplatz Chrummeney/Wilderswil

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 20 - 25 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Wilderswil		Karten-Nr.: 59

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chrummeney/Wilderswil besteht aus einer Kurzdistanzanlage, die für Schiessen mit Sturmgewehr und Pistole durch [WK](#)-Truppen genutzt wird.

02.210 Place de tir Corgémont

Armes: Armes légères	Durée d'occupation: 4 à 8 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Corgémont		No de carte: 26

Explications:

La place de tir Corgémont est utilisée par les troupes de l'infanterie en [CR](#) pour l'instruction au tir et le lancer de grenades à main.

02.211 Schiessplatz Eggiwil

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Emmentallandschaft mit Räbloch, Schopfgraben und Rämischgummen (1321)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Eggiwil		Karten-Nr.: 56

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Eggwil bietet Möglichkeiten für Übungen bis Stufe Gruppe mit Sturmgewehr, Maschinengewehr, Handgranate, Sprengladungen und Panzerfaust. Er wird von den auf dem Waffenplatz Jassbach stationierten Schulen und Kurse für die [VBA](#) sowie durch [WK](#)-Truppen genutzt.

Während dem Weidebetrieb ist die Nutzung des Schiessplatzes eingeschränkt.

02.212 Schiessplatz Engstlenalp

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 15.04. - 30.06. 15.09. - 31.12.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Innertkirchen		Karten-Nr.: 113

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Engstlenalp eignet sich für Kurzdistanzschossen, Gefechtsschiessen und Schiessen mit Minenwerfern. Er verfügt über keine festen Infrastrukturen und wird durch [WK](#)-Truppen genutzt.

02.213 Übungsplatz Eriswil

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 2 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte
Betroffene Gemeinden: Eriswil		Karten-Nr.: 54

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Eriswil dient den Fliegerabwehr-Truppen für Richtübungen auf Flugzeuge mit dem mobilen Lenkwaffensystem RAPIER. Die Benutzungsdauer ist in einem Vertrag mit der Gemeinde geregelt. Richtübungen finden demnach an maximal 20 Tagen pro Jahr statt.

02.214 Schiessplatz Färnelberg

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: 15.04. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: St. Stephan		Karten-Nr.: 37/38

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Färnelberg umfasst Infrastrukturen für Infanterieschiessen (inkl. Wurfräume für Handgranaten), Stellungen- und Zielräume für Artillerie und Minenwerfer, Trefferanzeigeanlagen, einen Sprengplatz und Biwakplätze. Er bietet Möglichkeiten für Zugs-, Kompanie- und teilweise Bataillonsgefechtsschiessen. Er wird durch die auf dem Waffenplatz Thun stationierten Schulen (Instandhaltung) und [WK](#)-Truppen genutzt. Zudem führt der [LVb](#) Panzer/Artillerie Schiessen mit Minenwerfern im Rahmen der [VBA](#) durch.

02.215 Schiessplatz Gadmen

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 8 -12 Wochen	Belegungsperiode: 30.04. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Hochmoor Moor oberhalb Cholischwand (516)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Gadmen		Karten-Nr.: 113

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Gadmen besteht aus dem Schiessplatz Wendenalp und dem Schiessplatz Chalberweid. Die Wendenalp bietet Möglichkeiten für Zugs- und Kompaniegefechtsschiessen und verfügt über Stellungen- und Zielräume für 12cm Minenwerfer. Der Schiessplatz Chalberweid ist für Zugsgefechtsschiessen geeignet, wird aber nur genutzt, wenn die Wendenalp gesperrt ist. Belegt wird der Platz durch den [LVb](#) Panzer/Artillerie für Schiessen mit Panzerminenwerfern sowie durch [WK](#)-Truppen.

02.216 Schiessplatz Gantrisch

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 4 -10 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Auengebiet Rotenbach (315) Hochmoor Schwändlibachgraben (332) Flachmoore Chueberg/Schwändli (3120), Selibüel (3105), Stierenberg/Alp Brändli (3118), Stierenmoos/Im lätzen Hengst (3135), Walenhütten/Lauchboden (3106) Moorlandschaft Gurnigel/Gantrisch (163)		Grundeigentümer: Bund, Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Rüeggisberg, Rüschegg		Karten-Nr.: 34

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Gantrisch wird von [WK](#)-Truppen genutzt. Zudem dient er dem [LVb](#) Panzer/Artillerie als Ausweichplatz für die Gefechtsausbildung der auf dem Waffenplatz Thun stationierten Schulen während der [FGA](#). Er umfasst Schiessplätze für alle Waffengattungen und Schiesspodeste für Panzer.

Für die militärische Nutzung in den Naturschutzgebieten nach [Artikel 4 VWS](#) ist ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) vorhanden.

02.217 Schiessplatz Gasterntal

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 25 - 30 Wochen	Belegungsperiode: 15.04. - 30.06. 15.09. - 31.12.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Berner Hochalpen und Aletsch-Bietschhorn-Gebiet (nördlicher Teil) (1507/1706) Auengebiet Gastereholz (74)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Kandersteg		Karten-Nr.: 40

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Gasterntal eignet sich für Gruppen- und Zugsgefechtsschiessen und wird vorwiegend durch [WK](#)-Truppen belegt. Er umfasst auch zwei Kurzdistanzanlagen sowie eine Wurfanlage für Handgranaten. Daneben wird er für die Sprengausbildung durch Truppen des Kompetenzzentrums Kampfmittelbeseitigung und Minenräumung (KOKAMIR) genutzt.

Für die militärische Nutzung im Auengebiet besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) nach [Artikel 4 VWS](#).

02.218 Schiessplatz Guttannen

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 8 -12 Wochen	Belegungsperiode: 01.04. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Berner Hochalpen und Aletsch-Bietschhorn-Gebiet (nördlicher Teil) (1507/1706) Auengebiet Sandey (86)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz und Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Guttannen, Innertkirchen		Karten-Nr.: 78

Erläuterungen:

Auf dem Schiessplatz Guttannen sind Zugsgefechtsschiessen möglich. Er umfasst auch Stellungsräume und Zielgebiete für Artillerie und Minenwerfer. Er wird vorwiegend durch [WK](#)-Truppen genutzt.

Für die militärische Nutzung im Auengebiet besteht ein Einvernehmen nach [Artikel 4 VWS](#) mit dem [BAFU](#).

02.219 Schiessplatz Hohgant

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Hohgant (1505) Flachmoore Gustiweildi/Obere Mastweid (3663), Oberes Roseggli (3662), Wimmisalp/Innerer Windbruch (3658) Moorlandschaft Rotmoos/Eriz (38)		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Schangnau		Karten-Nr.: 56

Erläuterungen:

Auf dem Schiessplatz Hohgant sind Gruppen-, Zugs- und Kompaniegefechtsschiessen möglich. Zudem umfasst er ein Zielgebiet für Minenwerfer. Für Alpbestossung, Wanderwege und Skilift bestehen Auflagen zur militärischen Nutzung. Belegt wird er vorwiegend von WK-Truppen.

Für die militärische Nutzung im Naturschutzgebiet ist ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) nach [Artikel 4 VWS](#) vorhanden.

02.220 Schiessplatz Lenk i.S.

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 4 Wochen	Belegungsperiode: 01.04. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Stigelbergmad (4003)		Grundeigentümer: Bund, Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Lenk, St. Stephan		Karten-Nr.: 39

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Lenk bietet Möglichkeiten für Gefechtsschiessen bis Stufe Kompanie. Er umfasst auch ein Artilleriezielgebiet und Teile des im [Sachplan Waffen- und Schiessplätze vom 19. August 1998](#) separat geführten Schiessplatzes Ritzli-Stiegelberg. Es bestehen Auflagen während der Alpbestossung. Der Schiessplatz wird gelegentlich durch [WK](#)-Truppen belegt.

02.221 Schiessplatz Rouchgrat

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Röthenbach im Emmental		Karten-Nr.: 55

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Rouchgrat umfasst 3 Infanterieschiessplätze für alle Infanteriewaffen mit Trefferanzeigeanlagen und Wurfanlagen für Handgranaten. Zudem steht ein Mehrzweckgebäude zur Verfügung. Der Schiessplatz wird von [WK](#)-Truppen und verschiedenen Schulen, die auf dem Waffenplatz Thun stationiert sind, genutzt. Das 3-Startmodell der [RS](#) und die starke Belegung des Waffenplatzes Thun machen ein Ausweichen auf Schiessplätze ausserhalb der Umgebung des Waffenplatzes Thun nötig. Dies führt dazu, dass der Schiessplatz Rouchgrat gegenüber früher stärker belegt wird.

02.222 Schiessplatz Sand

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: ISOS Im Sand		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Moosseedorf, Urtenen-Schönbühl		Karten-Nr.: 52

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Sand bietet vielfältige Möglichkeiten für Gefechtsschiessübungen bis Stufe Kompanie. Er umfasst verschiedene Trefferanzeigeanlagen, Kurzdistanzanlagen, eine 25m/300m-Schiessanlage, Wurfanlagen für Handgranaten, eine Ortskampfanlage, eine Minenwerferanlage (NICO) sowie eine Simulationsanlage für Panzerabwehrwaffen. Er wird vorwiegend von den auf den Waffenplätzen Sand-Schönbühl und Bern stationierten Schulen und Kursen sowie von [WK](#)-Truppen im Raum Bern genutzt.

02.223 Schiessplatz Saxeten

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: 01.04. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Aeschi bei Spiez, Saxeten		Karten-Nr.: 59

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Saxeten bietet Möglichkeiten für Gefechtsschiessen bis Stufe Kompanie und wird vorwiegend durch [WK](#)-Truppen genutzt. Er umfasst auch ein Zielgebiet für Artillerie und Minenwerfer.

02.224 Schiessplatz Sensegraben

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 10 - 18 Wochen	Belegungsperiode: 01.01. - 28.02. 15.08. - 31.12.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Schwarzenburgerland mit Sense- und Schwarzwasser-Schluchten (1320) Auengebiet Senseauen (55)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Heitenried (FR), Wahlern		Karten-Nr.: 31

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Sensegraben besteht noch aus dem Schiessort Torenöli, der für Schiessen mit Infanteriewaffen genutzt wird und über eine Häuserkampfanlage verfügt. Auf die Schiessorte Harris und Ruchmüli ist verzichtet worden. Die Belegung erfolgt vorwiegend durch [WK](#)-Truppen.

Für die militärische Nutzung im Auengebiet besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) nach [Artikel 4 VWS](#).

02.225 Schiessplatz Sustenpass

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Hochmoor In Miseren (514) Moorlandschaft Steingletscher (419)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Gadmen, Wassen (UR)		Karten-Nr.: 113

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Sustenpass besteht aus den Schiessplätzen Untertal-Oberthal (Gefechtsschiessen bis Stufe Zug), Hublen-Seeboden (Zugsgefechtsschiessen), Steinsee-Umpol (Gefechtsschiessen bis Stufe Kompanie, Trefferanzeigeanlagen, Kurzdistanzanlage mit Zielbahn, fünf improvisierte Kurzdistanzanlagen, zwei Wurfanlagen für Handgranaten, Stellungsraum und Zielgebiet für Artillerie und Minenwerfer, 12,7mm Maschinengewehr) und Sustenpass (Gefechtsschiessen bis Stufe Kompanie, Trefferanzeigeanlagen, Kurzdistanzanlage mit Zielbahn, fünf improvisierte Kurzdistanzanlagen, zwei Wurfanlagen für Handgranaten, Stellungsraum und Zielgebiet für Artillerie und Minenwerfer, 12,7mm Maschinengewehr). Der Schiessplatz wird einerseits als Ausweichplatz für Gefechtsschiessen in der [FGA](#) durch den [LVb](#) Panzer/Artillerie genutzt, andererseits dient er der Artillerie für die [VBA](#) der Panzerminenwerferformationen.

Für die militärische Nutzung im Naturschutzgebiet besteht ein Einvernehmen nach [Artikel 4 VWS](#) mit dem [BAFU](#).

02.226 Schiessplatz Thun

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Amsoldinger- und Uebesichsee (1315) Flachmoore Lerchmatt/Schmittmoos (3046), Uebesichsee (326) Moorlandschaft Amsoldingen (336) Amphibienlaichgebiet Thuner Allmend (BE 1065)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Amsoldingen, Höfen, Thierachern, Thun, Uebeschi, Uetendorf		Karten-Nr.: 57

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Thun besteht im wesentlichen aus dem Schiessplatz Thierachern Allmend für Panzer und Infanteriewaffen mit Zielhang, verschiedenen Kurzdistanzanlagen im Auwald, den Handgranaten- und Sprengplätzen Uebeschi sowie der 25m/50m/300m-Schiessanlage Guntelsey. Letztere steht im Miteigentum der Stadt Thun und wird von diversen zivilen Schiessvereinen mitbenutzt. Zudem ist die Anlage immer wieder Austragungsstätte für nationale und internationale militärische oder zivile Wettkämpfe.

Die Schiessplätze werden vom [LVb](#) Panzer/Artillerie für die Grundausbildung an leichten und schweren Waffen genutzt. Zudem werden Teile von der armasuisse für Schiess- und Sprengversuche sowie von der Militärischen Sicherheit genutzt.

02.227 Schiessplatz Trubschachen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Trubschachen		Karten-Nr.: 56

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Trubschachen wird für Schiessen mit Infanteriewaffen verwendet (Sturmgewehr, Handgranate, Panzerfaust mit Einsatzlauf, Sprengladungen). Er wird hauptsächlich durch die auf dem Waffenplatz Fribourg stationierten Schulen in der [VBA](#) belegt.

02.228 Schiessplatz Walkringen/Geissrüggen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 10 - 15 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Arni (BE), Landiswil		Karten-Nr.: 53

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Walkringen/Geissrüggen besteht aus den Schiessplätzen Geissrüggen und Kiesgrube Landiswil. Er wird durch [WK](#)-Truppen und die auf dem Waffenplatz Jassbach stationierten Schulen und Kurse für Schiessen mit Infanteriewaffen genutzt (Sturmgewehr, Handgranate, Sprengladungen, Panzerfaust mit Einsatzlauf).

02.229 Schiessplatz Wangen a. A. - Wiedlisbach

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Wiedlisbach		Karten-Nr.: 47

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Wangen a. A. - Wiedlisbach umfasst den Infanterieschiessplatz Moos mit Kurzdistanzanlagen sowie die 25m/50m/300m-Schiessanlage Chleihölzli. Der Schiessplatz wird durch Truppen des [LVb](#) Genie/Rettung für Grundausbildungs- und Fortbildungsdienste der auf dem Waffenplatz Wangen a.A. - Wiedlisbach stationierten Schulen und Kurse genutzt.

Die Schiessanlage Chleihölzli wird durch zivile Schiessvereine mitbenutzt.

02.32 Militärflugplatz Meiringen

Hauptzweck: Jets, Propellerflugzeuge und Helikopter	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer (Perimeter): Bund
Standortgemeinden: Brienz, Meiringen	Karten-Nr.: 77	
Gemeinden mit Lärmbelastung > 60 dB(A):		
Gemeinden mit Hindernisbegrenzung:		
Brienz, Brienzwiler, Hofstetten b. Brienz, Meiringen, Schattenhalb Brienz, Brienzwiler, Hofstetten b. Brienz, Meiringen, Schwanden b. Brienz		Militärische Flugbewegungen gemäss Fluglärmrechnung Jet 5300 Prop 1136 Heli 1000 Tot 7436
Dokumentation: Fluglärmrechnung Prognose 2010 vom 16.9.2005 Hindernisbegrenzungskataster vom April 2006		

Erläuterungen:

Der Militärflugplatz Meiringen ist neben Payerne und Sion der Hauptflugplatz der Luftwaffe für Jetbetrieb. Er ist Standort eines Flugplatzkommandos und Betriebs-Kompetenzstelle für das Flugzeug F-5 TIGER. Der Flugplatz verfügt über eine moderne Betriebsinfrastruktur sowie eine Flugzeugkaverne.

In den 10 Jahren seit Einführung des F/A-18 fanden in Meiringen pro Jahr durchschnittlich rund 4'200 Jetbewegungen statt. Diese Zahl lag unter dem langjährigen Durchschnitt, weil infolge des Ausbaus der Kavernenanlage über mehrere Jahre keine Wiederholungskurse in Meiringen stattgefunden haben. Für das Jahr 2010 plant die Luftwaffe 5'300 Kampffetbewegungen in Meiringen zu absolvieren.

Seit Anfang 2006 ist in Meiringen eine Staffel mit Kampffjets des Typs F/A-18 permanent stationiert. Damit herrscht in der Regel täglich Flugbetrieb. Dies hat dazu geführt, dass die Anzahl der Bewegungen mit F/A-18 gegenüber den vorherigen Jahren massiv zugenommen hat. In der Bevölkerung regt sich gegen diese Entwicklung namentlich deshalb Widerstand, weil beim Start mit F/A-18 wegen der Länge der Piste aus Sicherheitsgründen der Nachbrenner eingesetzt werden muss. Das [VBS](#) prüft deshalb die Machbarkeit und die Auswirkungen einer Verlängerung der heutigen Piste auf die Lärmsituation.

Die Lärmbelastungskurven, die aus der militärischen Planung für das Jahr 2010 resultieren, überschreiten die massgebenden Grenzwerte. Sie führen jedoch kaum zu Konflikten mit raumplanerischen Festlegungen der Gemeinden. Im Vergleich zu der im Sachplan Militär vom 28. Februar 2001 festgesetzten Lärmkurve (in der Karte grau dargestellt), die bisher für die Raumplanung Gültigkeit hat, ergeben sich keine relevanten Änderungen.

Der Militärflugplatz Meiringen wird grundsätzlich nicht zivil mitbenutzt.

02.41 Infrastrukturcenter / Logistikcenter / Zentrallager Thun

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Steffisburg, Thun	57

02.51 Rekrutierungszentrum Sumiswald

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Dritte (Zweckverband Sumiswald)	Sumiswald	53

02.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
1310.440	Bannwil I	623159/231927		Aarwangen, Bannwil	48
1310.430	Bannwil II	623146/231952		Aarwangen, Bannwil	48
1301.470	Bätterkinden	608069/220168		Bätterkinden, Utzenstorf	51
1310.450	Berken	621263/230377		Graben	48
1310.420	Berken/Walliswil	620329/231152		Berken, Walliswil b. Niederbipp	48
1301.400	Neuenegg/Flamatt	589760/193440		Neuenegg, Wünnewil-Flamatt (FR)	30
1301.410	Gampelen	571055/206732		Gampelen	28
1301.435	Hagneck	581638/210864		Walperswil	29
1302.420	Jaberg	610084/184942	BLN Aarelandschaft Thun-Bern (1314)	Jaberg, Kiesen	57
1301.480	Kirchberg	611430/214050		Kirchberg (BE), Lyssach	51
1301.425	Mühleberg/KKW	587588/202570		Mühleberg, Radelfingen	29
1301.450	Safnern	591430/223290		Safnern	27
1301.475	Schalunen	608029/217037		Aefligen, Utzenstorf	51
1301.430	Walperswil	583000/210590		Walperswil	29

1302.410	Wislisau	597727/184071	Auengebiet Teuffengraben- Sackau (58)	Rüeggisberg, Rüschegg	31
----------	----------	---------------	---	--------------------------	--------------------

02.91 ABC Zentrum Spiez (Labor Spiez und Kompetenzzentrum ABC)

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Reutigen, Spiez, Wimmis	57

Anhang I Objektblätter

03 Kanton Luzern

03.11 Eidgenössischer Waffenplatz Emmen

Hauptzweck: Flieger, Fliegerabwehrtruppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Emmen, Rothenburg		Karten-Nr.: 71

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Emmen dient der Luftwaffe als Ausbildungsstandort für Allwetterflabsysteme, für das Aufklärungsdrohnensystem ADS-95 (Rekruten- und Kaderschulen) und für Übermittlungsspezialisten. Zudem wird der Platz auch durch die Militärische Sicherheit für die Ausbildung in Selbstverteidigung und Sport genutzt.

03.21 Übungsplatz Dagmersellen

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 20 - 24 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Dagmersellen		Karten-Nr.: 50

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Dagmersellen besteht aus dem Areal des ehemaligen Zeughauses und umfasst im Wesentlichen ein Theoriegebäude, das für die Ausbildung von militärischen Stäben genutzt wird.

03.22 Schiessplatz Eigenthal

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 36 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Hochmoor Forrenmoos/Meienstossmoos im Eigenthal (412) Flachmoor Forrenmoos/Meienstossmoos (1244)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Schwarzenberg		Karten-Nr.: 72

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Eigenthal dient dem [LVb](#) Fliegerabwehr für die allgemeine Grundausbildung und für Infanterie-Gefechtsübungen. Zudem wird er von der Militärischen Sicherheit und weiteren im Kanton Luzern stationierten Truppen für die Schiessausbildung genutzt.

Für die militärische Nutzung in den Naturschutzgebieten nach [Artikel 4 VWS](#) ist ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) vorhanden.

03.23 Schiessplatz Emmen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Emmen		Karten-Nr.: 71

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Emmen umfasst eine 25m/50m/300m-Schiessanlage sowie eine Kurzdistanzanlage für die schulmässige Ausbildung in der Neuen Schiess Technik und der Schutz- und Wachttechnik im Hüslenmoos. Es finden keine Gefechtsschiessen im Verbandsrahmen statt. Die Anlagen werden hauptsächlich von den auf dem Waffenplatz Emmen stationierten Fliegerabwehrschulen und im Rahmen von Wiederholungskursen genutzt. Die 25m/50m/300m-Anlage werden auch von der Militärischen Sicherheit belegt.

Die 25m/50m/300m-Schiessanlage ist mit der zivilen Schiessanlage der Gemeinde Emmen zusammengebaut und wird durch zivile Schiessvereine mitbenutzt.

03.24 Übungsplatz Homberg

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Ruswil		Karten-Nr.: 72

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Homberg dient der Luftwaffe als Standort für die Ausbildung (u. a. Aufklärungsdrohnensystem ADS-95) und für Truppenversuche (Radarsysteme). Zudem wird er von der armasuisse zur Erprobung von technischen Systemen genutzt. In diesem Zusammenhang finden auch Flüge mit Jets, Propellerflugzeugen und Helikoptern im Gebiet des Standorts statt.

03.25 Schiessplatz Langnau b. Reiden

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Reiden		Karten-Nr.: 50

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Langnau b. Reiden mit seiner Kurzdistanzanlage und der Handgranaten-Wurfanlage wird vom [LVb](#) Fliegerabwehr für die Kaderausildung in der Schutz- und Wachttechnik belegt.

03.26 Schiessplatz Luthern - Bodenänzi

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Napfbergländ (1311)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Luthern, Trub (BE)		Karten-Nr.: 54

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Luthern-Bodenänzi kann für Gefechtsschiessen mit Infanteriewaffen bis Stufe Kompanie genutzt werden. Er ist einer der wenigen Schiessplätze des Mittellands, auf dem mit dem 12,7mm-Maschinengewehr geschossen werden kann. Er wird von verschiedenen Schulen und den im

Mittelland stationierten Infanteriebataillonen im [WK](#) genutzt. Zusammen mit der Einführung des 3-Startmodells führt dies zu einer intensiveren Belegung des Schiessplatzes.

03.27 Schiessplatz Trockenmatt (Eigenthal)

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Pilatus (1605) Hochmoor Ehemaliger Pilatussee (414) Amphibienlaichgebiet NE Hirsboden (LU 469)		Grundeigentümer: Bund, Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Schwarzenberg		Karten-Nr.: 72

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Trockenmatt dient dem [LVb](#) Fliegerabwehr für die allgemeine Grundausbildung und für Infanterie-Gefechtsübungen. Zudem wird er von der Militärischen Sicherheit und weiteren im Kanton Luzern stationierten Truppen für die Schiessausbildung genutzt.

03.28 Übungsplatz Vitznau

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 25 - 30 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Vierwaldstättersee mit Kernwald, Bürgenstock, Rigi (1606)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Vitznau		Karten-Nr.: 74

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Vitznau dient dem [LVb](#) Genie/Rettung als Nautisches Ausbildungszentrum.

03.31 Militärflugplatz Emmen

Hauptzweck: Jets, Propellerflugzeuge und Helikopter	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer (Perimeter): Bund
Standortgemeinden: Emmen, Rothenburg Gemeinden mit Emmen, Eschenbach (LU) Lärmbelastung > 60 dB(A): Gemeinden mit Ballwil, Emmen, Eschenbach (LU), Inwil, Hindernisbegrenzung: Littau		Karten-Nr.: 71
Dokumentation: Fluglärmrechnung Prognose 2010 vom 16.9.2005 Hindernisbegrenzungskataster vom April 2006		Militärische Flugbewegungen gemäss Fluglärmrechnung Jet 2800 Prop 9682 Heli 6326 Tot 18808

Erläuterungen:

Der Militärflugplatz Emmen ist Lufttransportbasis mit Dienststellen in Alpnach, Buochs, Dübendorf (bis Ende 2010) und Mollis (bis Ende 2007). Er verfügt über Simulatoren für die Ausbildung der Piloten auf Helikoptern und Drohnen. Er ist zudem die Basis des Aufklärungsdrohnensystems ADS-95.

In Ergänzung zu den Hauptjetflugplätzen Meiringen, Payerne und Sion ist Emmen auch Ausweichflugplatz für Jetflugzeuge und Heimbasis der Patrouille Suisse.

Der Militärflugplatz Emmen wird durch die RUAG Aerospace auf der Basis einer Benützungsvereinbarung mit dem [VBS](#) zivil mitbenutzt. Zurzeit ist die Planung für eine Erweiterung der zivilen Mitbenutzung im Gang. In den Fluglärmrechnungen und der Kurve im Kartenblatt ist deshalb vorderhand nur der militärische Flugverkehr berücksichtigt worden. Die räumliche Abstimmung einer allfälligen Erweiterung der zivilen Mitbenutzung erfolgt über den [SIL](#) bzw. die Verfahren gemäss [LFG](#).

03.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
2106.400	Malters	659463/210717		Malters	72
2112.455	Perlen	669150/217570		Buchrain	71
2112.460	Root	671310/218580		Root	71
2112.465	Rothenburg	665000/216350		Emmen	71

03.91 Armee-Ausbildungszentrum Luzern (AAL)

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Dritte (Kanton Luzern)	Luzern	<u>71</u>

03.92 Taktisches Trainingszentrum Kriens (TTZ)

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Kriens	<u>71</u>

Anhang I Objektblätter

04 Kanton Uri

04.11 Eidgenössischer Waffenplatz Andermatt

Hauptzweck: – Infanterie – Armeesportstützpunkt	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: ISOS Andermatt		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Andermatt		Karten-Nr.: 116

Erläuterungen:

Auf dem Waffenplatz Andermatt ist das Kompetenzzentrum Gebirgsdienst der Armee stationiert mit der Gebirgs-Spezialisten RS und verschiedenen Kursen im Rahmen der «Partnership for Peace». Zudem finden Stabskurse verschiedener Brigaden und der Territorialregion 3 statt.

In der Region Andermatt ist zurzeit ein Tourismusprojekt in Planung, das auch Areal des Waffen- und des Schiessplatzes Andermatt tangiert. Diese Planung zum Tourismusprojekt ist im Kartenteil der beiden Objekte noch nicht eingeflossen, weil die räumliche Abstimmung und die Bewilligung dieses Projekts durch die zivilen Behörden noch im Gang ist. Weil die notwendige Richtplananpassung durch den Bundesrat bereits genehmigt worden ist, besteht aus heutiger Sicht kein Bedarf für eine GrobAbstimmung im Rahmen des [SPM](#) mehr. Allfällige Perimeteränderungen aufgrund der Realisierung des Tourismusprojekts sollen im Rahmen einer Fortschreibung vorgenommen werden.

04.201 Schiessplatz Andermatt

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Andermatt		Karten-Nr.: 116

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Andermatt wird von der Gebirgs-Spezialisten [RS](#), [WK](#)-Truppen und von der Militärischen Sicherheit für die infanteristische Schiessausbildung bis Stufe Gruppe belegt. Es können auch Panzerabwehrwaffen Waffen eingesetzt werden.

In der Region Andermatt ist zurzeit ein Tourismusprojekt in Planung, das auch Areal des Waffen- und des Schiessplatzes Andermatt tangiert. Diese Planung zum Tourismusprojekt ist im Kartenteil der beiden Objekte noch nicht eingeflossen, weil die räumliche Abstimmung und die Bewilligung dieses Projekts durch die zivilen Behörden noch im Gang ist. Weil die notwendige Richtplananpassung durch den Bundesrat bereits genehmigt worden ist, besteht aus heutiger Sicht kein Bedarf für eine

Grobabstimmung im Rahmen des [SPM](#) mehr. Allfällige Perimeteränderungen aufgrund der Realisierung des Tourismusprojekts sollen im Rahmen einer Fortschreibung vorgenommen werden.

04.202 Schiessplatz Balm

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Unterschächen		Karten-Nr.: 106

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Balm wird sporadisch durch [WK](#)-Truppen für die Ausbildung an allen Infanteriewaffen genutzt.

04.203 Schiessplatz Chärschelen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Maderanertal-Fellital (1603)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Unterschächen		Karten-Nr.: 108

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chärschelen wird sporadisch durch [WK](#)-Truppen für Infanterieschiessen bis Stufe Gruppe belegt.

04.204 Schiessplatz Chäseren

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Unterschächen		Karten-Nr.: 106

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chäseren wird sporadisch durch [WK](#)-Truppen für Infanterieschiessen bis Stufe Zug belegt.

04.205 Schiessplatz Chalchtal

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.07. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Gadmen (BE), Göschenen, Wassen		Karten-Nr.: 114

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chalchtal wird für indirekt schiessende Waffensysteme genutzt. Er wird auch von [WK](#)-Truppen belegt, die im Mittelland Dienst leisten.

04.206 Schiessplatz Chlialp

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Auengebiet Altboden (353)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Gurtnellen, Wassen		Karten-Nr.: 114

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chlialp wird von [WK](#)-Truppen für Infanteriegefechtsschiessen bis Stufe Zug sowie für Minenwerferschiessen genutzt.

04.207 Schiessplatz Chli Sustli

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Wassen		Karten-Nr.: 114

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chli Sustli wird durch [WK](#)-Truppen der Infanterie belegt, in der Regel in Kombination mit den anderen Schiessplätzen im Meiental.

04.208 Schiessplatz Gamsboden

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.11. - 30.04.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Hospental		Karten-Nr.: 116

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Gamsboden ist nur bei geschlossener Passstrasse nutzbar. Er wird fast ausschliesslich durch das Kompetenzzentrum Gebirgsdienst der Armee.

04.209 Schiessplatz Goretzmettlen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Wassen		Karten-Nr.: 114

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Goretzmettlen wird sporadisch durch [WK](#)-Truppen für Infanteriegefechtsschiessen bis Stufe Zug belegt.

04.210 Schiessplatz Hinterfeld

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Wassen		Karten-Nr.: 114

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Hinterfeld erlaubt Infanterieschiessübungen auf Distanzen bis 150m.

04.211 Schiessplatz Hunds-Chopf

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 15.09. -15.04.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Vierwaldstättersee mit Kernwald, Bürgenstock, Rigi (1606)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Seelisberg		Karten-Nr.: 70

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Hunds-Chopf wird ausschliesslich durch die Genie [RS](#) vom Waffenplatz Bremgarten und die Motorbootkompanie im [WK](#) für die Schiessausbildung am Maschinengewehr genutzt.

04.212 Schiessplatz Jäntelboden

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Göschenen		Karten-Nr.: 116

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Jäntelboden kann als Stellungsraum für indirekt schiessende Waffensysteme und für Infanterieschiessen bis Stufe Gruppe genutzt werden. Er wird durch [WK](#)-Truppen belegt.

04.213 Schiessplatz Mätteli

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.11. - 30.04.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Hospental		Karten-Nr.: 116

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Mätteli wird sporadisch bei geschlossener Passstrasse durch das Kompetenzzentrum Gebirgsdienst der Armee in Kombination mit dem Schiessplatz Gamsboden genutzt.

04.214 Schiessplatz Piz Alv/Unteralp

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Andermatt		Karten-Nr.: 121

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Piz Alv/Unteralp wird als Stellungsraum für indirekt schiessende Waffensysteme und für Infanterieschiessen genutzt. Er wird nur noch ausnahmsweise belegt.

04.215 Schiessplatz Pizzo Centrale

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.07. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Andermatt		Karten-Nr.: 121

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Pizzo Centrale hat seine Möglichkeiten für indirekt schiessende Waffensysteme wegen einschneidender Auflagen in Zusammenhang mit der Internationalen Luftstrasse weitgehend verloren. Er wird nur noch in Ausnahmefällen durch [WK](#)-Truppen belegt.

04.216 Schiessplatz Pizzo Lucendro

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.07. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Realp		Karten-Nr.: 120

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Pizzo Lucendro dient für Infanterieschiessen bis Stufe Kompanie. Die Belegung ist durch die schlechte Zufahrtsstrasse und die lange Wintersperre eingeschränkt.

04.217 Schiessplatz Riental

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. - 31.08.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Jagdbanngebiet Fellital (7)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Göschenen		Karten-Nr.: 115

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Riental dient als Zielgebiet für Artillerieschiessen, wobei wegen der internationalen Luftstrasse Auflagen bestehen. Er wird in Ausnahmefällen durch [WK](#)-Truppen belegt.

04.218 Schiessplatz Ruosalp

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 6 - 10 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 31.08. 15.09. - 15.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Unterschächen		Karten-Nr.: 106

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Ruosalp wird im Verbund mit dem Schiessplatz Gwalpeten als Kompaniegefechtschiessplatz durch [WK](#)-Truppen genutzt.

04.219 Schiessplatz Schweig/Ebnen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Realp		Karten-Nr.: 120

Erläuterungen:

Auf dem Schiessplatz Schweig/Ebnen sind Einsatzübungen im scharfen Schuss mit Aufklärungsfahrzeugen und Schützenpanzer möglich. Er wird durch [WK](#)-Truppen belegt.

04.220 Schiessplatz Sunnsbiel

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Realp		Karten-Nr.: 120

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Sunnsbiel wird durch [WK](#)-Truppen der Infanterie und der mechanisierten Infanterie insbesondere für das Schiessen mit den Bordmaschinengewehren der Schützenpanzer genutzt. Bei Gefechtsübungen und -schiessen auf Stufe verstärktem Zug erfolgt die Nutzung im Verbund mit den anderen Schiessplätzen im Witenwasseren.

04.221 Schiessplatz Sunnsbiel/Zingelfurtflue

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.06. - 31.08. 01.10. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Sunnsbiel (2562)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Andermatt		Karten-Nr.: 121

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Sunnsbiel/Zingelfurtflue dient für Infanteriegefechtschiessen auf Stufe Gruppe auf Distanzen bis 150m. Er wird ausnahmsweise durch die Gebirgsspezialisten [RS](#) und [WK](#)-Truppen belegt.

04.41 Infrastrukturcenter Andermatt

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Andermatt	116

04.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
3103.410	Watingen	688530/172530	Jagdbanngebiet Fellital (7)	Wassen	116

Anhang I Objektblätter

05 Kanton Schwyz

05.201 Schiessplatz Altmatt - Rothenthurm

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 40 - 48 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Erlen (2899) Moorlandschaft Rothenthurm (1)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Einsiedeln, Rothenthurm		Karten-Nr.: 101

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Altmatt-Rothenthurm verfügt über verschiedene Trefferanzeigeanlagen, eine Häuserkampfanlage, eine 25m/50m/300m-Schiessanlage sowie ein Mehrzweckgebäude. Er wird hauptsächlich von den Aufklärerschulen für die [FGA](#) und die [VBA](#) 1 sowie von Aufklärungs- und Infanterietruppen für die [VBA](#) 2 genutzt. Ausserdem dient der Schiessplatz auch dem [LVb](#) Fliegerabwehr als Ausbildungsstandort für Rekrutenlehrgänge (Kurzdistanzanlagen, 300m-Schiessstand) sowie der Militärischen Sicherheit. Wegen dem 3-Startmodell der [RS](#) und einer Erhöhung der mechanisierten Aufklärungsformationen hat sich die militärische Belegung gegenüber früher intensiviert.

Für die militärische Nutzung in den Natur- und Landschaftsschutzgebieten nach [Artikel 4 VWS](#) besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#).

05.202 Schiessplatz Chäseren/Drüesberg

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.09. - 15.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Oberiberg		Karten-Nr.: 102

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chäseren/Drüesberg kann für Gefechtsschiessen bis Stufe Zug und bedingt auch für den Einsatz des Bordmaschinengewehrs des Aufklärungsfahrzeugs genutzt werden. Er wird in Ausnahmefällen von [WK](#)-Truppen belegt.

05.203 Schiessplatz Gwalpeten

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 12 - 16 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 31.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Muotathal		Karten-Nr.: 106

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Gwalpeten dient als Kompaniegefechtsschiessplatz für [WK](#)-Truppen der Infanterie. Er erlaubt auch den Einsatz von Minenwerfern und vom Bordmaschinengewehr des Aufklärungsfahrzeugs ab der Zufahrtsstrasse.

05.204 Schiessplatz Halsegg

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.09. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Bergsturzgebiet von Goldau (1607)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Sattel		Karten-Nr.: 69

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Halsegg wird in Ausnahmefällen von WK-Truppen für Infanterieschiessen bis Stufe Gruppe genutzt.

05.205 Übungsplatz Muotathal

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Muotathal		Karten-Nr.: 70

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Muotathal wird für die Ausbildung der Sanitätstruppen genutzt.

05.206 Schiessplatz Rickental

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.09. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Beim Bannholz (2345)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Einsiedeln		Karten-Nr.: 101

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Rickental wird für Kurzdistanzschossen mit Sturmgewehr und Pistole genutzt. Das Flachmoor ist von der militärischen Nutzung nicht tangiert.

05.207 Schiessplatz Seebodenalp

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 15.09.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Vierwaldstättersee mit Kernwald, Bürgenstock, Rigi (1606)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Küssnacht am Rigi		Karten-Nr.: 74

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Seebodenalp verfügt über Trefferanzeigeanlagen und dient als Infanterieschiessplatz bis Stufe Zug. Ab der Strasse kann auch mit dem Bordmaschinengewehr des Aufklärungsfahrzeugs geschossen werden. Der Schiessplatz wird von Schulen des [LVb](#) Übermittlung/Führungsunterstützung und durch [WK](#)-Truppen belegt.

05.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
3102.400	Sattel	690769/214776		Sattel	69

05.91 Ausbildungszentrum Militärische Sicherheit Seewen

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Seewen	70

Anhang I Objektblätter

06 Kanton Obwalden

06.21 Schiessplatz Chalchern/Sarnen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Sachseln		Karten-Nr.: 75

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Chalchern besteht aus einer Kurzdistanzanlage. Die Schiesszeiten sind vertraglich geregelt.

06.22 Schiessplatz Glaubenberg

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 12 - 16 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Flyschlandschaft Hagleren-Glaubenberg-Schlieren (1608) Hochmoore Chli Trogen (262), Gross Trogen (261), Gürmschwald (259), Marchmettlen (258), Ober Seewen (265), Rossalp (257), Rosswängenwald (297), Schwendi Kaltbad (268), Talhubel/Siterenmoos (256), Trogenwald (260), Unter Sewen (266), Unter Wasserfallen (298), Zwischen Glaubenberg und Schwand (267), Zwischen Schwand und Gürmschbach (299) Flachmoore Bärenboden (3423), Chli Trogen (3275), Glaubenberg/Hinter Rotbach (3274), Gürmschmoos (3424), Gürmschwald/Gugelwald (3427), Gugel (3426), Marchmettlen (3429), Münchenboden/Ochsenalp (3276), Ober Sewen (3272), Schwand (3262), Schwendi Kaltbad (3437), Sewen (3270), Trogenwald (3273), Unter Sewen (3271), Unter Wasserfallen (3420), Wasserfallenegg/Grön (3328) Moorlandschaften Glaubenberg (15), Klein Entlen (98) Amphibienlaichgebiete Gürmschmoos (LU 116), Sewenseeli (OW 167)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Entlebuch (LU), Flühli (LU), Giswil, Hasle (LU), Sachseln, Sarnen, Schüpheim (LU)		Karten-Nr.: 76

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Glaubenberg wird für Gefechtsschiessen mit Infanteriewaffen bis Stufe Kompanie genutzt. Im Gebiet Oberwasserfallen befindet sich zudem ein Schiessplatz für Flieger.

Für die militärische Nutzung in den Natur- und Landschaftsschutzgebieten nach [Artikel 4 VWS](#) besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#).

06.31 Militärflugplatz Alpnach

Hauptzweck: Propellerflugzeuge und Helikopter	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte BLN Vierwaldstättersee mit Kernwald, Bürgenstock, Rigi (1606) Flachmoor Städerried (1953) Amphibienlaichgebiet Schlierenrüti-Reservat Sarna (OW1) Auengebiet Städerried (100)		Grundeigentümer (Perimeter): Bund
Standortgemeinden: Alpnach Gemeinden mit Alpnach Lärmbelastung > 60dB(A): Gemeinden mit Alpnach, Kerns, Sarnen Hindernisbegrenzung:		Karten-Nr.: 75
Dokumentation: Fluglärmrechnung Prognose 2010 vom 16.9.2005 Hindernisbegrenzungskataster (April 2007)		Militärische Flugbewegungen gemäss Fluglärmrechnung Jet 4 Prop 1054 Heli 16700 Tot 17758

Erläuterungen:

Der Militärflugplatz Alpnach wird als Dienststelle von Emmen für die Helikopterausbildung genutzt.

Der Flugplatz wird durch die RUAG Aerospace unterhalb der Grenze zur [SIL](#)-Relevanz zivil mitbenutzt. Basis dafür ist eine Benützungsvereinbarung des [VBS](#) mit der damaligen Schweizerischen Unternehmung für Flugzeuge und Systeme aus dem Jahr 1998. Die 700 zivilen Helikopterflugbewegungen sind in der militärischen Fluglärmrechnung berücksichtigt.

06.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
2107.400	Alpnach	664750/199650		Alpnach	75

Anhang I Objektblätter

07 Kanton Nidwalden

07.11 Kantonaler Waffenplatz Wil b. Stans/Oberdorf

Hauptzweck: Kompetenzzentrum SWISSINT (friedensfördernde Auslandseinsätze der Schweizer Armee)	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Kanton
Betroffene Gemeinden: Oberdorf (NW)		Karten-Nr.: 73

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Wil b. Stans/Oberdorf ist Standort des Kompetenzzentrums [SWISSINT](#). Hier werden die Truppenkontingente für friedensfördernde Auslandseinsätze der Armee ausgebildet. Zudem finden auch Kurse für Militärbeobachter mit internationaler Beteiligung statt.

07.21 Übungsplatz Ennetmoos

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte
Betroffene Gemeinden: Ennetmoos		Karten-Nr.: 73

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Ennetmoos wird für Simulationsübungen mit der Panzerfaust genutzt.

07.22 Schiessplatz Gnappiried

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 36 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Vierwaldstättersee mit Kernwald, Bürgenstock, Rigi (1606) Hochmoor Grossriet/Gnappiried (107) Flachmoor Grossriet/Gnappiried (1957) Amphibienlaichgebiet Gnappiried (NW 59)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Stans		Karten-Nr.: 73

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Gnappiried verfügt über eine Kurzdistanzanlage und verschiedene Zieldarstellungsanlagen für Schiessen mit Infanteriewaffen. Er wird vorwiegend durch das auf dem Waffenplatz Wil b. Stans/Oberdorf stationierte Kompetenzzentrum [SWISSINT](#) und weitere in der Region stationierte Truppen genutzt. Daneben wird der Platz auch von der Militärischen Sicherheit und zivilen Polizeikorps belegt.

Für die militärische Nutzung in den Naturschutzgebieten besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) nach [Artikel 4 VWS](#).

07.23 Schiessplatz Steinbruch Obermatt

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 6 - 10 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. - 31.12.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Vierwaldstättersee mit Kernwald, Bürgenstock, Rigi (1606)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Ennetbürgen		Karten-Nr.: 74

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Steinbruch Obermatt wird ausschliesslich für die Ausbildung der Bootsschützen am 12,7 mm Maschinengewehr genutzt. Die Benützung ist vertraglich auf 3½ Tage im Herbst beschränkt.

07.31 Militärflugplatz Buochs

Hauptzweck: Sleeping Base (grundsätzlich keine militäraviatische Nutzung in normaler Lage)	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte -		Grundeigentümer (Perimeter): Bund, Dritte
Standortgemeinden: Buochs, Ennetbürgen, Stans Gemeinden mit Buochs, Ennetbürgen, Ennetmoos, Hindernisbegrenzung: Oberdorf (NW), Stans, Stansstad		Karten-Nr.: 73
Dokumentation: Hindernisbegrenzungskataster (April 2007)		Militärische Flugbewegungen

Erläuterungen:

Der Militärflugplatz Buochs verbleibt als «Sleeping Base» im Kernbestand. «Sleeping Base» bedeutet, dass der Flugplatz militäraviatisch grundsätzlich nur noch im Eventualfall, das heisst in einem Krisenfall in der ausserordentlichen Lage genutzt wird. Das [VBS](#) behält einen Teil der Infrastrukturen, unterhält diese jedoch nur noch minimal. Der Flugplatz soll für punktuelle Operationen mit Propellerflugzeugen (inkl. Aufklärungsdrohnensystem ADS) und Helikoptern innerhalb von 6 Monaten, für ein bis dreiwöchige Operationen ([WK](#)) mit Kampffjets, Propellerflugzeugen und Helikoptern innerhalb von 24 Monaten und als operationeller Luftwaffenstützpunkt für Jeteinsätze inklusive der Kaverne innert 36 Monaten reaktiviert werden können.

Sporadisch können in Zukunft noch Flüge mit Helikoptern und Propellerflugzeugen (inkl. ADS) stattfinden. Zudem sind vereinzelt Werkflüge mit militärischen Kampf- und Schulflugzeugen (Jets) möglich, die von der RUAG liquidiert und dazu in Buochs zwischengelagert werden.

Der Flugplatz wird seit 1946 zivil mitbenutzt. Zivile Flugplatzhalterin ist die Airport Buochs AG, Hauptnutzer ist die Pilatus Flugzeugwerke AG. Die zivile Mitbenutzung soll erweitert werden. Die dazu notwendigen Verfahren zur Anpassung des [SIL](#) und des Richtplans sowie das Genehmigungsverfahren für das Betriebsreglement werden miteinander koordiniert. In den nächsten Wochen soll die öffentliche Mitwirkung und Auflage zu all diesen Verfahren gleichzeitig gestartet werden. Aufgrund des engen Zusammenhangs wird die Mitwirkung zum Objektblatt [SPM](#) für den Militärflugplatz Buochs ebenfalls erst später zusammen mit dem zivilen Verfahren eröffnet.

Anhang I Objektblätter

08 Kanton Glarus

08.21 Schiessplatz Obererbs

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 24 - 30 Wochen	Belegungsperiode: 15.09. - 31.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Jagdbanngebiet Kärpf (12)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Elm		Karten-Nr.: 107

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Obererbs dient für Minenwerferschiessen. Er wird von Schulen des [LVb](#) Infanterie sowie von [WK](#)-Truppen genutzt.

08.22 Schiessplatz Saggberg

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: 15.03. - 30.06. 01.10. - 31.12.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Glarus		Karten-Nr.: 103

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Saggberg wird vorwiegend durch Infanterie- und Panzertruppen genutzt (teilweise im Verbund mit den Schiessplätzen Walenberg und Wichlen). Er verfügt über Stellungsräume für Radschützenpanzer und Aufklärungsfahrzeuge sowie fest eingebaute Trefferanzeigeanlagen.

08.23 Schiessplatz Walenberg

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Amphibienlaichgebiet Walenberg (GL 17)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Mollis		Karten-Nr.: 96

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Walenberg ist als Ausbildungsplatz für eine Kompanie geeignet. Er verfügt über ein Dienstgebäude mit Theorie- und Verpflegungsmöglichkeiten. Er wird sowohl von Truppen des Heeres als auch der Luftwaffe (Lehrgänge des [LVb](#) Führungsunterstützung der Luftwaffe) als Gefechtsschiessplatz genutzt.

08.24 Schiessplatz Wichlen

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 40 - 46 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Jagdbanngebiet Kärpf (12)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Elm, Linthal		Karten-Nr.: 107

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Wichlen wird vom [LVb](#) Panzer/Artillerie für die [VBA](#) der Panzertruppen genutzt (insbesondere Panzergrenadiere). Zudem kann das Gefecht der verbundenen Waffen mit der Artillerie geübt werden.

Anhang I Objektblätter

09 Kanton Zug

09.21 Übungsplatz Gubel

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Glaziallandschaft zwischen Lorzentobel und Sihl mit Höhrnenkette (1307)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Menzingen		Karten-Nr.: 69

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Gubel wird für die fachtechnische Ausbildung der Militärischen Sicherheit und Gefechtsübungen mit Simulatoren der Infanterie benutzt. Er dient zudem als Basis für Truppen im Einsatz «AMBA CENTRO» und in Kombination mit dem Schiessplatz Altmatt-Rothenthurm ([05.201](#)).

09.22 Schiessplatz Ramenegg

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.09. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Oberägeri		Karten-Nr.: 69

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Ramenegg wird als Gefechtsschiessplatz der Infanterie bis Stufe Gruppe genutzt. Wegen den sehr eingeschränkten Möglichkeiten wird er nur noch in Ausnahmefällen belegt.

09.23 Schiessplatz Schmalholz

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Baar		Karten-Nr.: 68

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Schmalholz besteht aus einer Kiesgrube, die als Gefechtsschiessplatz der Infanterie bis Stufe Gruppe genutzt wird. Er eignet sich insbesondere für die einsatzbezogene Ausbildung im Hinblick auf Bewachungsaufgaben.

09.24 Schiessplatz Sepliboden

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Steinhausen		Karten-Nr.: 68

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Sepliboden wird sporadisch für die einsatzbezogene Ausbildung im Bereich Bewachung genutzt. Es werden nur Sturmgewehr und Pistole eingesetzt.

09.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
2112.445	Frauental	674720/229826	BLN Reuss-landschaft (1305)	Cham	67

Anhang I Objektblätter / Annexe I Fiches de coordination

10 Canton de Fribourg / Kanton Freiburg

10.11 Place d'armes fédérale de Drogens

Utilisation principale: troupes de logistique (circulation et transport)	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: Confédération
Communes concernées: Siviriez		No de carte: 15

Explications:

La place d'armes de Drogens accueille les écoles de recrues et de cadres de la [FOAP](#) de la logistique. Elle accueille notamment l'instruction d'automobilistes et de soldats de la circulation.

10.12 Place d'armes cantonale de Fribourg / Kantonaler Waffenplatz Freiburg

Utilisation principale / Hauptzweck: Troupes de logistique (ra- vitalement et évacuation) / Logistiktruppen (Nachschub und Rückschub)	Durée d'occupation / Belegungsdauer: 50 semaines / 50 Wochen	Période d'occupation / Belegungsperiode: toute l'année / ganzjährig
Objets protégés nationaux touchés / Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Propriétaire / Grundeigentümer: canton de Fribourg / Kanton Freiburg
Communes concernées / Betroffene Gemeinden: Fribourg / Freiburg		No de carte / Karten-Nr.: 32

Explications / Erläuterungen:

La place d'armes de Fribourg accueille les écoles de recrues et de cadres de la [FOAP](#) de la logistique. Elle accueille l'instruction de recrues et de cadres du domaine du ravitaillement et de la reddition.

Der Waffenplatz Freiburg ist Standort von Rekruten- und Kaderschulen des [LVb](#) Logistik. Es werden Rekruten und Kader im Bereich Nachschub und Rückschub ausgebildet.

10.201 Place de tir Chésopelloz

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: Confédération
Communes concernées: Autafond, Belfaux, Chésopelloz		No de carte: 32

Explications:

La place de tir de Chésopelloz comprend une installation de tir à 25/50/100/300 m et offre des possibilités pour le tir de combat. Elle est principalement utilisée par les écoles et les cours stationnés sur la place d'armes de Fribourg.

10.202 Place de tir Les Cressets

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 40 à 46 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Grandvillard, Haut-Intyamont		No de carte: 17

Explications:

La place de tir Les Cressets offre des possibilités pour le tir avec des armes d'infanterie. Elle est principalement utilisée par les troupes stationnées sur la place d'exercice de Grandvillard.

10.203 Place de tir / Sea Survival Training Center Forel

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 15 à 20 semaines	Période d'occupation: 01.10. - 31.05.
Objets protégés d'importance nationale: IFP Rive sud du lac de Neuchâtel (1208) zone alluviale Les Grèves d'Estavayer-le-Lac-Chevroux (205) site marécageux Grande Cariçaie (516) site de reproduction de batraciens La Grève, Autavaux, Forel (FR 211)		Propriétaire: Confédération, canton (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Vernay		No de carte: 14

Explications:

La place de tir est utilisée pour effectuer des tirs avions (F/A-18 et F-5) sur des buts fixes ou des buts mobiles tractés par bateau, sur la base d'une convention avec les cantons de Fribourg, Neuchâtel et Vaud. La zone des buts se situe sur le lac et est une zone interdite à la navigation toute l'année. Une zone dangereuse définie est activée pendant les périodes de tir et est interdite d'accès. Elle se compose d'une zone située sur le lac et une autre sur terre. Les tirs avec armes d'infanterie sont interdits sur le domaine de la Confédération.

La place se compose d'un poste de commandement de tir situé sur la falaise, d'un poste de sauvetage et d'entretien ainsi que d'un débarcadère au bord du lac. Une place d'atterrissage pour hélicoptère y est aménagée.

La place de tir comprend également le Centre d'entraînement au Sea Survival (survie en mer) avec différentes infrastructures. Ce centre accueille depuis plus de dix ans l'entraînement de survie des pilotes d'avions à réaction dans la perspective des campagnes d'engagement à l'étranger. A l'avenir, les pilotes d'hélicoptères seront également instruits dans ce centre. Une étude réalisée sur les effets des vols d'exercice recommande différentes mesures d'optimisation. Une expertise de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (CFNP) considère que la modernisation des infrastructures, assortie de charges, est compatible avec les prescriptions de la protection du paysage. La coordination de détail correspondante sera réalisée dans le cadre d'une procédure d'approbation des plans.

10.204 Schiessplatz Geissalp

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 20 - 30 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig (nach Absprache)
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Boltigen (BE), Plaffeien		Karten-Nr.: 35

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Geissalp dient für die Schiessausbildung an Infanteriewaffen und verfügt über Trefferanzeigeanlagen, Schiesspodeste und ein Mehrzweckgebäude. Er wird von Rekruten- und Kaderschulen der Infanterie, aber auch für die [VBA](#) 2 der Infanterie und von Panzergrenadierformationen genutzt. Das 3-Startmodell führt deshalb gegenüber bisher zu einer Erhöhung der Belegungsdauer.

10.205 Place d'exercice Grandvillard (DCA)

Armes: pas d'utilisation de munitions de guerre	Durée d'occupation: 40 à 46 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: Confédération
Communes concernées: Grandvillard		No de carte: 17

Explications:

La place d'exercice de Grandvillard est utilisée par les écoles de recrues et de cadres de la [FOAP](#) de la défense contre avions pour des exercices de visée, pour l'instruction de base sur simulateurs ainsi que pour des exercices techniques dans le terrain.

10.206 Place de tir la Cua

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: zone alluviale La Sarine: Rossens-Hauterive (62) site de reproduction de batraciens Petite Sarine (FR220)		Propriétaire: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Arconciel, Hauterive (FR)		No de carte: 32

Explications:

La place de tir La Cua est principalement utilisée par les troupes stationnées sur la place d'armes de Fribourg pour l'instruction sur les grenades à main.

Les activités militaires dans les zones de protection de la nature et du paysage font l'objet d'un accord avec l'[OFEV](#) conformément à l'[art. 4 OPATE](#).

10.207 Place de tir Haute-Veveyse

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 6 à 12 semaines	Période d'occupation: 01.04. - 31.05. 01.10. - 30.11.
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Blonay (VD), Châtel-Saint-Denis, Montreux (VD)		No de carte: 16

Explications:

La place de tir Haute-Veveyse est utilisée par les écoles et troupes en [CR](#) de l'infanterie pour l'instruction de tir, pour le lancer de la grenade à main, le tir au lance-mines ainsi que pour l'emploi des explosifs.

10.208 Schiessplatz Jaun

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.04. - 31.12.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Breccaschlund (1514), Vanil Noir (1504)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Charmey, Jaun, Saanen (BE)		Karten-Nr.: 35

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Jaun dient [WK](#)-Truppen der Infanterie für die Schiessausbildung, das Handgranatenwerfen und den Sprengdienst.

10.209 Place d'exercice Moncor

Armes: pas d'utilisation de munitions de guerre	Durée d'occupation: 40 à 46 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: Confédération
Communes concernées: Givisiez		No de carte: 32

Explications:

La place d'exercice Moncor sert à l'instruction technique au combat des écoles et des cours stationnés sur la place d'armes de Fribourg.

10.210 Place de tir Montagne de Lussy

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: Confédération
Communes concernées: La Folliaz, Romont (FR)		No de carte: 15

Explications:

La place de tir Montagne de Lussy sert à l'instruction au tir avec les armes d'infanterie. Elle est utilisée par les troupes stationnées sur la place d'armes de Drogne. Par ailleurs, la [FOAP](#) de la défense contre avions occupe cette place de tir avec des écoles de recrues et de cadres pour l'instruction de base dans les techniques de protection et de surveillance. En outre, elle est utilisée par la Sécurité militaire pour l'instruction au tir.

10.211 Place de tir le Radzy

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 4 à 8 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Châtel-Saint-Denis		No de carte: 16

Explications:

La place de tir Le Radzy comprend une installations de tir à courte distance. Elle est utilisée par les troupes de l'infanterie en [CR](#) pour l'instruction de tir au fusil d'assault et au pistolet.

10.212 Schiessplatz Schiffenen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 40 - 46 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Amphibienlaichgebiete Saaneboden (FR 144), Stöckholz (FR 145)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Bösingen, Düringen, Kleinbösingen		Karten-Nr.: 30

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Schiffenen wird vorwiegend von den auf dem Waffenplatz Freiburg stationierten Schulen und Kursen für die Schiessausbildung am Sturmgewehr genutzt.

10.213 Schiessplatz Schwarzsee

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.04. - 31.05. 01.10. - 31.12.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Plaffeien		Karten-Nr.: 35

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Schwarzsee wird von den Panzertruppen (insbesondere Panzergrenadiertruppen) als Ausweichplatz während der [VBA](#) 1 und 2 für Gefechtsschiessen belegt.

10.214 Place de tir Semsales

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 4 à 8 semaines	Période d'occupation: 01.01. - 31.05. 01.10. - 31.12.
Objets protégés d'importance nationale: site marécageux Le Niremout (93)		Propriétaire: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Semsales		No de carte: 16

Explications:

La place de tir Semsales est utilisée par les troupes de l'infanterie en [CR](#) pour l'instruction de tir et pour le lancer de la grenade à main.

10.215 Place d'exercice Torny

Armes: pas d'utilisation de munitions de guerre	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaire: Confédération
Communes concernées: Torny		No de carte: 14

Explications:

La colline de Torny offre la meilleure couverture électromagnétique de la région sur toute la Suisse romande. C'est pourquoi les Forces aériennes y exploitent un poste de conduite avancé pour le système des drones d'exploration ADS-95 lorsque des engagements d'ADS-95 ont lieu en Suisse romande. En outre, l'emplacement est utilisé pour des activités de maintenance du radar TAFLIR et comme emplacement opérationnel par la troupe.

La [FOAP](#) de la défense contre avions stationnée à la caserne de Payerne occupe la place d'exercice pour des stages de formation pour l'instruction technique et tactique au système d'engins guidés [DCA](#) STINGER et au système radar ALERT. Par ailleurs, la place est utilisée par la FOAP de l'aviation pour l'instruction de base générale des recrues.

La Sécurité militaire utilise la place pour l'instruction à la protection des personnes.

10.216 Place de tir Vanil des Artses

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: district franc Dent de Lys (25)		Propriétaire: tiers (art. 134 LAAM)
Communes concernées: Haut-Intyamont		No de carte: 16

Explications:

La place de tir Vanil des Artses est utilisée par les troupes de l'infanterie en [CR](#) pour l'instruction de tir et pour le lancer de la grenade à main.

22.31 Aéroport militaire de Payerne

Utilisation principale: jets, avions à hélices et hélicoptères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires (périmètre): Confédération
Communes:	Bussy (FR), Grandcour, Morens (FR), Payerne, Rueyres-les-Prés (FR)	No de carte: 14
Communes avec exposition au bruit > 60 dB(A):	Bussy (FR), Corcelles-près-Payerne, Cugy (FR), Grandcour, Les Montets (FR), Lully (FR), Missy, Morens (FR), Payerne, Rueyres-les-Prés (FR), Sévaz (FR), Vallon (FR)	
Communes avec limitation d'obstacles:	Bussy (FR), Corcelles-près-Payerne, Cugy (FR), Grandcour, Les Montets (FR), Missy, Morens (FR), Payerne, Rueyres-les-Prés (FR), Vallon (FR)	
Documentation: Calcul du bruit des aéronefs du 21.9.2005 Cadastre de limitation d'obstacles (avril 2006)		Mouvements militaires selon calcul du bruit des aéronefs Jets 14050 A hélices 2400 Hélico 4700 Total 21150

Explications:

L'aéroport militaire de Payerne est la principale Base aérienne des Forces aériennes. Deux escadrilles d'aviation opérant des F/A-18 et une escadrille de transport aérien opérant des hélicoptères y sont stationnées en permanence ainsi que le centre de formation des pilotes F/A-18 avec notamment le simulateur de vol et le centre d'entraînement de vol pour pilotes F-5. Il accueille en outre des opérations régulières du Service de transport aérien de la Confédération et des vols VIP diplomatiques étrangers ainsi qu'un service de vol sporadique avec le système des drones d'exploration ADS-95.

Des vols de nuit avec jets de combat ont lieu du mois d'octobre au mois de mars, soit un soir par semaine. Des vols VIP diplomatiques et spéciaux pour les services de la Confédération ont régulièrement lieu en dehors de l'horaire officiel d'ouverture, y compris le samedi et le dimanche. La Base aérienne de Payerne est régulièrement engagée dans des missions de police aérienne selon l'ordonnance sur la sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien (OSS). En principe, ces missions peuvent avoir lieu selon les exigences définies par le gouvernement, en tout temps, de nuit comme de jour.

La Formation d'application aviation 31 utilise l'aéroport de Payerne pour l'Ecole de pilotes et la formation technique de base du personnel de milice des formations d'aviation au sol (y compris transport aérien et sûreté d'aéroport).

L'aérodrome militaire de Payerne est régulièrement utilisé par des Forces aériennes étrangères dans le cadre de campagnes communes avec des avions de combat.

La planification des besoins des Forces aériennes pour l'aérodrome de Payerne fixe un plafond de 13'900 mouvements jets de combat, auxquels s'ajoutent 150 mouvements de jets de transport. Le nombre de mouvements jets de combat se calcule sur la base du nombre de pilotes et des exigences d'entraînements (heures de vol) qu'ils doivent atteindre annuellement pour maintenir leur niveau opérationnel. La moyenne des mouvements effectués ces 10 dernières années (1997-2006), soit depuis l'introduction du F/A-18, s'élève à 11'600 mouvements. Il est à noter que le nombre de mouvements F/A-18 reste inchangé à 7'700 mouvements par rapport aux planifications du Plan sectoriel militaire du 28 février 2001.

La différence entre 13'900 et 11'600 mouvements s'explique par le fait que le déroulement de la formation des pilotes a subi une transformation et que les escadrilles stationnées à Payerne n'atteindront le nombre de pilotes fixés lors de l'introduction du F/A-18 que ces prochaines années.

Les isohypses de charge de bruit, qui résultent de la planification militaire pour 2010, dépassent les valeurs limites déterminantes et restreignent la marge de manoeuvre des communes avoisinantes au niveau de l'aménagement du territoire. Par contre leur influence sur le territoire diminue en comparaison avec celle des isohypses définies dans le Plan sectoriel militaire du 28 février 2001 (représentées en gris sur la carte) qui étaient jusqu'à maintenant valables pour l'aménagement du territoire.

Sur la base d'une convention entre le [DDPS](#) et la Communauté Régionale de la Broye (COREB), l'aérodrome militaire de Payerne est utilisé par l'aviation civile pour des vols d'affaires et de transport de marchandises liés à des activités économiques régionales. Une fiche de coordination PSIA (Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique) pour le projet d'ouverture de l'aérodrome militaire de Payerne à l'aviation civile fait objet d'une procédure d'information et de participation simultanée.

L'aérodrome accueille également le musée de l'aviation militaire à Payerne « Clin d'Ailes », construit et exploité par une fondation privée.

10.41 Centre d'infrastructure/centre logistique Grolley

Propriétaire	Communes concernées	No de carte
Confédération	Grolley	32

10.6 Points de franchissement / Übersetzstellen

No de module / Modul-Nr.	Nom / Name	Coordonnées / Koordinaten	Objets protégés d'importance nationale / Betroffene nationale Schutzobjekte	Communes concernées / Betroffene Gemeinden	No de carte / Karten-Nr.
1104.420	Brädelén	581555/178846	Auengebiet Ärgera: Plasselb-Marly (61)	Tentlingen	33
1104.430	Neuhof	572100/202086		Haut-Vully	28
1104.440	Sugiez	575353/201506		Bas-Vully	28

Anhang I Objektblätter

11 Kanton Solothurn

11.21 Schiessplatz Guldental

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 12 - 16 Wochen	Belegungsperiode: 15.08. - 30.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund, Dritte
Betroffene Gemeinden: Aedermannsdorf, Mümliswil-Ramiswil		Karten-Nr.: 47

Erläuterungen:

Auf dem Schiessplatz Guldental wird von verschiedenen Truppen für Gefechtsschiessübungen mit Infanteriewaffen genutzt. Der Platz verfügt über Trefferanzeigeanlagen und Handgranatenwurfanlagen.

11.22 Übungsplatz Hellchöpfli

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 20 - 24 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Matzendorf, Rumisberg (BE), Wolfisberg (BE)		Karten-Nr.: 47

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Hellchöpfli umfasst das Areal der ehemaligen Lenkwaffenstellung. Er dient als multifunktionale Ausbildungsanlage für Übermittlungstruppen, als Bewachungsobjekt für die Durchdienerschule und für die Hundeausbildung.

11.23 Übungsplatz Oristal

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Nuglar-St. Pantaleon		Karten-Nr.: 46

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Oristal dient als Ausbildungsanlage für die auf dem Waffenplatz Liestal stationierten Truppen. Er verfügt über eine Häuserkampfanlage sowie diverse Infrastrukturen.

11.24 Schiessplatz Schmidenmatt

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 20 - 24 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Weissenstein (1010)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Herbetswil		Karten-Nr.: 47

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Schmidenmatt wird für Gefechtsschiessübungen mit Infanteriewaffen genutzt.

11.25 Schiessplatz Spittelberg

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 36 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Belchen-Passwang-Gebiet (1012) Amphibienlaichgebiet Tümpel untere Erli (SO 65)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Hägendorf, Hauenstein-Ifenthal		Karten-Nr.: 49

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Spittelberg ermöglicht Gefechtsschiessen mit Infanteriewaffen. Er lässt als einer der wenigen Plätze im Mittelland auch das Schiessen mit dem 12,7mm-Maschinengewehr zu. Er umfasst verschiedene Trefferanzeigeanlagen sowie eine Ortskampfanlage. Er wird von verschiedenen Schulen und Kursen genutzt.

Mit der Belegung des Waffenplatzes Liestal durch eine [RS](#) stehen die entsprechenden Schiessplätze den Durchdienerschulen des [LVb](#) Infanterie, die auf dem Waffenplatz Aarau stationiert sind, nicht mehr zur Verfügung. Dies führt dazu, dass der Schiessplatz Spittelberg intensiver belegt wird.

11.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
2104.400	Boningen I	631870/239435		Boningen, Rothrist (AG)	49

2104.401	Boningen II	631910/239480		Boningen, Rothrist (AG)	49
2102.400	Flumenthal I	612932/231145		Flumenthal	47
2102.401	Flumenthal II	612932/231145		Flumenthal	47

Anhang I Objektblätter

12 Kanton Basel-Stadt

Keine Waffen-, Schiess-, Übungs- und Militärflugplätze

Anhang I Objektblätter

13 Kanton Basel-Landschaft

13.11 Kantonaler Waffenplatz Liestal

Hauptzweck: Infanterie	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Liestal		Karten-Nr.: 46

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Liestal wird zurzeit noch als Ausbildungsstandort der Führungsunterstützungs- und Übermittlungstruppen genutzt. Mit dem Stationierungskonzept der Armee wird der Waffenplatz jedoch wieder wie früher durch Truppen des [LVb](#) Infanterie belegt.

13.21 Schiessplatz Seltisberg

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Bubendorf, Seltisberg		Karten-Nr.: 46

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Seltisberg verfügt über umfangreiche Ausbildungsinfrastrukturen (Handgranatenstand, Kurzdistanzanlage, Häuserkampfanlage etc.). Er wird für Schiessen mit Infanteriewaffen genutzt und dient vorwiegend den auf dem Waffenplatz Liestal stationierten Schulen und Kursen der Infanterie.

13.22 Schiessplatz Sichertn

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Liestal		Karten-Nr.: 46

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Sichertn verfügt über verschiedene Infrastrukturen für die infanteristische Ausbildung (Kurzdistanzanlagen, 30/100/200/300m-Schiessanlage etc.). Er wird vorwiegend durch die auf dem Waffenplatz Liestal stationierten Schulen und Kurse der Infanterie belegt.

Die 300m-Schiessanlage wird auch von zivilen Schützenvereinen genutzt.

Anhang I Objektblätter

14 Kanton Schaffhausen

14.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
4202.420	Rüdlingen	685866/270200	BLN Untersee-Hochrhein (1411)	Flaach (ZH), Rüdlingen	81

Anhang I Objektblätter

15 Kanton Appenzell-Ausserrhoden

15.21 Schiessplatz Hintere Au

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 36 - 42 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Schwellbrunn		Karten-Nr.: 90

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Hintere Au eignet sich für die Ausbildung an den Infanteriewaffen. Er verfügt über eine Ortskampfanlage, Trefferanzeigeanlagen, eine Kurzdistanzanlage sowie ein Verpflegungsgebäude. Der Schiessplatz wird durch verschiedene Truppen belegt. Im Juli und August ist die Nutzung nur im Einvernehmen mit der Gemeinde zulässig.

15.22 Schiessplatz Urnäsch

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.09. – 31.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Burket Wald (891)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Urnäsch		Karten-Nr.: 91

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Urnäsch dient als Reserveschiessplatz.

Anhang I Objektblätter

16 Kanton Appenzell-Innerrhoden

Keine Waffen-, Schiess-, Übungs- und Militärflugplätze

Anhang I Objektblätter

17 Kanton St. Gallen

17.11 Eidgenössischer Waffenplatz Herisau - Gossau

Hauptzweck: – Infanterie – Berufsunteroffiziersschule der Armee (BUSA)	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -	Grundeigentümer: Bund	
Betroffene Gemeinden: Gaiserwald, Gossau (SG), Herisau (AR), St. Gallen	Karten-Nr.: 89	

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Herisau-Gossau wird vom LVb Infanterie für Rekrutenschulen in den Phasen [AGA](#) und [FGA](#) genutzt.

17.13 Eidgenössischer Waffenplatz Walenstadt

Hauptzweck: – Infanterie – Ausbildungszentrum Heer	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfirsten-Alvier (1613)	Grundeigentümer: Bund	
Betroffene Gemeinden: Flums, Quarten, Walenstadt	Karten-Nr.: 97	

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Walenstadt dient dem [LVb](#) Infanterie als Zentrum für verschiedene Kurse und Ausbildungslehrgänge. Er bildet zusammen mit dem Waffenplatz St. Luzisteig auch das Gefechtsausbildungszentrum Ost.

17.201 Schiessplatz Bernhardzell

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 46 - 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Häggenschwil, Waldkirch		Karten-Nr.: 89

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Bernhardzell verfügt über verschiedene Infrastrukturen für die Schiessausbildung mit Infanteriewaffen. Aufgrund seiner guten Infrastrukturen wird er durch verschiedenen [WK](#)-Truppen und namentlich auch durch die Militärische Sicherheit und Rettungstruppen intensiver als früher genutzt.

17.202 Schiessplatz Brögstein

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 12 - 16 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfirsten-Alvier (1613)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Wartau		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Brögstein dient für die Schiessausbildung mit Infanteriewaffen. Er wird unter anderem durch die Militärische Sicherheit belegt.

17.203 Schiessplatz Brunnadern

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 16 - 20 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Mogelsberg		Karten-Nr.: 90

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Brunnadern wird für die Sofortausbildung an den Infanteriewaffen genutzt.

17.204 Schiessplatz Fittlingen - Geren - Ritteren

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Nesslau-Krummenau		Karten-Nr.: 90

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Fittlingen - Geren - Ritteren wird vorwiegend im Verbund mit dem Schiessplatz Säntisalpen als Stellungsraum für Artillerie und Panzerminenwerfer sowie als Bereitschaftsraum genutzt.

17.205 Schiessplatz Ganterschwil

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Thurlandschaft Lichtensteig-Schwarzenbach (1414) Auengebiet Thur und Necker bei Lütisburg (19)		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Ganterschwil		Karten-Nr.: 88

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Ganterschwil wird für die Sofortausbildung an Infanteriewaffen genutzt.

17.206 Schiessplatz Herisau - Gossau

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Amphibienlaichgebiet Waffenplatz Breitfeld (SG 603)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Gaiserwald, Gossau (SG)		Karten-Nr.: 89

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Herisau - Gossau verfügt über eine vielfältige Infrastruktur (Trefferanzeigeanlagen, 25/50/300m-Schiessanlage, Häuserkampfanlage). Er wird vorwiegend von den auf dem Waffenplatz Herisau - Gossau stationierten Schulen und Kursen genutzt.

17.207 Übungsplatz Hohwand

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Sargans, Wartau		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Hohwand wird nur noch ausnahmsweise belegt.

17.208 Schiessplatz Kirchberg - Gähwil

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Hörnli-Bergland (Quellgebiet der Töss und der Murg) (1420)		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Kirchberg (SG)		Karten-Nr.: 87

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Kirchberg-Gähwil dient als Reserveplatz für Schiessen mit Infanteriewaffen.

17.209 Übungsplatz Linthebene

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 8 - 12 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Kaltbrunner Riet (1416), Zürcher Obersee (1406) Flachmoore Benkner-, Burger- und Kaltbrunner-Riet (198), Gastermatt (1833), Niederriet (1834), Rüschenzopf (1832), Vorder Benkner Riet (1830) Amphibienlaichgebiete Baggerseen im Staffelriet (SG 365), Kaltbrunnerriet (SG 374), Mösli (SG 367), Niederriet (GL2), Reumeren (SZ 60) ISOS Rotfarb, Grinau Kulturgut Gallusturm (846)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Benken (SG), Biltan (GL), Kaltbrunn, Reichenburg (SZ), Schänis, Schübelbach (SZ), Tuggen (SZ), Uznach		Karten-Nr.: 95

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Linthebene wird für Einsatzübungen mit Radschützenpanzer, Aufklärungsfahrzeugen und Panzerjägern genutzt. Es finden keine Artillerieschiessen mehr statt.

17.210 Schiessplatz Luggazun

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 16 - 20 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfürsten-Alvier (1613)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Wartau		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Luggazun umfasst eine Kurzdistanzanlage. Er wird unter anderem von der Militärischen Sicherheit für die allgemeine Schiessausbildung genutzt.

17.211 Schiessplatz Magletsch

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 20 - 26 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfürsten-Alvier (1613)		Grundeigentümer: Bund, Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Wartau		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Magletsch umfasst verschiedene Kurzdistanzanlagen. Er wird unter anderem von der Militärischen Sicherheit für die allgemeine Schiessausbildung genutzt.

17.212 Schiessplatz Mels

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 16 - 20 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Melser Hinterberg-Flumser Kleinberg (1615)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Mels		Karten-Nr.: 98

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Mels umfasst eine Kurzdistanzanlage sowie eine 300m-Anlage im Miteigentum des Bundes. Er wird unter anderem von der Militärischen Sicherheit für die allgemeine Schiessausbildung genutzt.

17.213 Schiessplatz Nesslau

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfirsten-Alvier (1613)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Nesslau-Krummenau		Karten-Nr.: 96

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Nesslau wird für die Ausbildung an Infanteriewaffen genutzt.

17.214 Schiessplatz Obertoggenburg Nord

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 16 - 20 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Säntisgebiet (1612) Flachmoor Gräppelen (1934) Moorlandschaft Gräppelen (387)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Alt St. Johann, Wildhaus		Karten-Nr.: 91/92

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Obertoggenburg Nord dient der Artillerie für die infanteristische Ausbildung im Rahmen der [VBA](#).

17.215 Schiessplatz Obertoggenburg Süd

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. - 15.05.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfirsten-Alvier (1613)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Alt St. Johann		Karten-Nr.: 97

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Obertoggenburg Süd dient der Artillerie für die Ausbildung im Rahmen der [VBA](#).

17.216 Schiessplatz Ricken - Cholloch

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 46 - 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Hörnli-Bergland (Quellgebiete der Töss und der Murg) (1420) Flachmoor Bodenwis (164)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: St. Gallenkappel, Wattwil		Karten-Nr.: 93

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Ricken-Cholloch dient als Ausbildungsplatz für Schiessen mit Infanteriewaffen. Aus einzelnen Stellungsräumen kann auch mit dem Bord-Maschinengewehr des Radschützenpanzers und des Aufklärungsfahrzeugs geschossen werden. Der Schiessplatz verfügt u. a. über eine Ortskampfanlage, Trefferanzeigeanlagen und eine Panzerabwehrzielbahn.

17.217 Übungsplatz Sabrens

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 12 - 16 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfirsten-Alvier (1613) Flachmoor Sabrens (570)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Wartau		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Sabrens dient für die Ausbildung im Verbund mit den benachbarten Schiessplätzen Brögstein, Luggazun und Magletsch.

17.218 Schiessplatz Säntisalpen

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 20 - 26 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Säntisgebiet (1612) Hochmoore Bilchenriet/Unterwald/Schiltmoos (141), Gruen/Neuhüttli (140), Hinterschluchen (585), Lütisalp (142), Moore auf dem Chräzerenpass (138) Flachmoore Gruen/Neuhüttli (939), Hinterschluchen (938), Moore im Trämelloch (913), Risipass (936) Moorlandschaft Schwägalp (62) Jagdbanngebiet Säntis (16)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Nesslau-Krummenau, Stein (SG)		Karten-Nr.: 91

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Säntisalpen wird durch die Artillerie für die [VBA](#) genutzt.

Für die militärische Nutzung in den Natur- und Landschaftsschutzgebieten nach [Artikel 4 VWS](#) ist ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) vorhanden.

17.219 Schiessplatz Schollberg 3

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 10 - 14 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfürsten-Alvier (1613)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Sargans		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Schollberg 3 umfasst eine Kurzdistanzschiesanlage. Er wird unter anderem von der Militärischen Sicherheit für die allgemeine Schiessausbildung genutzt.

17.220 Übungsplatz Tiergarten/Mels

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 16 - 20 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Melser Hinterberg – Flumser Kleinberg (1615)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Mels		Karten-Nr.: 98

Erläuterungen:

Der Übungsplatz wird unter anderem von der Militärischen Sicherheit für verschiedene Ausbildungen genutzt.

17.221 Schiessplatz Walenstadt

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Speer-Churfirsten-Alvier (1613) Flachmoor Steinacher (629)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Mels, Sargans, Walenstadt, Wartau		Karten-Nr.: 97/98/99

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Walenstadt umfasst den Schiessplatz Paschga neben dem Waffenplatz Walenstadt sowie verschiedene kleinere Schiessorte. Der Schiessplatz Paschga verfügt über verschiedene Trefferanzeigeanlagen, eine Ortskampfanlage, eine Kurzdistanzschissanlage sowie eine 25/50/300m-Schiessanlage. Er wird hauptsächlich von den auf dem Waffenplatz Walenstadt stattfindenden Kursen belegt. Daneben werden auch Schiess- und Truppenversuche durchgeführt.

Die 25/50/300m-Schiessanlage wird von zivilen Schützenvereinen mitbenutzt.

17.222 Schiessplatz Weisstannental

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 16 - 20 Wochen	Belegungsperiode: 01.04. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Jagdbanngebiet Graue Hörner (15)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Mels		Karten-Nr.: 104

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Weisstannental dient der Schiessausbildung mit Infanteriewaffen.

17.41 Infrastrukturcenter Mels

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Mels	98

17.51 Rekrutierungszentrum Mels

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Mels	98

17.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
4202.420	Weieren	725170/257889	Auengebiet Thurauen Wil-Weieren (18)	Uzwil, Zuzwil (SG)	88

Anhang I Objektblätter

18 Kanton Graubünden / Cantone dei Grigioni

18.11 Eidgenössischer Waffenplatz Chur

Hauptzweck: Infanterie	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Chur		Karten-Nr.: 105

Erläuterungen:

Der Waffenplatz wird hauptsächlich vom [LVb](#) Infanterie für die [VBA](#) von Schulen und Wiederholungskursen sowie für die [AGA](#) und [FGA](#) einer schweren Füsilierkompanie belegt. Weitere Belegungen erfolgen durch den LVb Panzer/Artillerie im Verbund mit dem Schiessplatz Hinterrhein.

18.12 Eidgenössischer Waffenplatz St. Luzisteig

Hauptzweck: – Infanterie – Ausbildungszentrum Heer	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Kulturgut Festung Luziensteig (584)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Fläsch, Maienfeld		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Waffenplatz St. Luzisteig wird vom [LVb](#) Infanterie durch verschiedene Schulen und Kurse belegt. Der Waffenplatz bildet zusammen mit dem Waffenplatz Walenstadt auch das Gefechtsausbildungszentrum Ost.

18.201 Schiessplatz Albula Alpen E

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 12 - 18 Wochen	Belegungsperiode: 01.5. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Kesch-Ducan-Gebiet (1905)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: La Punt-Chamues-ch		Karten-Nr.: 133

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Albula Alpen E dient dem [LVb](#) Fliegerabwehr für das Schiessen mit Fliegerabwehr-Kanonen auf Erdziele. Er wird zudem durch [WK](#)-Truppen mit indirekt schiessenden Waffensystemen genutzt.

18.202 Schiessplatz / Piazza di tiro Arlas

Waffen / Armi: leichte und schwere Waffen / armi leggere e pesanti	Belegungsdauer / Durata dell'occupazione: 12 - 16 Wochen / settimane	Belegungsperiode / Periodo di occupazione: ganzjährig / tutto l'anno
Betroffene nationale Schutzobjekte / Oggetti protetti di interesse nazionale: BLN / IFP Oberengadiner Seenlandschaft und Berninagruppe (1908)		Grundeigentümer / Proprietari fondiari: Dritte (Vertragsschiessplatz) / terzi (piazza di tiro contrattuale)
Betroffene Gemeinden / Comuni interessati: Pontresina, Poschiavo		Karten-Nr. / Numero della carta: 134

Erläuterungen / Spiegazioni:

Der Schiessplatz Arlas wird vom [LVb](#) Fliegerabwehr für das Schiessen mit Fliegerabwehr-Kanonen auf Erdziele genutzt.

La piazza di tiro Arlas è utilizzata dalla [FOA](#) [DCA](#) per tiri con cannoni DCA contro obiettivi di terra.

18.203 Schiessplatz / Piazza di tiro Bivio/Septimer/Julier

Waffen / Armi: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer / Durata dell'occupazione: 0 - 6 Wochen / settimane	Belegungsperiode / Periodo di occupazione: 01.06. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte / Oggetti protetti di interesse nazionale: Flachmoore / Paludi Alp Tgavretga (2135), Am Eva dal Sett (2141), Coulmens (2148), Mot Scalotta (2145) Moorlandschaft / zona palustre Val da Sett (263) Kulturgut Julierpass, zwei Säulen samt Umgebung und römischen Karrengeleisen (548) / Bene culturale dello Julierpass: due colonne con i dintorni e la strada romana (548)		Grundeigentümer / Proprietari fondiari: Dritte (Vertragsschiessplatz) / terzi (piazza di tiro contrattuale)
Betroffene Gemeinden / Comuni interessati: Avers, Bever, Bivio, Marmorera, Mulegns, Sils im Engadin/Segl, Silvaplana, Soglio, Stampa, Sur		Karten-Nr. / Numero della carta: 130

Erläuterungen / Spiegazioni:

Der Schiessplatz Bivio/Septimer/Julier wird ausnahmsweise und im Einklang mit den Auflagen des Natur- und Landschaftsschutzes durch [WK](#)-Truppen für Infanterieschiessen belegt.

La piazza di tiro Bivio/Septimer/Julier è occupata – in via eccezionale e conformemente ai vincoli di protezione dell'ambiente e del paesaggio – da truppe in corso di ripetizione per tiri di fanteria.

18.204 Schiessplatz Breil/Brigels

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 20 - 30 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Auengebiete Gletscher da Gavirolas (1006), Val Frisal (1301) Flachmoore Alp Dado Sura (1036), Cuolms da Breil (1030), Val Frisal (1039) Kulturgut Chaplutta S. Sievi cun conturn (1564)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Andiast, Breil/Brigels, Linthal (GL), Pigniu, Schlans, Trun, Waltensburg/Vuorz		Karten-Nr.: 110

Erläuterungen:

Der [LVb](#) Fliegerabwehr nutzt den Schiessplatz Brigels für Richtübungen, Repetitorien an Simulatoren, technische Übungen im Gelände und die allgemeine Grundausbildung in der Schutz- und Wachttechnik. Der Schiessplatz verfügt dazu auch über eine Kurzdistanzanlage.

Gegenüber dem [SWS](#) (14-24 Wochen) nimmt die Belegungsdauer zu. Der Grund dafür ist das 3-Startmodell der [RS](#), das zu einer Belegung mehr pro Jahr führt. Daneben nutzen alle Einheiten des LVb Fliegerabwehr während dem [WK](#) den Schiessplatz für Richtübungen mit Lenkwaffen.

18.205 Schiessplatz Crestawald

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 34 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Sufers		Karten-Nr.: 128

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Crestawald wird hauptsächlich vom [LVb](#) Panzer/Artillerie für die infanteristische Schiessausbildung im Rahmen der [VBA](#) im Verbund mit dem Schiessplatz Hinterrhein genutzt.

18.206 Schiessplatz Degen/Ganastga

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Degen, Vella, Vignogn		Karten-Nr.: 112

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Degen/Canastga wird in der Regel nur im Verbund mit dem Schiessplatz Mundaun/Sezner/Nova für Infanterieschiessen genutzt.

18.207 Schiessplatz Flüela

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 30.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Silvretta-Vereina (1910)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Davos		Karten-Nr.: 133

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Flüela dient [WK](#)-Truppen für Gefechtschiessen bis Stufe verstärkte Kompanie. Er wird auch vom [LVb](#) Fliegerabwehr für das Schiessen mit Fliegerabwehr-Kanonen auf Erdziele genutzt.

18.208 Schiessplatz Grialetsch

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Auengebiet Vadret da Grialetsch (1017)		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Susch		Karten-Nr.: 133

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Grialetsch dient für [WK](#)-Truppen als Ausweichplatz für indirekt schiessende Waffensysteme.

18.209 Piazza di tiro Grono

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 30 - 40 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Grono, Leggia		Numero della carta: 140

Spiegazioni:

La piazza di tiro Grono dispone di un impianto di tiro a corta distanza nonché di ulteriori infrastrutture. Serve a diverse scuole e a diversi corsi (segnatamente truppe sanitarie e granatieri) da piazza di tiro di combattimento per l'addestramento con munizioni da combattimento sino a livello di gruppo.

Rispetto al [Piano settoriale delle piazze d'armi e di tiro](#) (14-24 settimane), la durata dell'occupazione aumenta considerevolmente. Il motivo risiede in primo luogo nello stazionamento delle scuole dei sanitari sulla piazza d'armi di Airolo e nel passaggio al modello con 3 inizi di scuola reclute l'anno. Durante le occupazioni, le truppe sanitarie utilizzano tuttavia una parte considerevole della piazza di tiro per l'istruzione senza impiego di armi con munizione da combattimento, per esempio per l'istruzione ai container del posto di soccorso sanitario.

18.210 Schiessplatz Hinterrhein - Rheinwald / Piazza di tiro Hinterrhein - Rheinwald

Waffen / Armi: leichte und schwere Waffen / armi leggere e pesanti	Belegungsdauer / Durata dell'occupazione: 40 - 46 Wochen / settimane	Belegungsperiode / Periodo di occupazione: ganzjährig / tutto l'anno
Betroffene nationale Schutzobjekte / Oggetti protetti di interesse nazionale: BLN Quellgebiet des Hinterrheins und San Bernardino Passhöhe (1907) / IFP Sorgenti del Reno e Passo del San Bernardino (1907) Auengebiet / Zona golenale Paradiesgletscher (1061) Moorlandschaft / Zona palustre San Bernardino (53)		Grundeigentümer / Proprietari fondiari: Bund / Confederazione
Betroffene Gemeinden / Comuni interessati: Hinterrhein, Mesocco		Karten-Nr. / Numero della carta: 126

Erläuterungen / Spiegazioni:

Der Schiessplatz Hinterrhein - Rheinwald wird für die [VBA](#) der Panzertruppen und der mechanisierten Infanterie genutzt. Zudem kann das Gefecht der verbundenen Waffen mit der Artillerie geschult werden. Der Schiessplatz verfügt hierzu über zahlreiche Zieldarstellungsanlagen sowie weitere Ausbildungsinfrastrukturen.

La piazza di tiro Hinterrhein - Rheinwald è utilizzata per l'[IDR](#) delle truppe blindate e della fanteria meccanizzata. È inoltre atta all'addestramento del combattimento interarmi con artiglieria. La piazza di tiro dispone al riguardo di numerosi impianti per la rappresentazione dei bersagli nonché di ulteriori infrastrutture per l'istruzione.

18.211 Schiessplatz Maighels Gletscher

Waffen: schwere Waffen	Belegungsdauer: 10 - 15 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Moorlandschaft Maighels (315)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Tujetsch		Karten-Nr.: 121

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Maighels Gletscher dient für Artillerieschiessen. Er wird zivil durch die Rheinmetall Waffen und Munition Schweiz AG für Versuchsschiessen mitgenutzt.

18.212 Schiessplatz Medel - Val Rondadura

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 4 - 8 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Medel (Lucmagn)		Karten-Nr.: 117

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Medel-Val Rondadura dient als Schiessplatz der Artillerie.

18.213 Schiessplatz Morissen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Morissen		Karten-Nr.: 112

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Morissen eignet sich für Kurzdistanzschossen mit Sturmgewehr und Pistole. Er wird In Ausnahmefällen durch [WK](#)-Truppen belegt.

18.214 Schiessplatz Mundaun/Sezner/Nova

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Alp Nova (1062)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Lumbrein, Obersaxen, Vignogn		Karten-Nr.: 112

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Mundaun/Sezner/Nova dient als Kompanie-Gefechtsschiessplatz und bietet auch Möglichkeiten für Schiessen mit Minenwerfern und ab Aufklärungsfahrzeugen. Er wird durch [WK](#)-Truppen belegt.

18.215 Piazza di tiro Piz d'Emmat

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 01.05. - 15.06. 15.10. - 30.11.
Oggetti protetti di interesse nazionale: Zona palustre Val da Sett (263)		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Bivio		Numero della carta: 130

Spiegazioni:

La piazza di tiro Piz d'Emmat è utilizzata soltanto ancora in via eccezionale per tiri di fanteria o artiglieria.

18.216 Schiessplatz Piz Kesch

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Kesch-Ducan-Gebiet (1905)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: La Punt-Chamues-ch, Madulain, S-chanf, Zuoz		Karten-Nr.: 133

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Piz Kesch dient als Zielgebiet der Artillerie aus dem Gebiet Albula. Er wird nur noch ausnahmsweise durch [WK](#)-Truppen belegt.

18.217 Schiessplatz Piz Radönt

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.10. – 15.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Kesch-Ducan-Gebiet (1905)		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Susch		Karten-Nr.: 133

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Piz Radönt dient als Zielgebiet der Artillerie. Er wird nur noch ausnahmsweise durch [WK](#)-Truppen belegt.

18.218 Schiessplatz Prasūra

Waffen: Leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 31.05. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Art. 134 MG)
Betroffene Gemeinden: Sta. Maria Val Müstair		Karten-Nr.: 135

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Prasūra wird ausnahmsweise durch [WK](#)-Truppen für Schiessen mit Minenwerfern genutzt.

18.219 Schiessplatz Rossboden/Rheinsand

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Chur, Felsberg, Haldenstein		Karten-Nr.: 105

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Rosboden/Rheinsand ist die Kerninfrastruktur der auf dem Waffenplatz Chur stationierten [VBA](#) 1 und 2 des [LVb](#) Infanterie. Er ermöglicht mit seinen Zieldarstellungsanlagen und Bewegungsräumen die Schulung der verstärkten mechanisierten Infanteriekompanie im scharfen Schuss. Zusätzlich wird der Schiessplatz durch Truppen, die auf den Schiessplätzen Hinterrhein-Rheinwald und St. Luzisteig stationiert sind, sowie durch die Militärische Sicherheit genutzt.

Die Lärmimmissionen in Zusammenhang mit der VBA sind Gegenstand von Diskussionen mit den lokalen Behörden. Die Armee hat bereits Massnahmen getroffen. Nach heutigem Stand ist die Feinabstimmung diesbezüglich noch nicht abgeschlossen.

18.220 Schiessplatz San Bernardino / Piazza di tiro San Bernardino

Waffen / Armi: leichte und schwere Waffen / armi leggere e pesanti	Belegungsdauer / Durata dell'occupazione: 24 - 30 Wochen / settimane	Belegungsperiode / Periodo di occupazione: ganzjährig / tutto l'anno
Betroffene nationale Schutzobjekte / Oggetti protetti di interesse nazionale: BLN Quellgebiet des Hinterrheins und San Bernardino Passhöhe (1907) / IFP Sorgenti del Reno e Passo del San Bernardino (1907) Moorlandschaft / Zona palustre San Bernardino (53)		Grundeigentümer / Proprietari fondiari: Dritte (Vertragsschiessplatz) / terzi (piazza di tiro contrattuale)
Betroffene Gemeinden / Comuni interessati: Hinterrhein, Malvaglia (TI), Mesocco, Nufenen, Rossa		Karten-Nr. / Numero della carta: 126/127

Erläuterungen / Spiegazioni:

Der Schiessplatz San Bernardino dient den auf dem Schiessplatz Hinterrhein-Rheinwald stationierten Truppen für die [VBA](#). Er ermöglicht auch das Gefecht der verbundenen Waffen mit der Artillerie.

La piazza di tiro San Bernardino serve alle truppe stazionate sulla piazza di tiro Hinterrhein-Rheinwald per l'[IDR](#). È inoltre atta al combattimento interarmi con artiglieria.

18.221 Schiessplatz St. Luzisteig

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Fläsch		Karten-Nr.: 99

Erläuterungen:

Der Schiessplatz St. Luzisteig wird durch Schulen und Kurse der Infanterie im Rahmen der [VBA](#) genutzt. Er eignet sich für die Schulung der verstärkten Einheit und wird zudem von der Militärischen Sicherheit für die Schiessausbildung genutzt. Die Belegung erfolgt primär durch das auf dem Waffenplatz Walenstadt stationierte Ausbildungszentrum des Heeres.

18.222 Schiessplatz S-chanf

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 25 - 40 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Kesch-Ducan-Gebiet (1905) Auengebiete Vadret da Grialetsch (1017), Vadret da Porchabella (1252), Vadret Vallorgia (1013)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Bergün/Bravuogn, Davos, S-chanf, Susch, Zernez		Karten-Nr.: 133

Erläuterungen:

Die [RS](#) des [LVb](#) Fliegerabwehr belegt den Schiessplatz S-chanf während drei Verlegungen pro Jahr ([VBA](#) 1). Sie übt dort die Umsetzung der theoretischen Kenntnisse des taktisch-technischen Einsatzes und das scharfe Schiessen. Zudem festigt sie die Grundausbildungskenntnisse in der Schutz- und Wachtdiensttechnik.

18.223 Schiessplatz Suretta

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 30.06. 15.09. - 15.10.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Splügen		Karten-Nr.: 128

Erläuterungen:

Der Schiessplatz San Bernardino dient den auf dem Schiessplatz Hinterrhein-Rheinwald stationierten Truppen für die [VBA](#). Er ermöglicht auch das Gefecht der verbundenen Waffen mit der Artillerie.

18.224 Schiessplatz Val Cristallina

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 12 - 16 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 14.04.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Greina-Piz Medel (1913) Auengebiete Gletscher da Plattas (1246), Gletscher Davos la Buora (1405) Jagdbanngebiet Greina (84)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Medel (Lucmagn)		Karten-Nr.: 118

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Val Cristallina dient der armasuisse als Versuchsschiessplatz. Die vertragliche Nutzung lässt maximal 40 Schiesstage zu.

18.228 Schiessplatz Val Curtegn

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 15.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Riom-Parsonz		Karten-Nr.: 129

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Val Curtegn wird durch [WK](#)-Truppen als Infanterie-Gefechtsschiessplatz bis Stufe verstärkte Kompanie genutzt.

18.226 Piazza di tiro Val Fedoz

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.02. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Oberengadiner Seenlandschaft und Berninagruppe (1908) Zona golenale Vadrec del Forno (1046)		Proprietari fondiari: terzi (art. 134 LM)
Comuni interessati: Stampa, Vicosoprano		Numero della carta: 132

Spiegazioni:

La piazza di tiro Val Fedoz è utilizzata da truppe in corso di ripetizione come settore degli obiettivi per tiri con lanciamine.

18.227 Schiessplatz Val Giuv

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Jagdbanngebiet Fellital (7)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Tujetsch		Karten-Nr.: 115

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Val Giuv wird ausnahmsweise durch [WK](#)-Truppen als Infanterie-Gefechtsschiessplatz bis Stufe Zug genutzt.

18.228 Piazza di tiro Val Maroz

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Oberengadiner Seenlandschaft und Berninagruppe (1908)		Proprietari fondiari: terzi (art. 134 LM)
Comuni interessati: Bivio, Soglio, Stampa, Vicosoprano		Numero della carta: 131

Spiegazioni:

La piazza di tiro Val Maroz è utilizzata da truppe in corso di ripetizione – in via eccezionale – per tiri di fanteria e tiri con lanciamine.

18.229 Schiessplatz Val Nalps

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.06. - 15.07. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Tujetsch		Karten-Nr.: 117

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Val Nalps dient nur [WK](#)-Truppen als Zielraum für Minenwerferschiessen.

18.230 Schiessplatz Val Russein - Disentis

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.06. - 15.07. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Disentis/Mustér, Sumvitg		Karten-Nr.: 109

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Val Russein - Disentis dient der armasuisse als Zielraum für Versuchsschiessen.

18.231 Schiessplatz Val Susauna

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 14 - 20 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 30.05. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: S-chanf		Karten-Nr.: 133

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Val Susauna wird vom [LVb](#) Fliegerabwehr während der [VBA](#) der [RS](#) auf dem Schiessplatz S-chanf für Infanterie-Gefechtsschiessen im Bereich der Schutz- und Wachttechnik genutzt.

18.232 Schiessplatz Val Val/Giuv

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 01.05. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Val Val (1651)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Tujetsch		Karten-Nr.: 115

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Val Val/Giuv wird ausnahmsweise durch [WK](#)-Truppen für Infanteriegefechtsschiessen bis Stufe Zug genutzt.

18.233 Schiessplatz Vorderalp/Titschal

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.05. - 15.06. 01.10. - 15.11.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Flachmoor Rossbodensee (1699)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Obersaxen		Karten-Nr.: 111

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Voralp/Titschtal wird ausnahmsweise als Zielraum für indirekte Schiessen verwendet.

18.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
3203.410	Grüsch	767741/204815		Grüsch	<u>100</u>
3202.400	Landquart	763631/204521		Igis, Malans	<u>100</u>

Anhang I Objektblätter

19 Kanton Aargau

19.11 Kantonaler Waffenplatz Aarau

Hauptzweck: Infanterie	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Kanton
Betroffene Gemeinden: Aarau		Karten-Nr.: 62

Erläuterungen:

Auf dem Waffenplatz Aarau sind die Durchdienerschulen der Infanterie stationiert.

19.12 Eidgenössischer Waffenplatz Bremgarten

Hauptzweck: Genietruppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Reusslandschaft (1305) Auengebiete Tote Reuss- Alte Reuss (88), Rottenschwiler Moos (91) Amphibienlaichgebiete Chlosteräcker (AG 527), Dickhölzli (AG 201), Fohlenweid (AG 205), Eichholz (AG 134) Letzi (AG 208), Rottenschwiler Moos (AG 815), Schwand (AG 129), Tote Reuss (AG 206) Wasser- und Zugvogelreservat Reuss Bremgarten-Zufikon bis Brücke Rottenschwil (106)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Bremgarten (AG), Eggenwil, Fischbach-Göslikon, Hermetschwil-Staffeln, Niederwil (AG), Tägerig		Karten-Nr.: 64

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Bremgarten wird vom [LVb](#) Genie/Rettung für die Kaderschulen und die [VBA](#) der Genietruppen genutzt. Er verfügt dazu über entsprechende Ausbildungsareale.

Für die militärische Nutzung in den Natur- und Landschaftsschutzgebieten nach [Artikel 4 VWS](#) besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#).

19.13 Eidgenössischer Waffenplatz Brugg

Hauptzweck: Genietruppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Aareschlucht Brugg (1018), Wasserschloss (Zusammenfluss Aare/Reuss/Limmat) (1019) Auengebiet Wasserschloss Brugg-Stilli (37) Amphibienlaichgebiet Au Schachen (AG 149)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Brugg, Windisch		Karten-Nr.: 61

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Brugg wird vom [LVb](#) Genie/Rettung für die [RS](#) der Genietruppen und für die [VBA](#) genutzt.

Für die militärische Nutzung in den Natur- und Landschaftsschutzgebieten nach [Artikel 4 VWS](#) ist ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) vorhanden.

19.201 Übungsplatz Bettwil

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Bettwil		Karten-Nr.: 66

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Bettwil umfasst das Areal der ehemaligen Lenkwaffenstellung. Die Luftwaffe nutzt den Platz als Standort für ein vorgeschobenes Modul des Aufklärungsdrohnensystems ADS-95 inklusive Richtstrahlverbindung sowie für die Ausbildung der Fliegerabwehr-, Genie- und Rettungstruppen.

19.202 Übungsplatz Böttstein

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 10 -14 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertrag)
Betroffene Gemeinden: Böttstein		Karten-Nr.: 61

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Böttstein wird durch die Genietruppen genutzt und dient hauptsächlich der Grundausbildung der Pontoniere an der Schwimmbrücke (nur Ein- und Auswasserung). Auf den ursprünglich vorgesehenen Bau eines Lehrschwimmbeckens und weiterer Infrastrukturen ist verzichtet worden.

19.203 Schiessplatz Bremgarten

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Reusslandschaft (1305) Amphibienlaichgebiet Schwand (AG 129)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Bremgarten (AG)		Karten-Nr.: 64

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Bremgarten besteht aus Kurzdistanzanlagen sowie der 25/50/300m-Schiessanlage Stockweiher. Der Schiessplatz wird durch Schulen und Kurse der [LVb](#) Genie/Rettung sowie Logistik genutzt.

Die Schiessanlage Stockweiher wird durch zivile Schützenvereine mitbenutzt.

19.204 Schiessplatz Buchs

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Amphibienlaichgebiet Lostorf (AG 159)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Buchs (AG), Suhr		Karten-Nr.: 62

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Buchs besteht aus der 25/50/300m-Regionalschiessanlage "Im Lostorf" sowie einer Kurzdistanzanlage. Er wird vorwiegend von den auf dem Waffenplatz Aarau stationierten Schulen genutzt.

Die Regionalschiessanlage wird hauptsächlich zivil genutzt.

19.205 Schiessplatz Eichwald/Zeihen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Amphibienlaichgebiet Lochmatt (AG 925)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Zeihen		Karten-Nr.: 62

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Eichwald/Zeihen verfügt über Kurzdistanzanlagen und verschiedene Stellungsräume und Zieldarstellungsanlagen. Er wird vorwiegend durch die auf dem Waffenplätzen Brugg und Bremgarten stationierten Schulen und Kurse des [LVb](#) Genie/Rettung genutzt.

19.206 Übungsplatz Eiken

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 40 - 46 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Kanton)
Betroffene Gemeinden: Eiken		Karten-Nr.: 60

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Eiken umfasst eine Ortskampfanlage auf dem Areal des kantonalen Zivilschutzausbildungszentrums. Er dient unter anderem den auf dem Waffenplatz Aarau stationierten Schulen sowie der Militärischen Sicherheit für die Ausbildung im Objekt- und Personenschutz.

19.207 Schiessplatz Gehren

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Aargauer und östlicher Solothurner Faltenjura (1017)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Erlinsbach (AG), Küttigen		Karten-Nr.: 62

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Gehren verfügt über Kurzdistanzanlagen sowie verschiedene weitere Zieldarstellungsanlagen. Er wird hauptsächlich von den auf dem Waffenplatz Aarau stationierten Durchdienerschulen des [LVb](#) Infanterie genutzt.

19.208 Schiessplatz Krähtal/Riniken

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 36 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Riniken		Karten-Nr.: 61

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Krähtal/Riniken umfasst eine 25/50/300m-Schiessanlage, verschiedene Kurzdistanzanlagen sowie eine Wurfanlage für Handgranaten. wird vorwiegend durch die auf dem Waffenplatz Brugg stationierten Truppen des [LVb](#) Genie/Rettung genutzt. Die Schiessanlagen werden zivil mitbenützt.

19.209 Schiessplatz Linn/Leumli

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 30 - 36 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Linn, Zeihen		Karten-Nr.: 62

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Linn/Leumli umfasst unter anderem Kurzdistanzanlagen. Er wird vorwiegend durch die auf dem Waffenplatz Brugg stationierten Schulen und Kurse des [LVb](#) Genie/Rettung genutzt.

19.210 Übungsplatz Nesselbach

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: Amphibienlaichgebiet Chlosteracker (AG 527)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Niederwil (AG), Tägerig		Karten-Nr.: 64

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Nesselbach besteht aus einem Fahrschulgelände. Er wird durch den [LVb](#) Genie/Rettung für die Grundausbildung der Motorfahrer genutzt. Daneben führt die Fliegerabwehr-[RS](#) dreimal im Jahr die Fahrerausbildung mit RAPIER-Anhängern durch (Positionieren und Manövrieren im Gelände).

19.211 Übungsplatz Stäglerhau

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Mägenwil		Karten-Nr.: 63

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Stäglerhau dient der genietechnischen Ausbildung der Schulen und Kurse des [LvB](#) Genie/Rettung.

19.41 Infrastrukturcenter / Logistikcenter Othmarsingen

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Othmarsingen	63

19.51 Rekrutierungszentrum Windisch

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Dritte (Mietvertrag)	Windisch	61

19.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
2112.425	Anglikon/ARA	661386/246937		Dottikon	63
2104.410	Brittnau	639110/233795		Brittnau	50
2112.400	Brugg	658691/259726		Windisch	61
2112.420	Dottikon/Ems	661121/247422		Dottikon	63
2112.410	Eggenwil	667850/246300	BLN Reusslandschaft (1305); Amphibienlaichgebiet Folenweid (AG 2005)	Bremgarten (AG), Eggenwil	64
2112.405	Göslikon	666120/247500	BLN Reusslandschaft (1305); Auengebiet Tote Reuss-Alte Reuss (88)	Fischbach-Göslikon, Künten	64
2112.440	Obfelden	672880/235158	BLN Reusslandschaft (1305)	Merenschwand, Obfelden (ZH)	67

2112.430	Rottenschwil	670657/241367	BLN Reusslandschaft (1305); Wasser- und Zugvogelreservat Reuss: Bremgarten-Zufikon bis Brücke Rottenschwil (AG) (106)	Rottenschwil, Unterlunkhofen	64/67
2112.435	Werd	670848/239787	BLN Reusslandschaft (1305); Auengebiet Still Rüss-Rickenbach (18)	Rottenschwil	64/67
2112.415	Wildeggen	654542/252142		Mörliken-Wildeggen, Veltheim (AG)	63

Anhang I Objektblätter

20 Kanton Thurgau

20.11 Eidgenössischer Waffenplatz Frauenfeld

Hauptzweck: Führungsunterstützungs- und Übermittlungstruppen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Felben-Wellhausen, Frauenfeld, Herdern, Pfyn, Warth-Weiningen		Karten-Nr.: 83

Erläuterungen:

Der Waffenplatz Frauenfeld wird bisher für Schulen und Kurse der Artillerie genutzt. Die Ausbildung der Artillerie wird voraussichtlich ab 2008 auf dem Waffenplatz Bière und den verbleibenden Artillerieschiessplätzen konzentriert. Der Waffenplatz Frauenfeld wird danach dem [LVb](#) Übermittlung/Führungsunterstützung für die [VBA](#) und für Technische Lehrgänge zur Verfügung stehen. Die genaue Umsetzungsplanung erfolgt im Rahmen der Erarbeitung eines Nutzungskonzepts.

20.21 Schiessplatz Bernrain

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Kreuzlingen		Karten-Nr.: 85

Erläuterungen:

Der Schiessplatz wird unter anderem von der Militärischen Sicherheit für die allgemeine Schiessausbildung belegt.

20.22 Schiessplatz Frauenfeld

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 50 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Glaziallandschaft zwischen Thur und Rhein mit Nussbaumer Seen und Andelfinger Seenplatt (1403) Auengebiete Hau-Aeuli (8), Wyden bei Pfyn (9) Amphibienlaichgebiet Allmend (TG 127) Amphibienlaichgebiet Galgenholz (TG 122)		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Felben-Wellhausen, Frauenfeld, Herdern, Pfyn, Warth-Weinigen		Karten-Nr.: 83

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Frauenfeld besteht aus verschiedenen Kurzdistanzanlagen sowie Stellungsräumen und einem Zielgebiet für Artillerieschiessen. Der Schiessplatz wird zudem von der Militärischen Sicherheit für die allgemeine Schiessausbildung belegt. Die Konsequenzen aus dem Abzug der Artillerie vom Waffenplatz Frauenfeld werden im Rahmen der laufenden Erarbeitung eines Nutzungskonzepts eruiert.

Für die militärische Nutzung im Naturschutzgebiet nach [Artikel 4 VWS](#) besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#).

20.23 Schiessplatz Liebburgtobel

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 15-25 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Bottighofen		Karten-Nr.: 85

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Liebburgtobel umfasst verschiedene Kurzdistanzanlagen. Für die Nutzung steht ein Kontingent von 85 Tagen zur Verfügung. Dieses wird für [WK](#) und verschiedene Kurse unter anderem der Militärischen Sicherheit genutzt.

20.6 Übersetzstellen

Modul-Nr.	Name	Koordinaten	Betroffene nationale Schutzobjekte	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
4110.420	Amlikon	721787/270482		Amlikon-Bissegg, Märstetten	84
4211.440	Bürglen	728720/267600		Bürglen (TG)	84

4110.410	Frauenfeld/ARA	709451/269961		Frauenfeld	83
4110.400	Frauenfeld	709568/269645		Frauenfeld	83
4201.430	Istighofen	729426/266953		Bürglen (TG)	84
4201.400	Weinfelden	725799/268266		Bussnang, Weinfelden	84

20.91 Ausbildungszentrum Militärische Sicherheit Kreuzlingen

Grundeigentümer	Betroffene Gemeinden	Karten-Nr.
Bund	Kreuzlingen	85

Anhang I Objektblätter

21 Cantone del Ticino

21.11 Piazza d'armi federale di Airolo

Scopo principale: Truppe di logistica (sanità militare, circolazione e trasporto)	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Piora-Lucomagno-Dötra (1801) Zona golenale Albinasca (149)		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Airolo		Numero della carta: 121

Spiegazioni:

La piazza d'armi federale di Airolo è occupata per lo svolgimento di corsi di ripetizione e corsi di stato maggiore nonché dalla [FOA](#) della logistica per l'[IDR](#). La piazza d'armi è inoltre utilizzata dalla FOA dei blindati/dell'artiglieria per l'istruzione di base e l'istruzione di reparto dell'artiglieria di fortezza.

21.12 Piazza d'armi federale di Isonne

Scopo principale: Fanteria	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Bironico, Camignolo, Camorino, Capriasca, Isonne, Lugaggia, Medeglia, Pianezzo, Rivera		Numero della carta: 138

Spiegazioni:

La piazza d'armi federale di Isonne serve da base per tutte le scuole granatieri. Essa è inoltre occupata da truppe in corso di ripetizione.

21.14 Piazza d'armi federale del Monte Ceneri

Scopo principale: Truppe di logistica (sanità militare, circolazione e trasporto)	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: Palude Monte di Medeglia ovest (2508) Zona palustre Monti di Medeglia (326) Siti di riproduzione di anfibi Stagno Motto della Costa (TI 19)		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Bironico, Cadenazzo, Medeglia, Rivera		Numero della carta: 137

Spiegazioni:

La piazza d'armi federale del Monte Ceneri è utilizzata dalla [FOA](#) della logistica principalmente per le scuole e i corsi delle truppe sanitarie. Sarà inoltre la sede del comando granatieri.

21.201 Piazza di tiro Airolo

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Airolo		Numero della carta: 121

Spiegazioni:

La piazza di tiro Airolo dispone di impianti di tiro a corta distanza e di un impianto di tiro a 25/300 m. La piazza di tiro è utilizzata principalmente da scuole e da corsi stazionati sulla piazza d'armi federale di Airolo.

21.202 Piazza di tiro Alpe della Sella

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 15.06. 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Airolo		Numero della carta: 121

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe della Sella è utilizzata da truppe in corso di ripetizione per tiri di combattimento sino a livello di compagnia.

21.203 Piazza di tiro Alpe di Cruina

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Bedretto		Numero della carta: 119

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe di Cruina è utilizzata come settore degli obiettivi per tiri di artiglieria.

21.204 Piazza di tiro Alpe di Fortünei

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.05. 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Airolo		Numero della carta: 120

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe di Fortünei è utilizzata da truppe di fanteria in corso di ripetizione per tiri di combattimento sino a livello di compagnia.

21.205 Piazza di tiro Alpe Sta. Maria

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 01.09. - 31.05.
Oggetti protetti di interesse nazionale: Torbiera alta Gola di Lago (208) Palude Gola di Lago (2509) Sito di riproduzione di anfibi Gola di Lago (TI 199)		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Camignolo, Capriasca, Lugaggia, Medeglia		Numero della carta: 137/138

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe Sta. Maria serve da piazza di tiro di combattimento per il tiro sino a livello di sezione. È utilizzata da scuole granatieri e truppe in corso di ripetizione.

Per l'utilizzazione militare della riserva naturale ai sensi dell'[articolo 4 OPAT](#) sussiste un accordo con l'[UFAM](#).

21.206 Piazza di tiro Alpe Valleggia

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Bedretto	Numero della carta: 120	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe di Valleggia è utilizzata come settore degli obiettivi per tiri di artiglieria.

21.207 Piazza di tiro Alpe Valletta

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 01.01. - 15.05. 01.07. - 31.08. 15.09. - 31.12.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Sant' Antonio	Numero della carta: 139	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe Valletta serve a truppe in corso di ripetizione per tiri di combattimento sino a livello di sezione. È inoltre utilizzata dalla Sicurezza militare per l'istruzione generale al tiro e l'istruzione alla granata a mano.

21.208 Piazza di tiro Alpe Vinei e Rosso

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 15.06. 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Airolo, Bedretto	Numero della carta: 120	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe Vinei e Rosso è utilizzata in via eccezionale da truppe in corso di ripetizione per tiri di combattimento di fanteria.

21.209 Piazza di tiro Alpe Zalto

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.09. - 15.05.
Oggetti protetti di interesse nazionale: Torbiera alta Gola di Lago (208) Sito di riproduzione di anfibi Gola di Lago (TI 199)	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Camignolo, Capriasca, Lugaggia, Medeglia	Numero della carta: 138	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe Zalto è utilizzata da scuole granatieri e truppe in corso di ripetizione per tiri di combattimento sino a livello di gruppo rinforzato.

Per l'utilizzazione militare della riserva naturale ai sensi dell'[articolo 4 OPAT](#) sussiste un accordo con l'[UFAM](#).

21.210 Piazza d'esercizio Ambri

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Quinto	Numero della carta: 122	

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Ambri serve soprattutto a scuole sanitari durante l'[IDR](#). Essa è inoltre utilizzata dalla Sicurezza militare per l'istruzione alla protezione degli oggetti nonché per i corsi di istruzione continua degli autisti.

21.211 Piazza d'esercizio Biasca

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Biasca		Numero della carta: 125

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Biasca serve all'addestramento a comportamenti standard sino a livello di compagnia. È utilizzata da truppe di diverse Armi in corso di ripetizione.

21.212 Piazza d'esercizio Camignolo

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Camignolo		Numero della carta: 137

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Camignolo è utilizzata sporadicamente da scuole sanitari della [FOA](#) della logistica.

21.213 Piazza d'esercizio Faido

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Faido		Numero della carta: 123

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Faido è utilizzata in via eccezionale da scuole sanitari della [FOA](#) della logistica.

21.214 Piazza di tiro Fieud

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 15.06. 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Airolo		Numero della carta: 120

Spiegazioni:

La piazza di tiro Alpe di Fieud è utilizzata sporadicamente da truppe in corso di ripetizione per il tiro formale e per tiri di combattimento sino a livello di gruppo.

21.215 Piazza di tiro Fontana

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: Zona golenale Geròra (148)		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Airolo		Numero della carta: 120

Spiegazioni:

La piazza di tiro Fontana è una piazza di tiro di combattimento ampliata per il tiro di combattimento sino a livello di sezione rinforzata. Dispone di bersagli su binari per il tiro anticarro per tutte le armi di fanteria e di distanze di tiro sino a 300 m come pure di tre box di tiro a corta distanza per distanze di tiro sino a 50 m. È utilizzata da truppe stazionate sulla piazza d'armi federale di Airolo nonché dalla Sicurezza militare.

Per l'utilizzazione militare della riserva naturale ai sensi dell'[articolo 4 OPAT](#) sussiste un accordo con l'[UFAM](#).

21.216 Piazza di tiro Garzonera

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 14 - 18 settimane	Periodo di occupazione: 01.01. - 15.05. 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Quinto	Numero della carta: 122	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Garzonera è utilizzata come piazza di tiro dell'artiglieria.

21.217 Piazza d'esercizio Giornico

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 20 - 25 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Giornico	Numero della carta: 125	

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Giornico serve soprattutto a scuole dei sanitari per l'allestimento dei container del posto di soccorso sanitario.

21.218 Piazza d'esercizio Golena al Ticino

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Delta del Ticino e della Verzasca (1802) Zona golenale Bolle di Magadino (169) Zona palustre Piano di Magadino (260) Siti di riproduzione di anfibi Bolle di Magadino (TI 152) Riserva di uccelli acquatici e migratori Bolle di Magadino (119)	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Locarno	Numero della carta: 137	

Spiegazioni:

Nel quadro di esercizi di combattimento, la piazza d'esercizio Golena al Ticino è utilizzata sporadicamente da scuole delle Forze aeree. Non è assegnata a truppe in corso di ripetizione.

21.219 Piazza di tiro Isona

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Isona, Ponte Capriasca		Numero della carta: 138

Spiegazioni:

La piazza di tiro Isona dispone di diversi impianti per la rappresentazione dei bersagli, di un impianto per il combattimento di località nonché di impianti di tiro a corta distanza. È occupata per l'istruzione di base a tutti i sistemi d'arma delle scuole granatieri stazionate sulla piazza d'armi federale di Isona. È inoltre utilizzata da truppe in corso di ripetizione e dalla Sicurezza militare per esercitazioni di protezione delle persone e degli oggetti.

21.220 Piazza di tiro Losone

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 16 - 20 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Ponte Brolla-Losone (1806) Siti di riproduzione di anfibi Barbescio-Bolletina Lunga (TI 153), Piano di Arbigo (TI 158) Paludi Barbescio (2330), Stagno Piano di Arbigo 2 (2331), Piano di Arbigo 5 (3727)		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Losone		Numero della carta: 136

Spiegazioni:

La piazza di tiro Losone dispone di diversi impianti di tiro a corta distanza per distanze di tiro sino a 50 m. È utilizzata per esercizi di combattimento e per tiri di combattimento sino a livello di gruppo e di sezione.

21.221 Piazza di tiro Lucomagno

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 01.01. - 15.05. 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Piora-Lucomagno-Dötra (1801) Zona palustre Lucomagno/Dätra (189)		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Blenio		Numero della carta: 123

Spiegazioni:

La piazza di tiro Lucomagno è utilizzata per tiri di combattimento sino a livello di compagnia rinforzata e per l'artiglieria.

21.222 Piazza d'esercizio Lugano

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: Confederazione
Comuni interessati: Lugano		Numero della carta: 141

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Lugano è utilizzata sporadicamente da truppe di logistica.

21.223 Piazza di tiro Maniò di sopra

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Bedretto		Numero della carta: 119

Spiegazioni:

La piazza di tiro Maniò di Sopra è utilizzata come settore degli obiettivi per tiri di artiglieria e raramente per tiri di fanteria.

21.224 Piazza d'esercizio Mendrisio

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Mendrisio	Numero della carta: 142	

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Mendrisio è utilizzata sporadicamente da truppe di logistica.

21.225 Piazza di tiro Monte Bar

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Capriasca, Lugaggia	Numero della carta: 138	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Monte Bar è utilizzata come settore degli obiettivi per tiri di truppe di artiglieria del settore della piazza d'armi federale di Isona.

21.226 Piazza di tiro Monte Ceneri

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Riviera	Numero della carta: 137	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Monte Ceneri è utilizzata come piazza di tiro di combattimento per il tiro sino a livello di gruppo. Dispone di diversi impianti di tiro a corta distanza per il tiro con il fucile d'assalto e la pistola nonché di un impianto di tiro a 25/50/300 m. È utilizzata principalmente da scuole e corsi di truppe di logistica stazionati sulla piazza d'armi federale del Monte Ceneri. È inoltre occupata dalla Sicurezza militare e da truppe in corso di ripetizione.

21.227 Piazza di tiro Ovi di Sorescia

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.05. 15.09. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Airolo	Numero della carta: 121	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Ovi di Sorescia serve a truppe di fanteria in corso di ripetizione per tiri di combattimento sino a livello di sezione.

21.228 Piazza di tiro Passo della Novena

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Bedretto	Numero della carta: 119	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Passo della Novena è utilizzata sporadicamente da truppe di artiglieria e fanteria in corso di ripetizione per tiri di combattimento a livello di gruppo con impiego di granate a mano.

21.229 Piazza di tiro Pizzo Nero

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Bedretto	Numero della carta: 119	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Pizzo Nero è utilizzata sporadicamente da truppe in corso di ripetizione per tiri di combattimento sino a livello di compagnia.

21.230 Piazza d'esercizio Pollegio

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 20 - 25 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Pollegio	Numero della carta: 125	

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Pollegio serve soprattutto a scuole dei sanitari per l'allestimento dei container del posto di soccorso sanitario.

21.231 Piazza di tiro Predelp

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Mairengo	Numero della carta: 123	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Predelp è utilizzabile per tiri di combattimento formali di fanteria sino a livello di gruppo.

21.232 Piazza d'esercizio Saleggina

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 18 - 22 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Bellinzona, Giubiasco	Numero della carta: 138	

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Saleggina serve all'addestramento a comportamenti standard sino a livello di compagnia. È occupata da truppe di salvataggio, da ulteriori Armi e dalla Sicurezza militare.

21.233 Piazza d'esercizio Stalvedro

Armi: nessun impiego di armi con munizioni da combattimento	Durata dell'occupazione: 4-8 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: Confederazione	
Comuni interessati: Airolo	Numero della carta: 121/122	

Spiegazioni:

La piazza d'esercizio Stalvedro serve da piazza d'istruzione degli specialisti di montagna. È utilizzata anche dalla Sicurezza militare.

21.234 Piazza di tiro Val di Campo

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.09. - 31.05.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Blenio	Numero della carta: 118	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Val di Campo è utilizzata sporadicamente da truppe in corso di ripetizione per tiri di combattimento sino a livello di sezione rinforzata.

21.235 Piazza di tiro Valle della Prosa

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Bedretto	Numero della carta: 119	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Valle della Prosa è utilizzata come settore degli obiettivi per tiri di artiglieria.

21.236 Piazza di tiro Val Piana/Cavagnolo

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Bedretto	Numero della carta: 120	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Val Piana/Cavagnolo è utilizzata come settore degli obiettivi per tiri di artiglieria.

21.237 Piazza di tiro Val Ruinò

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.10. - 15.06.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Airolo	Numero della carta: 120	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Val Ruinò è utilizzata come settore degli obiettivi per tiri di artiglieria.

21.238 Piazza di tiro Valletta S. Gottardo

Armi: armi leggere	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.10.
Oggetti protetti di interesse nazionale: -	Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)	
Comuni interessati: Airolo	Numero della carta: 120	

Spiegazioni:

La piazza di tiro Valletta S. Gottardo serve da piazza di tiro di combattimento per il tiro sino a livello di compagnia. In caso di chiusura della strada del passo è possibile l'impiego di veicoli blindati con munizioni da combattimento.

21.239 Piazza di tiro Val Torta - Posmeda

Armi: armi leggere e pesanti	Durata dell'occupazione: 0 - 6 settimane	Periodo di occupazione: 15.04. - 31.12.
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Piora-Lucomagno-Dötra (1801)		Proprietari fondiari: terzi (piazza di tiro contrattuale)
Comuni interessati: Airolo		Numero della carta: 121

Spiegazioni:

La piazza di tiro Val Torta - Posmeda è utilizzata per tiri di combattimento sino a livello di sezione.

21.31 Aerodromo militare Locarno

Scopo militare principale: Aerei ad elica e elicotteri	Durata dell'occupazione: 50 settimane	Periodo di occupazione: tutto l'anno
Oggetti protetti di interesse nazionale: IFP Delta del Ticino e della Verzasca (1802) Palude Bograsso/Bolette (2299) Zona palustre Piano di Magadino (TI 260) Sito di riproduzione di anfibi Bolle di Magadino (TI 152) Riserva di uccelli acquatici e migratori Bolle di Magadino (119)		Proprietari fondiari: Confederazione, Cantone
Comune di posizione: Locarno Comune con esposizione al rumore > 60 dB(A): Locarno Comune con limitazione degli ostacoli: Locarno		Numero della carta: 137
Documentazione: Catasto del rumore prognosi per l'anno 2010 del settembre 2005 Catasto di limitazione degli ostacoli del 28.8.1998		Movimenti di volo militari conformemente al calcolo dell'inquinamento fonico: jet - elica 6700 eli 2000 tot 8700

Spiegazioni:

L'aerodromo militare Locarno serve alle Forze aeree per l'istruzione di base dei piloti e funge da base per le scuole e i corsi degli esploratori paracadutisti. È inoltre la sede di un modulo di retrovia del sistema di ricognitori telecomandati ADS-95, collegamenti a fasci hertziani compresi. È infine utilizzato dalla Sicurezza militare per l'addestramento dei cani.

Locarno è oggetto di una cointerizzazione civile in qualità di aeroporto regionale. L'entità dell'utilizzazione civile supera di gran lunga l'entità dell'utilizzazione militare. Nel quadro del [PSIA](#) è in

corso un processo di coordinamento che ha per oggetto l'utilizzazione dell'aeroporto regionale. Per il momento sulla carta è perciò rappresentato soltanto l'inquinamento fonico risultante dall'utilizzazione militare.

21.41 Centro Logistico Monte Ceneri

Proprietari fondiari:	Comuni interessati:	Numero della carta:
Confederazione	Rivera	137

21.51 Centro di reclutamento Monte Ceneri

Proprietari fondiari:	Comuni interessati:	Numero della carta:
Confederazione	Rivera	137

21.6 Posti di attraversamento

Numero del modulo	Nome	Coordinate	Oggetti protetti di interesse nazionale	Comuni interessati	Numero della carta
3105.410	Bodio I	713275/137175		Bodio, Personico	125
3105.420	Bodio II	712800/137450		Bodio, Personico	125
3107.400	Cadepezzo (Quartino)	712450/113050	Zona palustre Piano di Magadino (260)	Locarno	137
3107.410	Cadepezzo	720050/114950	Zona palustre Piano di Magadino (260)	Locarno	137
3106.410	Dongio	716071/144556	IFP Paesaggio fluviale e antropico della Valle del Sole (Blenio) (1814); Zona golenale Brenno di Blenio (151)	Acquarossa	125
3106.400	Loderio	719060/138586		Biasca, Malvaglia	125
3106.430	Olivone	715220/152800	IFP Paesaggio fluviale e antropico della Valle del Sole (Blenio) (1814)	Blenio	124
3106.420	Torre	715650/148230		Acquarossa	125

Annexe I Fiches de coordination

22 Canton de Vaud

22.11 Place d'armes fédérale de Bière

Utilisation principale: – artillerie – infanterie	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -	Propriétaires: Confédération	
Communes concernées: Ballens, Berolle, Bière, Gimel, Montherod, Montricher, Saubraz	No de carte: 5	

Explications:

La place d'armes de Bière accueille actuellement le centre d'instruction de l'artillerie Ouest. Dès 2008, toute l'instruction de base et en formation des écoles de l'artillerie sera concentrée à Bière. La place d'armes de Bière est également utilisée par la [FOAP](#) de l'infanterie pour l'[IBG](#) et l'[IBF](#) d'une école de recrues de l'infanterie mécanisée.

22.12 Place d'armes fédérale de Chamblon

Utilisation principale: infanterie	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: site de reproduction de batraciens Les Echelettes, La Lèchère (VD 352)	Propriétaires: Confédération	
Communes concernées: Chamblon, Montagny-près-Yverdon, Suscévaz, Treykovagnes, Villars-sous-Champvent	No de carte: 8	

Explications:

La place d'armes de Chamblon est utilisée par la [FOAP](#) de l'infanterie pour l'[IFO](#) des [ER](#) ainsi que pour les écoles de cadres.

22.13 Place d'armes fédérale de Moudon

Utilisation principale: troupes de logistique (sanitaires)	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -	Propriétaires: Confédération	
Communes concernées: Moudon, Rossenges, Syens	No de carte: 11	

Explications:

La place d'armes de Moudon est utilisée par la [FOAP](#) de la logistique pour les écoles de recrues et de cadres des troupes sanitaires.

22.14 Place d'armes fédérale de Payerne

Utilisation principale: – troupes de l'aviation – troupes de la défense contre avions	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -	Propriétaires: Confédération, tiers	
Communes concernées: Payerne, Les Montets (FR)	No de carte: 14	

Explications:

La place d'armes de Payerne est utilisée principalement par la [FOAP](#) de l'aviation (centre de formation pour les troupes d'aviation au sol) et par la FOAP de la défense contre avions (centre de formation STINGER pour les [ER](#), [ESO](#) et [EO DCA](#)). Elle se compose principalement de la caserne d'aviation, de la caserne DCA et de la piste d'exercice de Vesin (conduite tout terrain pour véhicules légers et camions). Une partie de l'infrastructure technique nécessaire à l'instruction se situe sur l'aérodrome de Payerne (voir chapitre 22.31).

22.201 Place de tir Les Amburnex

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 4 à 8 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Vallée de Joux et Haut-Jura vaudois (1022)	Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)	
Communes concernées: Le Chenit	No de carte: 4	

Explications:

La place de tir Les Amburnex est utilisée par les écoles stationnées sur la place d'armes de Bière ainsi que par les troupes de l'infanterie et de l'artillerie en [CR](#) pour l'instruction au tir d'infanterie.

22.202 Place de tir Bière

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Ballens, Berolle, Bière, Gimel, Montherod, Montricher, Saubraz		No de carte: 5

Explications:

Der Place de tir Bière avec ses emplacements de positions et sa zone des buts est utilisée pour des tirs d'artillerie lors de l'instruction de base et en formation. La zone des buts, les places de tir de combat, les installations de tir à courte distance et les stands de tir à 50/300 m sont utilisés intensivement par l'artillerie comme par l'infanterie mécanisée.

L'installation de tir à 50/300 m est également utilisée par les sociétés de tir civiles.

22.203 Place de tir Le Brassus

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Vallée de Joux et Haut-Jura vaudois (1022) haut-marais La Thomassette (32) bas-marais La Thomassette (503)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Le Chenit		No de carte: 4

Explications:

La place de tir Le Brassus est utilisée par les écoles ainsi que par les troupes en [CR](#) de l'infanterie et de l'artillerie stationnées sur la place d'armes de Bière pour l'instruction au tir d'infanterie.

22.204 Place de tir Bretonnières

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 6 à 10 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Bretonnières		No de carte: 7

Explications:

La place de tir Bretonnières est utilisée par les écoles stationnées sur la place d'armes de Bière ainsi que par les troupes de l'infanterie et d'autres armes pour le lancer de la grenade et le tir au lance-mines ainsi que pour l'emploi des explosifs.

22.205 Place de tir Chamblon

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Chamblon		No de carte: 8

Explications:

La place de tir Chamblon comprend notamment des installations de tir à 25/30/50/300 m et des installations pour le combat de localité. Elle est occupée par les écoles et les cours stationnés sur la place d'armes de Chamblon.

22.206 Place de tir Le Courset

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 20 à 26 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Diablerets–Vallon de Nant-Derborance (Partie Ouest) (1503)		Propriétaires: tiers (commune)
Communes concernées: Bex, Lavey-Morcles		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Le Courset est utilisée par le centre d'instruction de la Sécurité militaire de St-Maurice-Lavey pour l'instruction au tir.

22.207 Place d'exercice Le Day

Armes: pas d'utilisation de munitions réelles	Durée d'occupation: 24 à 28 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Vallorbe		No de carte: 6

Explications:

La place d'exercice Le Day comprend des installations pour le combat de localité ainsi que des bâtiments pour l'instruction et le logement. Elle est principalement utilisée par les écoles et les cours stationnés sur la place d'armes de Chamblon.

22.208 Place de tir Euzanne

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 20 à 30 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Bex		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Euzanne est utilisée pour des tirs de lance-mine par les écoles et cours stationnés à la place d'armes de Saint-Maurice. Elle est aussi utilisée pour des tirs à courte distance par des formations grenadiers.

22.209 Place de tir Genolière - Haut-Mont

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Vallée de Joux et Haut-Jura vaudois (1022)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Arzier-le-Muids		No de carte: 3

Explications:

La place de tir Genolière - Haut-Mont est utilisée par les écoles ainsi que par les troupes en [CR](#) de l'infanterie et de l'artillerie stationnées sur la place d'armes de Bière pour l'instruction au tir d'infanterie.

22.210 Place de tir Grandes Illes d'Amont

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 8 à 12 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Ollon		No de carte: 19

Explications:

La place de tir des Grandes Illes d'Amont est équipée d'un stand de tir à 300m utilisé par les troupes en service dans le secteur.

22.211 Place de tir Grangeneuve

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Baulmes		No de carte: 7

Explications:

La place de tir Grangeneuve est utilisée par les troupes de l'infanterie en [CR](#) pour l'instruction au tir et le lancer de la grenade.

22.212 Place de tir Javerne

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 20 à 30 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Bex		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Javerne est utilisée pour des tirs de lance-mine par les écoles et cours stationnés à la place d'armes de Saint-Maurice. Elle est aussi utilisée pour des tirs à courte distance par des formations grenadiers.

22.213 Place de tir Mont Tendre

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 12 à 16 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Vallée de Joux et Haut-Jura vaudois (1022)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Montricher		No de carte: 5

Explications:

La place de tir Mont Tendre est utilisée comme zone de buts pour les tirs d'artillerie à partir des emplacements de positions de la place de tir de Bière.

22.214 Place de tir Noirmont

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: 1.10 - 30.11
Objets protégés d'importance nationale: IFP Vallée de Joux et Haut-Jura vaudois (1022) district franc Le Noirmont (30)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Arzier-le-Muids		No de carte: 3

Explications:

La place de tir Noirmont est utilisée par les écoles ainsi que par les troupes en [CR](#) de l'infanterie et de l'artillerie stationnées sur la place d'armes de Bière pour l'instruction au tir d'infanterie.

L'utilisation militaire dans le district franc fait l'objet d'un accord avec l'[OFEV](#) conformément à l'[art. 4 OPATE](#). Cet accord limite l'utilisation aux mois d'octobre et de novembre et interdit les exercices de nuit.

22.215 Place de tir Payerne (Les Avanturies)

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Payerne		No de carte: 14

Explications:

La place de tir des Avanturies à Payerne se compose d'un stand de tir à 25m/50m/300 m et de quatre boxes pour le tir à courte distance. Elle est utilisée pour l'instruction au tir des écoles et des cours stationnés sur la place d'armes de Payerne ainsi que par la Sécurité militaire.

Différentes conventions permettent aux sociétés de tir de la région d'utiliser les infrastructures militaires.

22.216 Place de tir Petit Hongrin

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 30 à 36 semaines	Période d'occupation: 15.2 - 30.6 15.8 - 15.12
Objets protégés d'importance nationale: IFP Tour d'Aï-Dent de Corjon (1515) hauts-marais La Barme (549), Tourbière à l'est de la Lécherette (550) bas marais Anteinnettes d'en Haut (1571), Col des Mosses (1562), Grandes Charbonnières (1570), Tourbière à l'ouest de la Lécherette (1563) site marécageux Col des Mosses/La Lécherette (99)		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Château-d'Oex, Corbeyrier, Ormont-Dessous, Villeneuve (VD)		No de carte: 18

Explications:

La place de tir Petit Hongrin dispose notamment de plateformes de tir pour chars, de différentes installations de représentation des buts, de bâtiments pour le logement et l'instruction ainsi que d'installations de tir à courte distance. Elle est principalement utilisée par l'infanterie et les troupes de chars. Elle peut également accueillir l'instruction du combat interarmes avec l'artillerie.

Le [DDPS](#) examine régulièrement la cohabitation des intérêts militaires et des exigences de la protection de la nature et du paysage dans le cadre de la Commission « Militaire, Paysage, Nature », au sein de laquelle les autorités fédérales, cantonales et communales concernées ainsi que les organisations de protection de la nature sont représentées.

22.217 Place de tir Pré de Blonay

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Hermenches, Martherenges, Moudon, Sottens		No de carte: 11

Explications:

La place Pré de Blonay comprend des installations de tir à 25/30/50 m et un bâtiment d'instruction. Elle est principalement utilisée par les écoles et les cours des troupes sanitaires stationnés sur la place d'armes de Moudon.

Le stand de tir de la ville de Moudon se situe également sur la place de tir Pré de Blonay.

22.218 Place de tir Les Rochat

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 30 à 36 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Bonvillars, Concise, Provence		No de carte: 9

Explications:

La place de tir Les Rochat est utilisée par l'infanterie pour l'instruction sur les engins guidés antichars. Elle comprend également un camp de troupe.

22.219 Place de tir La Rosseline

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Lavey-Morcles		No de carte: 20

Explications:

La place de tir la Rosseline dispose de différentes installations de représentation des buts. Elle est utilisée pour l'instruction d'infanterie des soldats de barrage d'artillerie et par le centre d'instruction de la Sécurité militaire de St-Maurice-Lavey pour l'instruction au tir de l'école territoriale de la police militaire.

22.220 Place de tir Rossinière

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 2 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Tour d'Aï-Dent de Corjon (1515)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Haut-Intyamon (FR), Rossinière		No de carte: 17

Explications:

La place de tir Rossinière est utilisée par les troupes de l'infanterie en [CR](#) pour l'instruction au tir et le lancer de la grenade.

22.221 Place de tir Savatan

Armes: Armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Lavey-Morcles		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Savatan dispose de différentes installations différentes installations de représentation des buts. Elle est utilisée pour l'instruction d'infanterie des soldats de sûreté de l'artillerie et par le centre d'instruction de la Sécurité militaire de St-Maurice-Lavey pour l'instruction au tir de l'école territoriale de la police militaire.

22.222 Place de tir Vaulion

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 12 à 16 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Mont-la-Ville		No de carte: 6

Explications:

La place de tir Vaulion est utilisée comme zone des positions pour les tirs d'artillerie.

22.223 Place de tir Villeneuve La Barmaz

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 40 à 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Tour d'Aï-Dent de Corjon (1515)		Propriétaires: tiers (art. 134 LAAM)
Communes concernées: Villeneuve (VD)		No de carte: 19

Explications:

La place de tir Villeneuve La Barmaz comprend plusieurs installations à courte distance. Elle est notamment utilisée par la Sécurité militaire pour l'instruction au tir.

22.224 Place de tir Vugelles

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 26 à 30 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Novalles, Orges, Vugelles-La Mothe		No de carte: 8

Explications:

La place de tir Vugelles comprend différentes installations de représentation des buts, une installation pour le lancer de la grenade à main ainsi que d'autres infrastructures pour l'instruction. Elle est utilisée par les écoles et les cours de l'infanterie stationnés en Suisse romande.

22.31 Aéroport militaire de Payerne

Utilisation principale: jets, avions à hélices et hélicoptères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires (périmètre): Confédération
Communes:	Bussy (FR), Grandcour, Morens (FR), Payerne, Rueyres-les-Prés (FR)	No de carte: 14
Communes avec exposition au bruit > 60 dB(A):	Bussy (FR), Corcelles-près-Payerne, Cugy (FR), Grandcour, Les Montets (FR), Lully (FR), Missy, Morens (FR), Payerne, Rueyres-les-Prés (FR), Sévaz (FR), Vallon (FR)	
Communes avec limitation d'obstacles:	Bussy (FR), Corcelles-près-Payerne, Cugy (FR), Grandcour, Les Montets (FR), Missy, Morens (FR), Payerne, Rueyres-les-Prés (FR), Vallon (FR)	
Documentation: Calcul du bruit des aéronefs du 21.9.2005 Cadastre de limitation d'obstacles (avril 2006)		Mouvements militaires selon calcul du bruit des aéronefs Jets 14050 A hélices 2400 Hélico 4700 Total 21150

Explications:

L'aéroport militaire de Payerne est la principale Base aérienne des Forces aériennes. Deux escadrilles d'aviation opérant des F/A-18 et une escadrille de transport aérien opérant des hélicoptères y sont stationnées en permanence ainsi que le centre de formation des pilotes F/A-18 avec notamment le simulateur de vol et le centre d'entraînement de vol pour pilotes F-5. Il accueille en

outre des opérations régulières du Service de transport aérien de la Confédération et des vols VIP diplomatiques étrangers ainsi qu'un service de vol sporadique avec le système des drones d'exploration ADS-95.

Des vols de nuit avec jets de combat ont lieu du mois d'octobre au mois de mars, soit un soir par semaine. Des vols VIP diplomatiques et spéciaux pour les services de la Confédération ont régulièrement lieu en dehors de l'horaire officiel d'ouverture, y compris le samedi et le dimanche. La Base aérienne de Payerne est régulièrement engagée dans des missions de police aérienne selon l'ordonnance sur la sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien (OSS). En principe, ces missions peuvent avoir lieu selon les exigences définies par le gouvernement, en tout temps, de nuit comme de jour.

La Formation d'application aviation 31 utilise l'aérodrome de Payerne pour l'Ecole de pilotes et la formation technique de base du personnel de milice des formations d'aviation au sol (y compris transport aérien et sûreté d'aérodrome).

L'aérodrome militaire de Payerne est régulièrement utilisé par des Forces aériennes étrangères dans le cadre de campagnes communes avec des avions de combat.

La planification des besoins des Forces aériennes pour l'aérodrome de Payerne fixe un plafond de 13'900 mouvements jets de combat, auxquels s'ajoutent 150 mouvements de jets de transport. Le nombre de mouvements jets de combat se calcule sur la base du nombre de pilotes et des exigences d'entraînements (heures de vol) qu'ils doivent atteindre annuellement pour maintenir leur niveau opérationnel. La moyenne des mouvements effectués ces 10 dernières années (1997 à 2006), soit depuis l'introduction du F/A-18, s'élève à 11'600 mouvements. Il est à noter que le nombre de mouvements F/A-18 reste inchangé à 7'700 mouvements par rapport aux planifications du Plan sectoriel militaire du 28 février 2001.

La différence entre 13'900 et 11'600 mouvements s'explique par le fait que le déroulement de la formation des pilotes a subi une transformation et que les escadrilles stationnées à Payerne n'atteindront le nombre de pilotes fixés lors de l'introduction du F/A-18 que ces prochaines années.

Les isohypses de charge de bruit, qui résultent de la planification militaire pour 2010, dépassent les valeurs limites déterminantes et restreignent la marge de manoeuvre des communes avoisinantes au niveau de l'aménagement du territoire. Par contre leur influence sur le territoire diminue en comparaison avec celle des isohypses définies dans le Plan sectoriel militaire du 28 février 2001 (représentées en gris sur la carte) qui étaient jusqu'à maintenant valables pour l'aménagement du territoire.

Sur la base d'une convention entre le [DDPS](#) et la Communauté Régionale de la Broye (COREB), l'aérodrome militaire de Payerne est utilisé par l'aviation civile pour des vols d'affaires et de transport de marchandises liés à des activités économiques régionales. Une fiche de coordination PSIA (Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique) pour le projet d'ouverture de l'aérodrome militaire de Payerne à l'aviation civile fait objet d'une procédure d'information et de participation simultanée.

L'aérodrome accueille également le musée de l'aviation militaire à Payerne « Clin d'Ailes », construit et exploité par une fondation privée.

22.51 Centre de recrutement Lausanne

Propriétaires	Communes concernées	No de carte
Canton	Lausanne	10

Annexe I Fiches de coordination / Anhang I Objektblätter

23 Canton du Valais / Kanton Wallis

23.11 Place d'armes cantonale de Sion / Kantonaler Waffenplatz Sitten

Utilisation principale / Hauptzweck: Troupes de logistique (SF sof sup/EO forces appui) / Logistiktruppen (LG höhere Uof/OS Unterstützungskräfte)	Durée d'occupation / Belegungsdauer: 50 semaines / Wochen	Période d'occupation / Belegungsperiode: toute l'année / ganzjährig
Objets protégés d'importance nationale / Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Propriétaires / Grundeigentümer: canton / Kanton
Communes concernées / Betroffene Gemeinden: Sion / Sitten		No de carte / Karten-Nr.: 22

Explications:

La place d'armes de Sion accueille les stages des sous-officiers supérieurs (stages de fourrier et stages de sergent-major).

Der Waffenplatz Sitten dient als Standort für die Lehrgänge der höheren Unteroffiziere (Fourier- und Feldweibellehrgänge).

23.12 Place d'armes de Saint-Maurice - Lavey

Utilisation principale: Artillerie (Troupes de fortification)	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Lavey-Morcles (VD), Saint-Maurice		No de carte / Karten-Nr.: 22

Explications:

La place d'armes de St-Maurice accueille les écoles et cours des troupes de forteresse qui font partie de l'artillerie.

23.201 Schiessplatz Bergalpe

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 20 - 28 Wochen	Belegungsperiode: 13.09. - 11.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Laggintal-Zwischbergental (1717) Hochmoor Simplonpass/Hopschusee (419)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Brig-Glis, Simplon, Visperterminen		Karten-Nr.: 45

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Bergalpe ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient der Artillerie als Schiessplatz in der Grund- und Verbandsausbildung (Panzerhaubitzen und Minenwerfer). Er umfasst auch Unterkünfte für die Truppe.

Für die militärische Nutzung in den Naturschutzgebieten nach [Art. 4 VWS](#) besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) und dem Kanton Wallis.

23.202 Place de tir Dorénaz pigeons B

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 6 à 10 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Les Follatères-Mont du Rosel (1712)		Propriétaires: tiers (art. 134 LAAM)
Communes concernées: Dorénaz, Martigny		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Dorénaz pigeons B appartient à la commune de Dorénaz. Elle est principalement utilisée par le Corps des gardes-frontière et par d'autres civils. Il est également utilisé par la Sécurité militaire pour l'instruction au tir.

23.203 Place de tir Dorénaz pigeons C

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 6 à 10 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: IFP Les Follatères-Mont du Rosel (1712)		Propriétaires: tiers (art. 134 LAAM)
Communes concernées: Dorénaz, Martigny		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Dorénaz pigeons C appartient à la commune de Dorénaz. Elle est principalement utilisée par le Corps des gardes-frontière et par d'autres civils. Il est également utilisé par la Sécurité militaire pour l'instruction au tir.

23.204 Place de tir Ferpècle

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 6 à 10 semaines	Période d'occupation: 16.9 - 19.6
Objets protégés d'importance nationale: IFP Dent Blanche-Matterhorn-Monte- Rosa (1707) zone alluviale Ferpècle (131)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Ayer, Evolène, Grimentz		No de carte: 24

Explications:

La place de tir Ferpècle est utilisée pour le tir avec lance-mines.

23.205 Schiessplatz Gluringen

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 20 - 30 Wochen	Belegungsperiode: 15.10. - 15.03.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Berner Hochalpen und Aletsch-Bietschhorn-Gebiet (südlicher Teil) (1507/1706), Berner Hochalpen und Aletsch-Bietschhorn-Gebiet (nördlicher Teil) (1507/1706) Flachmoor Mederlouwenen (245) Moorlandschaft Grimsel (268)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Bellwald, Blitzingen, Fieschertal, Grafschaft, Guttannen (BE), Münster-Geschinen, Reckingen-Gluringen, Ulrichen		Karten-Nr.: 79

Erläuterungen:

Der [LVb](#) Fliegerabwehr nutzt den Schiessplatz Gluringen während fünf mal drei Wochen für Richt- und Schiessübungen mit Fliegerabwehrkanonen, Repetitorien an Simulatoren und die allgemeine Grundausbildung in der Schutz- und Wachttechnik.

23.206 Place d'exercice LEV

Armes: pas d'utilisation de munitions réelles	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Evionnaz		No de carte: 20

Explications:

La place d'exercice LEV est utilisée par la Sécurité militaire pour l'instruction de police militaire et des simulations.

23.207 Schiessplatz Mäderalp

Waffen: schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 13.09. - 11.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Ried-Brig		Karten-Nr.: 45

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Mäderalp ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient als Zielgebiet für Artillerieschiessen in der Grund- und Verbandsausbildung.

23.208 Place de tir Mandelon

Armes: armes légères et lourdes	Durée d'occupation: 4 à 8 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Hérémence		No de carte: 23

Explications:

La place de tir Mandelon est utilisée par la [FOAP](#) de l'artillerie pour l'instruction de base et l'instruction en formation.

23.209 Place de tir Merdenson

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (art. 134 LAAM)
Communes concernées: Sembrancher, Vollèges		No de carte: 21

Explications:

La place de tir Merdenson est utilisée par la Sécurité militaire.

23.210 Schiessplatz Niederalp

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 02.09. - 14.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Laggintal-Zwischbergental (1717)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Simplon, Visperterminen		Karten-Nr.: 45

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Niederalp ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient als Zielgebiet für Artillerieschiessen in der Grund- und Verbandsausbildung (Panzerhaubitzen und Minenwerfer).

23.211 Place de tir Orchéra - Métail

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: District franc Dixence (41)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Hérémenche		No de carte: 23

Explications:

La place de tir Orchéra-Métail recouvre à une zone de protection des eaux sur une surface importante. C'est pourquoi il n'y est pas tiré avec des armes d'infanterie. La partie sud de la place de tir continue à être utilisée pour le tir avec lance-mines.

23.212 Place de tir Les Outannes

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: district franc Leukerbad (39)		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Mollens (VS)		No de carte: 42

Explications:

La place de tir Les Outannes est utilisée comme zone des buts de l'artillerie.

23.213 Place de tir Pointe d'Hérémence

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: 16.9 - 14.6
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (place de tir sous contrat)
Communes concernées: Ayent		No de carte: 41

Explications:

La place de tir Pointe d'Hérémence est utilisée pour le tir avec lance-mines par les troupes de l'infanterie en [CR](#).

23.214 Place de tir Pra Bardy/Sion

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 16 à 20 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Sion		No de carte: 22

Explications:

La place de tir Pra Bardy est utilisée par les troupes stationnées sur la place d'armes de Sion pour l'instruction au tir d'infanterie.

23.215 Übungsplatz Raron

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 28 - 32 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Raron		Karten-Nr.: 43

Erläuterungen:

Der Übungsplatz Raron ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient der Artillerie als Bewegungsraum für die [VBA](#).

23.216 Schiessplatz Rossboden

Waffen: leichte und schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: 15.09. - 30.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: BLN Laggintal-Zwischbergental (1717)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Simplon		Karten-Nr.: 45

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Rossboden ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und wird durch die Artillerie in der Grund- und Verbandsausbildung genutzt. Wegen der Überschneidung mit einer Grundwasserschutzzone wird nur noch das Zielgebiet für die Panzerhaubitzen und die Minenwerfer genutzt.

23.217 Schiessplatz Schwarze Tschugge

Waffen: schwere Waffen	Belegungsdauer: 0 - 6 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Simplon		Karten-Nr.: 45

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Schwarze Tschugge ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient als Schiessplatz für Panzerminenwerfer in der Grund- und Verbandsausbildung.

23.218 Schiessplatz Simplon

Waffen: schwere Waffen	Belegungsdauer: 20 - 28 Wochen	Belegungsperiode: 13.09. - 11.06.
Betroffene nationale Schutzobjekte: Hochmoor Simplonpass/Hopschusee (419)		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Simplon		Karten-Nr.: 45

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Simplon ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient der Artillerie als Stellungsraum für Artillerieschiessen in der Grund- und Verbandsausbildung.

Für die militärische Nutzung im Naturschutzgebiet nach [Art. 4 VWS](#) besteht ein Einvernehmen mit dem [BAFU](#) und dem Kanton Wallis.

23.219 Übungsplatz Turtmann

Waffen: Kein scharfer Waffeneinsatz	Belegungsdauer: 28 - 32 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Turtmann		Karten-Nr.: 43

Erläuterungen:

Ein Teil des ehemaligen Militärflugplatzes Turtmann wird als Übungsplatz für die Artillerie weiter genutzt. Der Übungsplatz ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient der Artillerie als Bewegungsraum in der [VBA](#). Die Militärische Sicherheit führt zudem Ausbildungen im Personen- und Objektschutz sowie Fahrtrainings durch.

23.220 Schiessplatz Ulrichen

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 18 - 22 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Bund
Betroffene Gemeinden: Münster-Geschinen		Karten-Nr.: 79

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Ulrichen besteht aus einer Kurzdistanzanlage, die vorwiegend von den Fliegerabwehrtruppen im Verbund mit dem Schiessplatz Glurigen genutzt wird.

23.221 Place de tir Vernayaz

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 0 à 6 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: tiers (art. 134 LAAM)
Communes concernées: Vernayaz		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Vernayaz comprend des installations de tir à courte distance principalement utilisées par les troupes de l'infanterie, de l'artillerie, des troupes de sauvetage et de la Sécurité militaire en [CR](#).

23.222 Place de tir Vérolliey

Armes: armes légères	Durée d'occupation: 50 semaines	Période d'occupation: toute l'année
Objets protégés d'importance nationale: -		Propriétaires: Confédération
Communes concernées: Saint-Maurice		No de carte: 20

Explications:

La place de tir Vérolliey comprend différentes installations de signalisation automatique des touchés, un stand de tir à 25/50/300 m et diverses installations et bâtiments pour l'instruction de l'infanterie. Elle est principalement utilisée par le centre d'instruction de la Sécurité militaire de Saint-Maurice-Lavey.

Le stand de tir à 25/50/300 m est également utilisé par des sociétés de tir civiles.

23.223 Schiessplatz Wolfeye

Waffen: leichte Waffen	Belegungsdauer: 40 - 46 Wochen	Belegungsperiode: ganzjährig
Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Grundeigentümer: Dritte (Vertragsschiessplatz)
Betroffene Gemeinden: Raron		Karten-Nr.: 43

Erläuterungen:

Der Schiessplatz Wolfeye ist Teil des Ausbildungsmoduls «Simplon» und dient der Artillerie für die infanteristische Ausbildung.

23.31 Aérodrome militaire de Sion / Militärflugplatz Sitten

Utilisation principale / Hauptzweck: jets, avions à hélices et hélicoptères / Jets, Propellerflugzeuge und Helikopter	Durée d'occupation / Belegungsdauer: 50 semaines / Wochen	Période d'occupation / Belegungsperiode: toute l'année / ganzjährig
Objets protégés d'importance nationale / Betroffene nationale Schutzobjekte: -		Propriétaires (périmètre) / Grundeigentümer (Perimeter): Confédération, tiers (commune de Sion) / Bund, Dritte (Gemeinde Sitten)
Commune / Gemeinde: Sion / Sitten	No de carte / Karten-Nr.: 22	
Communes avec expo- sition au bruit / Gemein- den mit Lärmbelastung > 60dB(A):		
Communes avec limitation d'obstacles / Gemeinden mit Hindernisbegrenzung:		
Documentation / Dokumentation: Calcul du bruit des aéronefs du 21.9.2005 / Fluglärmrechnung vom 21.9.2005 Cadastre de limitation d'obstacles (avril 2006) / Hindernisbegrenzungskataster (April 2006)		Mouvements militaires selon calcul du bruit des aéronefs / Militärische Flugbewegungen gemäss Fluglärmrechnung: Jets 4432 A hélices / 3746 Prop Hélico / Heli 3000 Total 11178

Explications:

L'aérodrome militaire de Sion est, avec Payerne et Meiringen, l'un des aérodromes principaux des Forces aériennes pour les avions à réaction. Il est également utilisé pour les futurs pilotes militaires et comme base hélicoptère.

La planification des besoins des Forces aériennes pour l'aérodrome de Sion fixe un plafond de 4'400 mouvements jets de combat. Le nombre de mouvements jets de combat se calcule sur la base du nombre de pilotes et des exigences d'entraînements (heures de vol) qu'ils doivent atteindre annuellement pour maintenir leur niveau opérationnel. La moyenne des mouvements effectués ces 10 dernières années (1997 - 2006), soit depuis l'introduction du F/A-18, s'élève à 3'700 mouvements. La modification importante réside dans l'augmentation prévue des mouvements avec les jets de type F/A-18, passant d'aujourd'hui d'environ 700 à 2000 mouvements par année en 2010. Cette augmentation est provoquée par le fait que l'aérodrome militaire de Sion est l'une des trois Bases aériennes exploitant les avions à réaction des Forces aériennes. Actuellement, les Forces aériennes ne peuvent exploiter que deux aérodromes en même temps pour le service de vol avec des jets de combat, ceci pour des raisons de personnel. Cela signifie que contrairement à la planification, une escadrille professionnelle ne peut pas être stationnée dès 2008 à Sion de façon permanente, mais seulement pendant des périodes de courte durée. Pour cette raison, les 2000 mouvements planifiés ne peuvent pas être atteints pour le moment.

Les isohypses de charge de bruit, qui résultent de la planification militaire pour 2010, dépassent les valeurs limites déterminantes et restreignent la marge de manœuvre des communes avoisinantes au niveau de l'aménagement du territoire. En comparaison des isohypses fixées dans le plan sectoriel militaire du 28 février 2001 (représenté en gris dans la carte), qui ont actuellement toujours force de loi pour l'aménagement du territoire, les conséquences sur le plan de l'aménagement du territoire restent plus ou moins les mêmes.

L'introduction du PC-21 comme nouvel avion d'instruction pour la formation des pilotes conduira à une diminution des mouvements avec les jets de type F-5. Par contre les mouvements des escadrilles opérationnelles F-5 sont maintenus. Le [DDPS](#) examine les conséquences de cette modification sur le calcul de bruit pour l'année 2010 et apportera les résultats si tôt que possible dans la procédure courante de l'adaptation du plan sectoriel.

La résistance de la population s'élève principalement contre les décollages des jets de type F/A-18 avec postcombustion. L'utilisation de la postcombustion est nécessaire pour des raisons de sécurité, à cause de la longueur de la piste de Sion. Le DDPS examine la faisabilité et les conséquences d'une prolongation de la piste actuelle sur la situation du bruit.

Sion a également une utilisation civile en tant qu'aérodrome régional. L'exploitant de l'aérodrome est la ville de Sion. Le calcul du bruit des aéronefs prend en compte 67089 mouvements de vol civils.

Der Militärflugplatz Sitten ist neben Payerne und Meiringen der Hauptflugplatz der Luftwaffe für Jetbetrieb. Er dient auch der Ausbildung der Pilotenanwärter und als Helibasis.

Die Planung der Luftwaffe sieht für Sitten einen Plafond von 4'400 Bewegungen mit Kampffjets vor. Die Zahl der Kampffjetbewegungen ergibt sich aus der Anzahl der Piloten und der Anforderungen an die Ausbildung (Flugstunden), die sie pro Jahr erfüllen müssen, um ihre Einsatzbereitschaft zu erhalten. Der Durchschnitt der letzten 10 Jahre (1997 - 2006), also seit der Einführung des F/A-18, beträgt 3'700 Jetbewegungen. Die wesentliche Änderung besteht in der Erhöhung der geplanten Bewegungen mit Kampffjets des Typs F/A-18 von heute rund 700 auf 2000 pro Jahr bis 2010. Diese Erhöhung ist darin begründet, dass Sitten einer der Hauptflugplätze für Kampffjets ist. Im Moment kann die Luftwaffe aufgrund der Personalsituation nur zwei Flugplätze mit Kampffjets gleichzeitig betreiben. Das bedeutet, dass entgegen der ursprünglichen Planung ab 2008 keine Profistaffel permanent in Sitten stationiert werden kann, sondern nur während kurzen Perioden. Aus diesem Grund werden die geplanten 2000 Bewegungen F/A-18 im Moment nicht erreicht.

Die Lärmkurven, die aus der militärischen Planung für 2010 resultieren, überschreiten die massgebenden Grenzwerte und schränken den Spielraum der umliegenden Gemeinden im raumplanerischen Bereich ein. Im Vergleich zu den Lärmkurven aus dem Sachplan vom 28. Februar 2001 (auf der Karte grau eingezeichnet), die nach wie vor Gültigkeit haben, bleiben die raumplanerischen Auswirkungen in etwa gleich.

Die Einführung des PC-21 als neues Schulungsflugzeug für die Pilotenausbildung wird zu einer Abnahme der Bewegungen mit Kampffjets des Typs F-5 führen. Die Bewegungen der operationellen Staffeln, die mit F-5 ausgerüstet sind, bleiben dagegen gleich. Das [VBS](#) prüft die Konsequenzen der Einführung des PC-21 auf die Lärmberechnung für 2010 und bringt die Ergebnisse so bald als möglich in die laufende Sachplananpassung ein.

Der Widerstand der Bevölkerung richtet sich vorwiegend gegen die Starts von Kampffjets des Typs F/A-18 mit Nachbrenner. Der Einsatz des Nachbrenners ist aus Sicherheitsgründen wegen der vorhandenen Pistenlänge in Sitten nötig. Das VBS prüft die Machbarkeit und die Auswirkungen einer Pistenverlängerung auf die Lärmbelastung.

Sitten wird als Regionalflugplatz auch zivil mitbenutzt. Flugplatzhalterin ist die Stadt Sitten. Der zivile Verkehr ist mit 67'089 Bewegungen in der Lärmberechnung berücksichtigt.

23.41 Centre d'infrastructure Saint-Maurice

Propriétaires	Communes concernées	No de carte
Confédération	Saint-Maurice	20

23.6 Points de franchissement

No de module	Nom	Coordonnées	Objets protégés d'importance nationale	Communes concernées	N° de carte
1210.420	Collonges	568400/113200		Collonges, Evionnaz	20
1210.400	Illarsaz	561190/128474		Aigle (VD), Collombey-Muraz	19
1210.410	Vernayaz	569756/110074		Dorénaz, Vernayaz	20

23.91 Centre d'instruction Sécurité militaire St-Maurice-Lavey

Propriétaires	Communes concernées	N° de carte
Confédération	Saint-Maurice, Lavey-Morcles (VD)	20

Annexe II Bases

Liste des principales bases juridiques et matérielles

Principales prescriptions concernant l'environnement et l'aviation

- Les autorités, services, instituts et établissements fédéraux ainsi que les cantons doivent, dans l'accomplissement des tâches de la Confédération, prendre soin de ménager l'aspect caractéristique du paysage et des localités, les sites évocateurs du passé, les curiosités naturelles et les monuments historiques et, lorsque l'intérêt général prévaut, d'en préserver l'intégrité (art. 3, al. 1, LPN). Ils s'acquittent de ce devoir en construisant et en entretenant de manière appropriée leurs propres bâtiments et installations ou en renonçant à construire, ainsi qu'en attachant des charges ou des conditions aux autorisations et aux concessions, ou en refusant celles-ci (art. 3, al. 2, let. a et b, LPN).
- Les atteintes qui pourraient devenir nuisibles ou incommodantes seront réduites à titre préventif et assez tôt (art. 1, al. 2, LPE).
- Avant de prendre une décision sur la planification et la construction ou la modification d'installations pouvant affecter sensiblement l'environnement, l'autorité apprécie le plus tôt possible leur compatibilité avec les exigences de la protection de l'environnement; le Conseil fédéral désigne ces installations (art 9, al. 1, LPE).
- Quiconque exploite ou entend exploiter des installations qui, en cas d'événements extraordinaires, peuvent causer de graves dommages à l'homme ou à l'environnement, doit prendre les mesures propres à assurer la protection de la population et de l'environnement. Il y a notamment lieu de choisir un emplacement adéquat, de respecter les distances de sécurité nécessaires, de prendre des mesures techniques de sécurité, d'assurer la surveillance de l'installation et l'organisation du système d'alerte (art. 10, al. 1, LPE).
- Les pollutions atmosphériques, le bruit, les vibrations et les rayons sont limités par des mesures prises à la source (limitation des émissions) (art. 11, al. 1, LPE). Indépendamment des nuisances existantes, il importe, à titre préventif, de limiter les émissions dans la mesure que permettent l'état de la technique et les conditions d'exploitation et pour autant que cela soit économiquement supportable (art 11, al. 2, LPE).
- Les installations qui ne satisfont pas aux prescriptions de la présente loi et aux dispositions d'autres lois fédérales qui s'appliquent à la protection de l'environnement seront assainies (art. 16, al. 1, LPE).
- L'autorité fédérale qui exécute une autre loi fédérale ou un traité international est, dans l'accomplissement de cette tâche, responsable également de l'application de la loi sur la protection de l'environnement (art. 41, al. 2, LPE).
- L'autorité d'exécution consigne les immissions déterminées au sens de l'article 36 dans des cadastres de bruit, séparément pour les routes, les installations ferroviaires et les aérodromes existants (art. 37, al.1, OPB).
- Les cantons veillent à ce que soient assainis les décharges contrôlées et les autres sites pollués par des déchets, lorsqu'ils sont à l'origine d'atteintes nuisibles ou incommodantes ou qu'ils risquent de l'être un jour. Le Conseil fédéral peut édicter des prescriptions sur la nécessité de l'assainissement, sur les objectifs et sur l'urgence des assainissements. Les cantons établissent un cadastre, accessible au public, des décharges contrôlées et des autres sites pollués par des déchets (art. 32c LPE).

- Dans la mesure où les intérêts militaires le permettent, les aérodromes qui appartiennent à la Confédération sont également ouverts à l'aviation civile (art. 38 LA).
- L'utilisation fréquente d'un aérodrome militaire à des fins civiles requiert un arrangement spécial entre la Confédération, représentée par armasuisse immobilier (auparavant l'OFEFA), et l'exploitant civil. L'exploitant civil est tenu d'établir un règlement d'exploitation pour l'utilisation civile de l'aérodrome selon l'al. 1. Le règlement et toute modification ultérieure doivent être approuvés par l'office et par armasuisse immobilier (auparavant l'OFEFA). Les dispositions du règlement d'exploitation des aérodromes civils s'appliquent par analogie aux opérations civiles (art. 30, al. 1 et 2, OSIA).

Liste des principales bases juridiques

[Ordonnance du 14 décembre 1998 concernant la gestion de l'immobilier et la logistique de la Confédération \(OILC; RS 172.010.21\)](#)

[Ordonnance du 7 mars 2003 sur l'organisation du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports \(Org-DDPS; RS 172.214.1\)](#)

[Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural \(LDFR; RS 211.412.11\)](#)

[Loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole \(LBFA; RS 221.213.2\)](#)

[Loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage \(LPN; RS 451\)](#)

[Loi fédérale du 3 février 1995 sur l'armée et l'administration militaire \(LAAM; RS 510.10\)](#)

[Ordonnance du 13 décembre 1999 concernant la procédure d'approbation des plans de constructions militaires \(Ordonnance concernant l'approbation des plans de constructions militaires, OAPCM; RS 510.51\)](#)

[Ordonnance du 15 novembre 2004 sur les installations servant au tir hors du service \(Ordonnance sur les installations de tir; RS 510.512\)](#)

[Ordonnance du 26 juin 1996 sur les places d'armes, de tir et d'exercice \(Ordonnance sur les places d'armes et de tir, OPATE; RS 510.514\)](#)

[Loi fédérale du 23 juin 1950 concernant la protection des ouvrages militaires \(RS 510.518\)](#)

[Ordonnance du 5 décembre 2003 sur le tir hors du service \(Ordonnance sur le tir; RS 512.31\)](#)

[Loi fédérale du 6 octobre 1989 sur les finances de la Confédération \(LFC; RS 611.0\)](#)

[Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire \(LAT; RS 700\)](#)

[Ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire \(OAT; RS 700.1\)](#)

[Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau \(RS 721.100\)](#)

[Loi fédérale du 21 décembre 1948 sur l'aviation \(LA; RS 748.0\)](#)

[Ordonnance du 14 novembre 1973 sur l'aviation \(OSAv; RS 748.01\)](#)

[Ordonnance du 23 novembre 1994 sur l'infrastructure aéronautique \(OSIA; RS 748.131.1\)](#)

[Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement \(Loi sur la protection de l'environnement, LPE; RS 814.01\)](#)

[Ordonnance du 19 octobre 1988 relative à l'étude de l'impact sur l'environnement \(OEIE; RS 814.011\)](#)

[Ordonnance du 27 février 1991 sur la protection contre les accidents majeurs \(Ordonnance sur les accidents majeurs, OPAM; RS 814.012\)](#)

[Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux \(Loi sur la protection des eaux, LEaux; RS 814.20\)](#)

[Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux \(OEaux, RS 814.021\)](#)

[Ordonnance du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air \(OPair; RS 814.318.142.1\)](#)

[Ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit \(OPB; RS 814.41\)](#)

[Ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués par des déchets \(Ordonnance sur les sites contaminés, OSC; RS 814.680\)](#)

[Loi fédérale du 21 mars 1997 sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne \(LIM; RS 901.1\)](#)

[Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture \(LAgr; RS 910.1\)](#)

[Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts \(Loi sur les forêts, LFo; RS 921.0\)](#)

[Loi fédérale du 20 juin 1986 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages \(Loi sur la chasse, LChP; RS 922.0\)](#)

Liste des principales bases matérielles

Circulaire du DFJP et du DMF (aujourd'hui DDPS) du 5 novembre 1981 concernant les mesures internes de coordination au sein du DMF (aujourd'hui DDPS) dans le domaine de l'aménagement du territoire

Dietrich Schindler: Avis de droit concernant la portée de l'art. 164 al.3 et l'art. 33 de la loi fédérale sur l'organisation militaire du 12.4.1907 (OM, aujourd'hui LAAM, dans les articles 126 alinéa 2 et 134)

Armée et aménagement du territoire: Coordination des besoins militaires et civils dans le cadre de l'aménagement du territoire; publié par la Direction de l'administration militaire fédérale (aujourd'hui SG DDPS) et par l'OFAT (aujourd'hui ARE); Berne, 1991

[Recommandation concernant l'évaluation du bruit des places de tir et d'exercice militaire. Publié par le SG DMF \(aujourd'hui SG DDPS\) et l'OFEFP \(aujourd'hui OFEV\); Berne, 1993](#)

Activités militaires et protection des marais, publié conjointement par le Département fédéral de l'intérieur (DFI) et le DMF (aujourd'hui DDPS); Berne, 1994

[Instructions. Installations de tir à 300 m: protection des sols et gestion des déchets. Publié par le SG du DMF \(aujourd'hui SG DDPS\) et par l'OFEFP \(aujourd'hui OFEV\); Berne, 1997](#)

[Conceptions et plans sectoriels de la Confédération \(art. 13 LAT\), Caractéristiques générales de l'instrument et principes d'élaboration, d'adoption et de mise en oeuvre; publié par l'OFAT \(aujourd'hui ARE\); Berne 1997](#)

Circulaire du DFI et du DMF (aujourd'hui DDPS) aux gouvernements des cantons du 14 avril 1997. Exécution de la législation sur la protection des eaux et compétences y relatives dans le domaine militaire

[Conception «Paysage suisse» du 19 décembre 1997](#)

[La sécurité par la coopération, rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique de sécurité de la Suisse \(RAPOLSEC 2000\); Berne 1999](#)

DIN 4150 «Vibrations dans la construction, partie 2: atteintes portées à l'homme dans les bâtiments», édition de juin 1999

[Instructions pratiques concernant la nature, le paysage et l'armée \(NPA\), publié par le DDPS](#)
[Rapport environnemental du DDPS 2000; Berne, février 2000](#)

[Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique \(PSIA\) du 18 octobre 2000, parties I-III B](#)

[Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la conception de l'Armée XXI \(Plan directeur de l'Armée XXI\)](#)

[Message du 24 octobre 2001 sur la réforme Armée XXI et sur la révision de la législation militaire](#)

[Stratégie 2002 du Conseil fédéral pour le développement durable](#)

[Energiekonzept VBS vom 30. August 2004 \[Concept énergétique du DDPS du 30 août 2004, non publié en français\]](#)

Directives du DDPS du 20 septembre 2004 concernant la gestion des biens immobiliers, de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans le domaine de la défense (DIAE)

[Lignes directrices «Aménagement du territoire + Environnement» du DDPS, Berne, 2005](#)

[Concept de stationnement de l'armée du 1er juin 2005](#)

[Straégie immobilière du DDPS du 5 septembre 2005](#)

Directives du DDPS du 26 février 2007 concernant les inventaires indicatifs dans les domaines de la protection des sites et de la nature

Messages sur l'immobilier militaire, adressés en principe chaque année au Parlement par le Conseil fédéral

Messages concernant l'acquisition de matériel d'armement (programmes d'armement), adressés en principe chaque année au Parlement par le Conseil fédéral

[Autres conceptions et plans sectoriels de la Confédération selon l'art. 13 LAT](#)

Plans directeurs cantonaux

Annexe III Liste des abréviations

A	Situation initiale
Cat.	Catégorie
CET	Centre d'entraînement tactique
CFNP	Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
CIAL	Centre de l'instruction de l'armée Lucerne
CICA	Centre de formation pour l'information et la communication de l'armée
COREB	Communauté Régionale de la Broye
CR	Cours de répétition
CSPC	Cadastre des sites potentiellement contaminés
Cst.	Constitution fédérale
Ct.	Canton
DCA	Défense contre avions
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DEMUNEX	Centre de compétence de déminage et d'élimination de munitions non explosées
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DMF	Département militaire fédéral (aujourd'hui DDPS)
EIE	Etude d'impact sur l'environnement
EO	Ecole d'officiers
ER	Ecole de recrues
ESCA	Ecole de sous-officiers de carrière de l'armée
ESO	Ecole de sous-officiers
F	Coordination réglée
FOAP	Formation d'application
IBF	Instruction de base spécifique à la fonction
IBG	Instruction de base générale
IFO	Instruction en formation
IFP	Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale
LA	Loi fédérale sur l'aviation
LAAM	Loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire
LAT	Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (Loi sur l'aménagement du territoire)
LIQ	Liquidation
LPE	Loi fédérale sur la protection de l'environnement (Loi sur la

	protection de l'environnement)
LPN	Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage
MILAK	Académie militaire
OAPCM	Ordonnance concernant l'approbation des plans de constructions militaires
OAT	Ordonnance sur l'aménagement du territoire
OEIE	Ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement
OFAC	Office fédéral de l'aviation civile
OFAT	Office fédéral de l'aménagement du territoire (aujourd'hui Office fédéral du développement territorial)
OFC	Office fédéral de la culture
OFEFA	Office fédéral des exploitations des Forces aériennes
OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (aujourd'hui OFEV)
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OPATE	Ordonnance sur les places d'armes, de tir et d'exercice
OPAM	Ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs (Ordonnance sur les accidents majeurs)
OPB	Ordonnance sur la protection contre le bruit
OSIA	Ordonnance sur l'infrastructure aéronautique
OSS	Ordonnance sur la sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien
PA	Loi fédérale sur la procédure administrative
PAA	Parc des automobiles de l'armée
PGEE	Plan général d'évacuation des eaux
PSAT	Plan sectoriel des places d'armes et de tir
PSIA	Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique
PSM	Plan sectoriel militaire
R	Réserve
REGA	Garde Aérienne Suisse de Sauvetage
RS	Recueil systématique du droit fédéral
SDA	Surfaces d'assolement
SF	Stage de formation
SF of	Stage central de formation des officiers
SFC	Stage de formation de commandement
SG	Secrétariat général
SMEA	Système de management de l'environnement et de l'aménagement
sof	sous-officier
sof sup	sous-officier supérieur
V	Information préalable
Z	Coordination en cours

Annexe IV Aide à la lecture

Place d'armes

On entend par place d'armes un centre d'instruction des troupes composé de bâtiments de cantonnement (casernes), d'installations d'instruction et en partie aussi de terrains de tir et d'exercice. Ce complexe est généralement occupé par des écoles de recrues et des écoles de cadres et est destiné à l'instruction militaire de base. Il est dirigé sur le plan militaire par un commandant de place d'armes et sur le plan administratif par un centre d'infrastructure (places d'armes fédérales).

Sur les 35 places d'armes que compte le pays actuellement, 26 sont la propriété de la Confédération; les neuf installations restantes sont des places d'armes cantonales. Cette situation découle de l'histoire constitutionnelle et militaire de la Suisse: à l'origine, l'armée suisse était composée de troupes cantonales, et les cantons conservaient leurs propres unités d'infanterie.

Aujourd'hui encore, les cantons revendiquent certaines compétences propres en matière militaire. Les constructions et installations servant à la défense nationale ne peuvent toutefois être construites, modifiées ou affectées à un autre but militaire qu'avec une approbation des plans délivrée par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports en tant qu'autorité chargée de l'approbation des plans ([art. 126, al. 1, LAAM](#)). L'utilisation des places d'armes cantonales est régie par le droit privé. Etant pleinement intégrées dans le système d'instruction de l'armée suisse, les places d'armes cantonales font donc également partie du présent plan sectoriel.

Places de tir et d'exercice

Les places de tir et d'exercice sont des installations servant à l'instruction militaire et qui disposent en général d'une certaine infrastructure (desserte, abris, installations de marquage des buts, bâtiment de commandement de tir, magasins, cantonnements, etc.). Il s'agit soit de places de tir et d'exercice appartenant à la Confédération soit de terrains privés dont l'utilisation à des fins militaires est régie par des droits réels, des conventions à caractère contraignant ou [l'article 134 LAAM](#).

La différence entre les places de tir et les places d'exercice réside dans le fait que les places de tir servent au tir avec des munitions d'exercice ou de combat réelles. Les places d'exercice servent, elles, à des formations avec des systèmes de simulation ou des formations n'impliquant pas l'usage d'armes (p. ex. école de conduite).

Les armes utilisées sur les places de tir se répartissent en deux catégories, en fonction de leurs effets à incidence spatiale (potentiel de dommage, bruit): les armes légères et les armes lourdes.

Sont notamment considérées comme armes légères:

- toutes les armes à trajectoire tendue d'un calibre inférieur à 20mm (pistolet, fusil d'assaut, mitrailleuses, etc.)
- lance-mines avec tube réducteur 18mm

- lance-grenades additionnel 40mm
- mortier de tranchée 6cm
- grenade à main

Sont notamment considérées comme armes lourdes:

- toutes les armes à trajectoire tendue d'un calibre égal ou supérieur à 20mm
- armes anti-char
- armes à trajectoire courbe (lance-mines, obusiers blindés, etc.)
- armes d'aviation et de défense contre avions

L'utilisation d'une place de tir par la troupe est réglementée par l'ordre de la place de tir.

Aérodrome militaire

Un aérodrome militaire consiste en un système intégré de pistes, voies de roulement, aires de préparation et de stationnement (revêtement en dur), de surfaces vertes intercalées ainsi que de nombreux bâtiments et installations de surface et en partie souterrains, tels que: ateliers, bâtiments administratifs, garages, hangars, abris et cavernes. Cette aire est propriété de la Confédération.

L'absence absolue d'obstacles sur l'aérodrome proprement dit (le long des pistes et des voies de roulement) ainsi que l'absence ou la limitation d'obstacles dans la zone de décollage et d'atterrissage est une condition indispensable au fonctionnement de l'installation. Cette condition est garantie par l'acquisition de terrains ou la conclusion de contrats de servitude (interdiction de construire ou limitation des hauteurs) ainsi que par l'ajustement périodique des données des autorités cantonales et communales qui délivrent les permis de construire en fonction des plans de surfaces de limitation d'obstacles des Forces aériennes. Les plans définissent les hauteurs maximales autorisées des constructions, des plantes, etc. dans l'aire d'intérêt d'un aérodrome militaire.

Centres logistiques et d'infrastructure

Les constructions de la logistique et d'exploitation étaient jusqu'à présent subdivisées en arsenaux, en parcs automobiles de l'armée et en ouvrages protégés. Avec la nouvelle organisation de la logistique, ces infrastructures ont fait l'objet d'une nouvelle répartition et sont désormais nommées centres logistiques, respectivement d'infrastructure.

Les centres logistiques sont constitués d'installations de surface et d'installations souterraines consacrées à l'exploitation et à l'entreposage de matériel d'armée et de ravitaillement. Ils fournissent des prestations centralisées sur leur site même (p. ex. centre de distribution pour le matériel d'armée, ateliers pour la maintenance et l'entretien, plate-forme de transport, lieu de rétablissement pour l'équipement personnel) et des prestations décentralisées sur les emplacements de l'infrastructure de l'instruction, de l'engagement et de la logistique (p. ex. exploitation de dépôts de ravitaillement sur les places d'armes et de tir).

Les centres d'infrastructure sont responsables de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures à utilisation militaire. Ils fournissent des prestations comme la maintenance et l'entretien des infrastructures, le centre d'entretien pour les machines et les appareils ou les ateliers pour l'entretien des installations et les travaux relatifs à l'espace environnant. L'exploitation, la maintenance et l'entretien sont assurés de manière décentralisée par des équipes d'intervention mobiles ou par des éléments permanents sur certains emplacements déterminés.

Centre de recrutement

La réforme de l'Armée XXI s'est également traduite par une nouvelle conception du recrutement visant à en augmenter la qualité, entraînant la centralisation et la simplification du processus de recrutement sur un nombre limité de sites.

Selon la conception du recrutement, les conscrits sont présents de deux à trois jours, les recrues cinq jours par semaine ouvrable. Les centres de recrutement sont par conséquent dotés de l'infrastructure nécessaire à leur subsistance et à leur hébergement, au recrutement et aux examens, aux théories, à l'administration et aux bureaux.

Point de franchissement (position d'emplacement d'un pont)

Un point de franchissement est une infrastructure permanente des troupes du génie permettant à celles-ci de construire un pont militaire provisoire sur un cours d'eau. Les points de franchissement présentent le plus souvent des culées permanentes (fondements) sur les deux rives. Pour certains d'entre eux, il existe des places de montage sur lesquelles une partie du pont militaire est préinstallée. Une place de montage fait alors partie intégrante d'un point de franchissement.

Coordination réglée

Sont classés en «coordination réglée» les projets qui ont fait l'objet d'une coordination générale. Il s'agit ici des activités et des projets:

- dont le besoin est avéré,
- dont l'emplacement est connu pour l'essentiel et justifié à l'échelon adéquat,
- dont les effets peuvent être évalués de façon générale,
- qui ont fait l'objet d'une collaboration suffisante et
- dont la compatibilité avec les dispositions légales en vigueur ainsi qu'avec les plans et prescriptions en matière d'utilisation du sol est quasiment établie.

Les décisions concernant les principes pour la coordination des activités à incidence spatiale (partie B) ne requièrent pas d'attribution à l'une des catégories de coordination. Elles sont intégrées au plan sectoriel militaire lorsqu'elles ont atteint par analogie le stade d'une coordination réglée.

Coordination en cours

Sont classés en «coordination en cours» les projets qui n'ont pas encore fait l'objet d'une coordination générale. Il s'agit en l'occurrence de projets relevant selon toute probabilité du plan sectoriel mais qui ne remplissent pas encore au moins l'un des critères pour être classés en coordination réglée.

Informations préalables

Sont classés en «informations préalables» les projets qui pourraient relever du plan sectoriel mais dont la définition est encore insuffisante pour faire l'objet d'une coordination générale. Des indications plus précises sur de tels projets ne sont pas encore disponibles, car:

- il n'est pas certain qu'ils soient effectivement réalisés,
- l'emplacement de même que les modalités de leur réalisation ne sont pas établis de manière certaine ou
- leur réalisation n'est pas envisagée dans un avenir prévisible.